

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 04 ÉLÉMENT 01

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

- CAHIER EXPLICATIF.....SECTION **1**
- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....SECTION **2**
- RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS.....SECTION **3**
 - 3.1** OPPOSITION OFFICIELLE
 - 3.2** 2^E GROUPE D'OPPOSITION

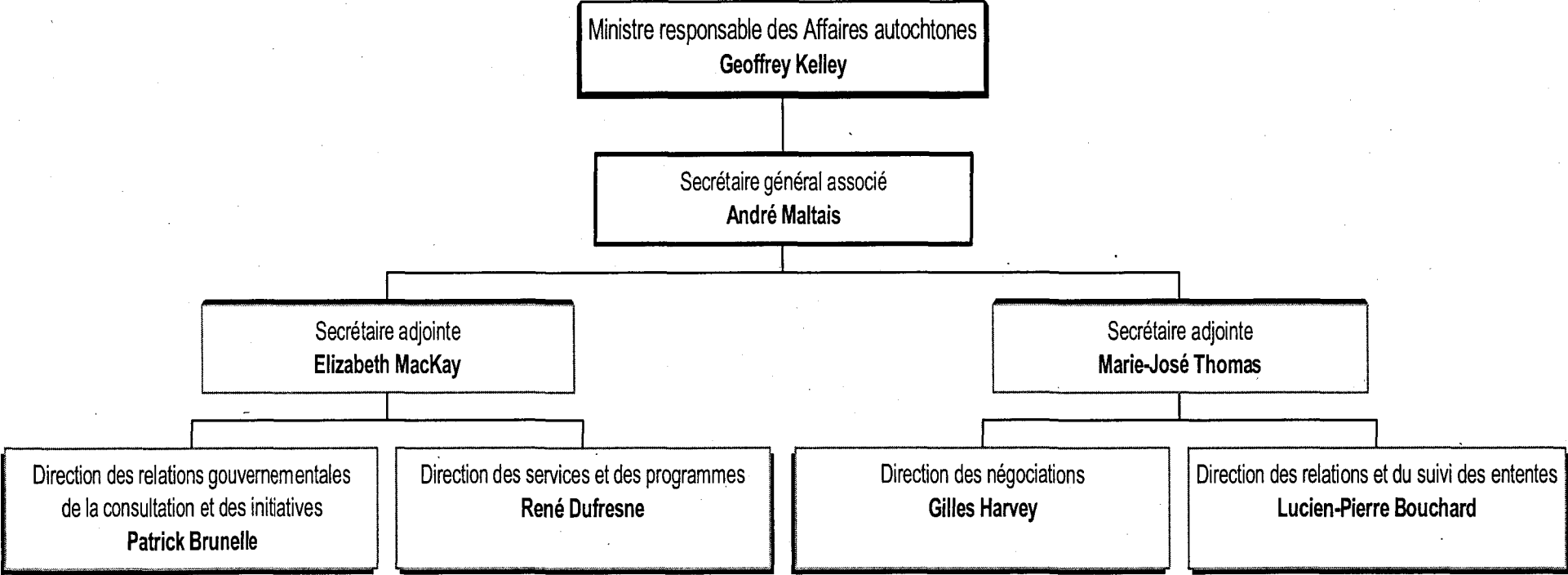
SECTION 1

CAHIER EXPLICATIF

PR .04 É1. 01

Organigramme

Secrétariat aux affaires autochtones



Identification	Numéro	Titre
Programme	04	Affaires autochtones
Élément	01	Secrétariat aux affaires autochtones
Responsable	Monsieur André Maltais	

MANDAT

<p>Deux décrets du gouvernement, pris respectivement le 18 janvier 1978 et le 14 janvier 1987, régissent les activités du Secrétariat aux affaires autochtones (décrets 154-78 et 17-87).</p> <p>En vertu de ces décrets, le mandat du Secrétariat aux affaires autochtones consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none">- élaborer, en concertation avec les intéressés, des politiques gouvernementales en milieu amérindien et inuit;- coordonner et s'assurer de la cohérence des activités des ministères et organismes gouvernementaux en milieu amérindien et inuit;- fournir une information générale aux Autochtones et l'information sur les politiques gouvernementales en matière autochtone au public en général;- négocier des ententes globales en collaboration avec les ministères concernés, conseiller les ministères dans la négociation des ententes sectorielles et veiller à la mise en œuvre des ententes conclues. <p>Par ailleurs, la section III.2 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> (L.R.Q., c. M-30) et le décret 1158-2008 du 18 décembre 2008 précisent les responsabilités du ministre responsable des Affaires autochtones.</p>

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME : 04 - Affaires autochtones
ÉLÉMENT: 01 - Secrétariat aux affaires autochtones
RESPONSABLE : André Maltais

Supercatégorie	Crédits 2011-2012 (en milliers de \$)	Crédits 2010-2011 (en milliers de \$)	Variation	
			(en milliers de \$)	(en %)
Budget de dépenses				
Rémunération	3 578,3	3 578,3	0,0	0,0%
Fonctionnement	2 892,8	3 535,0	(642,2)	-18,2%
Transfert	220 035,0	204 532,9	15 502,1	7,6%
Créances douteuses et autres	1 400,0	900,0	500,0	55,6%
TOTAL	227 906,1	212 546,2	15 359,9	7,2%
Budget d'investissements				
Immobilisations	28,8	28,8	0,0	0,0%
GRAND TOTAL	227 934,9	212 575,0	15 359,9	7,2%
Analyse des variations				
Malgré le contexte budgétaire dicté par la conjoncture difficile vécue par le Québec, le budget 2011-2012 du SAA s'est accru de 7,2 % afin de notamment rencontrer les obligations d'indexation des ententes intervenues avec les nations crie et inuite.				

Effectifs	2011-2012	2010-2011	Variation	
Effectif régulier autorisé	40	41	-1	-2,4%
Effectifs total autorisé	40	41	-1	-2,4%

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

PR. 04 ÉL. 01

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE POUR 2011-2012

SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	Adm. d'État Cadres supérieurs	Cadres intermédiaires	Professionnels	Techniciens, employés de bureau	Agents de la paix	Ouvriers	TOTAL 2011-2012	Comparatif 2010-2011
Bureau du secrétaire général associé	1			1			2	2
Bureau de la secrétaire adjointe	1		1	1			3	3
Bureau de la secrétaire adjointe	1		1				2	3
Direction des services et des programmes	1		4	5			10	10
Direction des relations gouvernementales de la consultation et des initiatives stratégiques	1		3	1			5	5
Direction des négociations	1		6	1			8	8
Direction des relations et du suivi des ententes	1		7	2			10	10
TOTAL	7		22	11			40	41

SECTION 2

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 : (Annexe 1)
 - les endroits et dates du départ et du retour;
 - copie des programmes et rapports de mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - la copie des rapports de mission;
 - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire. (Annexe 2)
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : (Annexe 3)
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012;
 - les firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011 en indiquant : (Annexe 4)
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

(Annexe 5)

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

6. Pour chaque projet de développement informatique de plus d'un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

(Annexe 6)

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère.

7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :

(Annexe 7)

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les IPAD ou autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

8. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie :

(Annexe 8)

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

(Annexe 9)

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers, et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

10. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

(Annexe 10)

- le nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- Nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012;
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

11. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

(Annexe 11)

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2010, la nature des travaux et le/ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

12. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2010 à ce jour.

(Annexe 12)

13. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu :

(Annexe 13)

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

14. Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du :

(Annexe 14)

- i. ministre;
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

15. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : **(Annexe 15)**
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2011-2012.
16. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011. **(Annexe 16)**
17. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : **(Annexe 17)**
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
18. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : **(Annexe 18)**
- l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
19. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : **(Annexe 19)**
- les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.
20. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : **(Annexe 20)**
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
21. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : **(Annexe 21)**
- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
22. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions. **(Annexe 22)**

23. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues. (Annexe 23)
24. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011 : (Annexe 24)
- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
25. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : (Annexe 25)
- le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
26. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. (Annexe 26)
27. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004. (Annexe 27)
28. Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012 (Annexe 28)
29. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012. (Annexe 29)
30. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme. (Annexe 30)
31. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associés, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées. (Annexe 31)

- 32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition :** Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'État, Commissions, Régies, Société, Établissements, Bureaux, Organismes de l'État, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :
- la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi;
 - le budget de fonctionnement détaillé;
 - le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi;
 - le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus;
 - le montant total et la ventilation des primes de départ;
 - la liste des comités consultatifs;
 - prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012;
 - liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.
- 33. Question 14 du 2^e groupe d'opposition :** Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.
- 34. Question 16 du 2^e groupe d'opposition :** Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :
- la retraite;
 - la démission;
 - la révocation pour incompétence;
 - la révocation pour incapacité;
 - la fin d'emploi;
 - le décès;
 - la mise à pied;
 - la destitution;
 - toute autre raison.
- 35. Question 17 du 2^e groupe d'opposition :** Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011.
- 36. Question 18 du 2^e groupe d'opposition :** Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.
- 37. Question 24 du 2^e groupe d'opposition :** Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toute action visant à :
- réduire de 10 % les dépenses administratives;
 - réduire de 25 % les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 140

Programme 04 Élément 01

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2010-2011 :
- les endroits et dates du départ et du retour;
 - copie des programmes et rapports de mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - la copie des rapports de mission;
 - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
 - i. les détails de ces ententes;
 - ii. les résultats obtenus à ce jour;
 - iii. les investissements annoncés, le cas échéant.

RÉPONSE :

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	COÛT \$	NOM	TITRE
New York, (États-Unis) 10-04-18 au 10-04-23	Assister à la 9e session de l'Instance permanente sur les peuples autochtones de l'Organisation des Nations Unies	2 864	Patrick Brunelle	Directeur
Toronto (Ontario) 10-04-27 au 10-04-28	Participation à la 2 ^e rencontre pancanadienne pour l'amélioration des conditions de vie	1 605	Pierre Corbeil Karina Kesserwan	Ministre Attachée politique
Toronto, (Ontario) 10-04-27 au 10-04-28	Rencontre des ministres responsables des Affaires autochtones	1 540	André Maltais Elizabeth MacKay	Secrétaire général associé Secrétaire adjoite
Thunder Bay (Ontario) 10-08-30 au 10-09-01	Forum des ministres responsables du développement du Nord	1 600	Pierre Corbeil Karina Kesserwan	Ministre Attachée politique
Edmonton (Alberta) 11-03-01 au 11-03-03	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale "Workshop on Aboriginal Consultation and Accommodation"	2 668	Patrick Brunelle Olivier Bourdages Sylvain	Directeur Conseiller

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

RÉPONSE :

Date	Lieu	Coût \$	Nom
2010-04-07 au 2010-04-08	Montréal - Rouyn-Noranda	1 279	Karina Kesserwan
2010-04-12	Québec - Val-d'Or Chibougamau - Québec	3 698	Pierre Corbeil
2010-04-15	Québec - Gatineau- Québec	2 530	Pierre Corbeil
2010-04-15 au 2010-04-16	Kuujuuaq	1 467	André Maltais
2010-04-15 au 2010-04-16	Québec – Kuujuuaq - Kangiqsualujuaq - Kuujuuaq - Québec	5 767	Pierre Corbeil
2010-04-19	Val-d'Or - Montréal	595	Pierre Corbeil
2010-04-22 au 2010-04-26	Québec - Montréal - Rouyn - Val-d'Or - Montréal - Québec	2 739	Pierre Corbeil
2010-04-25	Val-d'Or - Gatineau-Québec	3 423	Pierre Corbeil
2010-04-29 au 2010-05-03	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	974	Pierre Corbeil
2010-05-04	Montréal - Québec	224	Pierre Corbeil
2010-05-06 au 2010-05-10	Québec - Montréal - Rouyn - Val-d'Or - Montréal - Québec	878	Pierre Corbeil
2010-05-13 au 2010-05-17	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	1 349	Pierre Corbeil
2010-05-24	Val-d'Or - Montréal	137	Pierre Corbeil
2010-05-27	Québec - La Tuque - Québec	1 689	Pierre Corbeil
2010-05-28	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	862	Pierre Corbeil
2010-06-04 au 2010-06-07	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	228 (frais de changement)	Pierre Corbeil

Date	Lieu	Coût \$	Nom
2010-06-11	Québec - Montréal - Val-d'Or	262	Pierre Corbeil
2010-06-12	Québec - Montréal	249	Pierre Corbeil
2010-06-15	Val-d'Or - Montréal	366	Pierre Corbeil
2010-06-16	Montréal - Val-d'Or	655	Pierre Corbeil
2010-06-17	Québec - Rouyn - Val-d'Or Montréal - Québec	1 576	Pierre Corbeil
2010-06-18	Montréal - Québec - La Tuque - Québec - Montréal	4 254	Pierre Corbeil
2010-06-19 au 2010-06-20	Québec - Montréal - Val-d'Or -	621	Pierre Corbeil
2010-06-22 au 2010-06-23	Val-d'Or - Montréal - Québec - Montréal - Val-d'Or	1 689	Pierre Corbeil
2010-07-04	Montréal - La Macaza - Chibougamau - Québec	3 693	Pierre Corbeil
2010-07-05	Québec - Kuujuaq - Montréal	2 597	Pierre Corbeil
2010-07-07	Québec - Montréal - Val-d'Or	489	Pierre Corbeil
2010-07-08	Québec - Chibougamau - Val-d'Or - Québec	3 664	Pierre Corbeil
2010-08-04 au 2010-08-08	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	686	Karina Kesserwan
2010-08-10 au 2010-08-12	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	971	Pierre Corbeil
2010-08-17 au 2010-08-20	Montréal - Québec - Val-d'Or	1 105	Pierre Corbeil
2010-08-23 au 2010-08-24	Val-d'Or - Montréal - Québec	931	Pierre Corbeil
2010-08-26	Montréal - Montréal - Rouyn	442	Pierre Corbeil
2010-09-11	Val-d'Or - Gatineau - Québec - Val-d'Or	1 110	Pierre Corbeil
2010-09-13	Val-d'Or - Montréal - Québec	586	Pierre Corbeil
2010-09-16 au 2010-09-17	Québec - Rouyn - Québec - Montréal - Val-d'Or	1 147	Pierre Corbeil
2010-09-20	Rouyn - Québec	436	Pierre Corbeil
2010-09-24	Québec Rouyn	426	Pierre Corbeil
2010-09-27	Val-d'Or - Montréal - Québec	464	Pierre Corbeil
2010-10-04 au 2010-10-05	Val-d'Or - Montréal - Québec Montréal - Val-d'Or	685	Pierre Corbeil
2010-10-06	Québec - Waskaganish - Québec	9 516	Pierre Corbeil
2010-10-07	Québec - Rouyn	485	Pierre Corbeil
2010-10-26	Val-d'Or - Montréal - Québec - Montréal - Val-d'Or	541	
2010-11-01	Val-d'Or - Montréal - Québec	156	Pierre Corbeil
2010-11-04	Québec - Montréal - Val-d'Or	316	Pierre Corbeil
2010-11-05	Québec - Montréal - Val-d'Or	693	Pierre Corbeil
2010-11-08	Val-d'Or - Montréal	377	Pierre Corbeil
2010-11-12	Québec - Sept-Îles - Québec	3 926	Pierre Corbeil
2010-11-15	Val-d'Or - Montréal	440	Pierre Corbeil
2010-11-18	Québec - Montréal - Val-d'Or	990	Pierre Corbeil
2010-11-22	Val-d'Or - Montréal	314	Pierre Corbeil
2010-11-26	Québec - Montréal - Val-d'Or	601	Pierre Corbeil
2010-11-29	Val-d'Or - Montréal - Québec	503	Pierre Corbeil
2010-12-03 au 2010-12-06	Québec - Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	1 223	Pierre Corbeil
2010-12-10	Québec - Montréal - Val-d'Or	918	Pierre Corbeil
2010-12-14	Québec - Val-d'Or - Montréal - Québec	581	Pierre Corbeil
2010-12-17	Québec - Montréal - Val-d'Or	366	Pierre Corbeil
2011-01-10	Val-d'Or - Montréal - Québec	377	Pierre Corbeil
2011-01-12	Québec - Montréal - Val-d'Or	392	Pierre Corbeil
2011-01-21	Québec - Montréal - Rouyn	731	Pierre Corbeil
2011-01-23	Montréal - Val-d'Or	324	Pierre Corbeil
2011-02-04 au 2011-02-07	Montréal - Val-d'Or - Montréal - Québec	903	Pierre Corbeil
2011-02-18 au 2011-02-19	Sept-Îles	1 524	André Maltais

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet) en articles promotionnels et en commandites :
- les sommes dépensées pour l'exercice 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012;
 - firmes de publicité;
 - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

RÉPONSE :

PUBLICITÉ - Placements-médias

Fournisseur	Coût	But visé
<u>Volet publications autochtones- Hebdomadaires régionaux</u> Abitibi Express, L'Actuel, La Concorde, Le Courrier Sud (Nicolet) The Eastern Door, Nunatsiaq news, Le Citoyen (Abitibi Est et Ouest), Combo Total Côte-Nord, La Sentinelle, L'Écho de la Baie. L'Écho de la Tuque, L'Étoile du Lac, La Gatineau, Info-Dimanche/Le Placoteux (combo), Le Journal Le Portageur/Natashquan, Le Reflet, Soleil du mercredi	6 062,83 \$	Faire connaître la Journée nationale des Autochtones
<u>Volet Radio-autochtone/communautaire</u> CFNQ-FM, CFWR-FM, CHRQ-FM, CHME-FM, CHRQ-FM, CHUK-FM, CHMQ-FM, CHNT-FM, CIBE-FM, CIHW-FM, CIMB-FM, CITK-FM, CHUT-FM, CJCK-FM, CKAU-FM, CKKE-FM, CKRK-FM, CRKA-FM, CSLR-FM, RCWK-AM, Réseau JBCCS, TNI Taqramiut Nipingat inc./CHEF (Granby), CIAU-FM	4 769,06 \$	Faire connaître la Journée nationale des Autochtones
<u>Guide Touristique Nunavik</u>	2 430,00 \$	Faire connaître le rôle du Secrétariat aux affaires autochtones
<u>Annuaire téléphonique des Cris de la Baie-James</u>	910,19 \$	Faire connaître le rôle du Secrétariat aux affaires autochtones
<u>Répertoire Affaires autochtones/Québec</u>	2 954,11 \$	Faire connaître le rôle du Secrétariat aux affaires autochtones
<u>Magazine Québec-Science</u>	1 800,00 \$	Faire connaître le rôle du Secrétariat aux affaires autochtones
<u>Édition spéciale The Nation</u>	420,88 \$	Hommage à Billy Diamond
<u>Édition spéciale The Nation</u>	420,88 \$	Souligner les 35 ans de la Convention de la Baie-James

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2010-2011 en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE :

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par cabinet ministériel en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE :

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

6. Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère :
- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récents estimés du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - nombre de consultants intégrés en oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

RÉPONSE :

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :
- la photocopie;
 - les ordinateurs portables;
 - les IPAD ou autre type de tablette électronique;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE :

Photocopie :	13 812 \$	Mobilier de bureau :	1 627 \$
Téléavertisseur :	0 \$	Ordinateurs portables/IPAD :	0 \$
Distributeur d'eau de source :	1 043 \$		
Remboursement de frais de transport :	195 358 \$	Remboursement des frais de repas et d'hébergement :	96 076 \$
Dépenses applicables aux participations aux congrès, colloques, etc.			
i) au Québec :	16 360 \$	ii) à l'extérieur du Québec :	0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

8. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :
- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - le nombre des minutes utilisées.

RÉPONSE :

Téléphones cellulaires	BlackBerry	Coûts d'acquisitions	Coût d'utilisation et coût des contrats
12	26	255 \$	34 480 \$

Fournisseurs : Bell (B-Tel)et Rogers (Méga-Sat inc)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04 Élément 01

9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

RÉPONSE :

Voir documents joints.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jour de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus. le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

PROGRAMME 04 - ÉLÉMENT 01 : SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL			NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL			NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES						NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHO- LOGIQUE
	JRS			JRS			PAYÉES HRES		COMPENSÉES HRES		TOTAL HRES		
	CADRES	PROF	FONC	CADRES	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC	
AVRIL	3,0	4,0	7,0	6,0	13,0	3,5	52,50	74,25	99,00	3,50	151,50	77,75	
MAI	1,0	13,0	0,5		11,0	12,0	90,75	58,75	129,50	11,50	220,25	70,25	
JUIN	0,5	58,5	20,0	3,0	8,0	2,0	49,25	53,75	53,25	5,00	102,50	58,75	
JUILLET	62,5	132,5	51,0	9,0	14,5	3,0	24,50	17,25	39,25	0,50	63,75	17,75	
AOÛT	37,0	101,5	66,0	3,5	14,0	2,0	17,75	53,00	33,50	2,75	51,25	55,75	
SEPTEMBRE	6,0	24,0	1,0	2,0	13,0	5,0	33,25	72,00	41,75	4,75	75,00	76,75	
OCTOBRE	5,5	20,0			7,5	5,0	16,00	70,50	84,75	9,50	100,75	80,00	
NOVEMBRE	2,5	2,0	5,0		12,5	11,5	66,75	93,00	111,00	7,00	177,75	100,00	
DÉCEMBRE	10,0	23,0	4,0		8,5	4,0	47,25	49,00	27,50		74,75	49,00	
JANVIER	8,0	40,0	7,0		10,5	6,5	87,50	63,50	34,50		122,00	63,50	
FÉVRIER		18,5	2,0		12,0	2,0	76,00	77,25	55,75		131,75	77,25	
MARS								10,00	2,50		2,50	10,00	
TOTAL	136,0	437,0	163,5	23,5	124,5	56,5	561,50	692,25	712,25	44,50	1 273,75	736,75	

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 210-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012,
(par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin
et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

PROGRAMME 04 - AFFAIRES AUTOCHTONES

CORPS D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	MOINS DE 35 ANS	35 ANS ET PLUS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MEMBRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	1	2		3				
CADRES	4			4				
PROFESSIONNELS	12	10	5	17		2	1	3
FONCTIONNAIRES	1	10		11		1		
OUVRIERS								
TOTAL	18	22	5	35	0	3	1	3
% par rapport à l'effectif occupé (40)	45,0%	55,0%	12,5%	87,5%	0,0%	7,5%	2,5%	7,5%

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jour de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;

le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite.

PROGRAMME 04 - ÉLÉMENT 01 - SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI		RÉPARTITION DE L'EFFECTIF RÉGULIER PAR RÉGIONS ADMINISTRATIVES		NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL À CELUI PRÉVU (Complexité)	NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU (Horaire majoré)	PRÉVISION DU NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE
1-Administrateur d'État	3	03-Capitale-Nationale	40	9	4	3
2-Cadre	4	06-Montréal	0			
3-Professionnel	22					
5-Fonctionnaire	11					
TOTAL:	40	TOTAL:	40			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

10. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- Nombre de départs à la retraite en 2010-2011;
- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- Nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012;
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE :

Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2010-2011; le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; le nombre de départ à la retraite prévu pour 2011-2012; le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Programme 04 – élément 01 – Secrétariat aux affaires autochtones

Nombre de départs à la retraite en 2010-2011 : 3

*Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : **Aucun***

Nombre de départs à la retraite prévu pour 2011-2012 : 3

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

11. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2010, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

12. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2010 à ce jour.

RÉPONSE :

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

13. La liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2010-2011 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description des tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2010;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.¹

RÉPONSE :

Liste du personnel de cabinet²

Personnel actif

NOM	TITRE DE LA FONCTION	PORT D'ATTACHE
Beudet, Guy	Directeur de cabinet	Québec
Beaulieu, Caroline	Attachée politique	Québec
Bernier, Nicole	Employée de soutien	Québec
Ferguson, Jennifer	Attachée politique	Montréal
Groves, Debbie	Employée de soutien	Québec
Kesserwan, Karina	Attachée politique	Québec
Lascelle, Nicole	Attachée politique	Québec
Mackasey, Andrea	Attachée politique	Montréal
Paquette, Marie-Josée	Attachée politique	Québec
St-Onge, Annie	Attachée politique	Québec
Thiboutot, Véronique	Attachée politique	Québec
Falk Pedersen, Eva	Étudiante	Québec

¹ Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer ces directives lors de leur entrée en fonction.
² Masse salariale autorisée en 2010-2011 : 705 500 \$.

Personnel inactif

NOM	TITRE DE LA FONCTION	DÉPART
Boucher, Johanne	Employée de soutien	2011-02-03
Cayer, Isabelle	Employée de soutien	2011-02-03
Frenette, Yvon	Attaché politique	2011-02-03
Hébert, Steven	Attaché politique	2011-02-03
Kelley, Grégory	Attaché politique	2011-02-03
Lefebvre, Benoît	Directeur de cabinet	2011-02-03
Ménard, Sonya	Employée de soutien	2011-02-03
Sauvageau, Aline	Attaché politique	2011-02-03
Sauvageau, Hélène	Attachée politique	2011-02-03
Tremblay, Elsa	Employée de soutien	2011-02-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

14. Liste des sommes d'argent versées en 2010-2011 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

RÉPONSE :

Voir document joint.

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
SUBVENTIONS 2010-2011**

ANNEXE 14

ORGANISMES	MONTANT \$
28 ^e Finale régionale centralisée des Jeux du Québec	1 000
Abitibiwinini Aventure/Culture	1 000
Administration régionale crie	45 000
Agenda AGEUQAT	1 000
Aiguebelle en spectacle	1 000
Algonquins de Lac-Barrière	6 000
Algonquins de Lac-Barrière	23 833
Algonquins de Lac-Barrière	15 500
Algonquins de Lac-Barrière	9 500
Algonquins de Lac-Barrière	47 250
Algonquins de Lac-Barrière	2 250
Algonquins de Lac-Barrière	5 500
Algonquins de Lac-Barrière	25 000
Arche d'Amos, L'	1 000
Artial (Art et Social)	3 000
Assaut sexuel secours	2 000
Assaut sexuel secours	10 000
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	60 000
Assemblée des Premières Nations Québec et Labrador	1 000
Assinu	20 000
Association crie de pourvoirie et de tourisme	2 000
Association d'entraide le Chaînon inc.	500
Association du hockey mineur de Val-d'Or	500
Association Prévention Suicide des Premières Nations et Inuits	5 000
Association Prévention Suicide des Premières Nations et Inuits	4 000
Association québécoise autochtone en science et en ingénierie	12 000
Atikamekw Sipi -Conseil de la Nation Atikamekw	1 000
Banques alimentaires Québec	2 000
Cancer de l'ovaire Canada	200
Carpe Diem - Centre de ressources Alzheimer	1 000
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	5 545
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	6 185
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	750
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	1 000
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	1 000
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	500
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	20 000
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	20 000
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	1 000
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	4 000
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or inc.	800
Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat	4 000
Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat	1 500
Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat	2 000
Centre de l'image et de l'estampe de Mirabel	5 000
Centre de réadaptation Wapan	1 500
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	1 000
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	9 000
Centre d'histoire de Montréal	3 000
Centre ethnoculturel	10 000
Centre indien cri de Chibougamau inc.	1 000
Centre local de Développement [CLD] de la MRC du Granit	1 000
Centre récréatif Saint-René Goupil inc.	500
Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw	2 000

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
SUBVENTIONS 2010-2011**

ANNEXE 14

Centres jeunesse de l'Outaouais, Les	5 000
Chambre de Commerce de l'Ouest-de-l'Île de Montréal, La	2 000
Club des handicapés de Val-d'Or inc.	5 000
Collège d'Enseignement général et professionnel de Limoilou (CEGEP)	500
Collège Frontière	12 000
Comité Qualité de l'Abitibi-Témiscamingue, Le	1 000
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	13 213
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	17 530
Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	1 500
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec	11 210
Comptoir Agoshin	2 000
Comptoir Agoshin	1 000
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	25 000
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	500
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean	85 000
Conseil de bande de Waskaganish	500
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	1 000
Conseil de bande d'Odanak	1 500
Conseil de la nation Atikamekw	150
Conseil de la nation huronne-wendat	2 000
Conseil de la nation innue de Matimekush - Lac-John	5 000
Conseil de la nation innue de Matimekush - Lac-John	25 000
Conseil de la nation innue de Matimekush - Lac-John	25 000
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	1 500
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	1 000
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	500
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	2 000
Conseil des Atikamekw de Manawan	1 500
Conseil des Atikamekw de Manawan	1 000
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	2 000
Conseil des Atikamekw d'Opticivan	541
Conseil des Innus de Betsiamites	2 000
Conseil des Innus de Ekuanitshit	1 500
Conseil des Innus de Ekuanitshit	300
Conseil des Innus de Ekuanitshit	1 000
Conseil des Innus de Ekuanitshit	1 000
Conseil des Innus de Ekuanitshit	2 000
Conseil des Innus de Ekuanitshit	500
Conseil des Innus de Ekuanitshit	1 000
Conseil des Innus de Ekuanitshit	1 000
Conseil des Innus de Pakuashipi	500
Conseil des Innus de Pessamit	3 000
Conseil des Innus d'Ekuanitshit	2 000
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	1 000
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	3 000
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	1 500
Conseil des Jeunes Atikamekw Opitciwan	300
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	10 000
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	1 500
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	3 462
Conseil des Mohawks de Kahnawake	5 000
Conseil des Mohawks de Kanesatake	10 000
Conseil des Montagnais de Natashquan	1 000
Conseil des Montagnais de Natashquan	7 000
Conseil des Montagnais de Natashquan	1 000
Conseil en éducation des Premières Nations	25 000
Conseil en éducation des Premières Nations	2 000
Conseil en éducation des Premières Nations	2 000
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	10 000

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
SUBVENTIONS 2010-2011**

ANNEXE 14

Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	1 000
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	1 000
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	3 000
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	1 000
Coördonnateurs en Loisirs et en sport - 15 communautés autochtones - Québec en Forme	171 450
Corporation Augustin-Chénier inc.	1 000
Corporation de développement économique de Listuguj-Pointe-à-la-croix	40 000
Corporation des Loisirs de Rochebeaucourt	500
Corporation Wabak Pimadizi	2 000
Corporation Wapikoni mobile	40 000
Cree Nation of Nemaska	1 000
Cree Regional Authority	1 000
CREE Regional Events & Entertainment	1 000
Délégation générale du Québec à Londres	987
École Amik Wiche (CS de Val-d'Or) (inactif)	400
École secondaire de Roberval (CS des Découvreurs)	500
École secondaire Sacré-Coeur (CS du Val-des-Cerfs)	1 000
École Teueikan	1 000
Eeyou Economic Group/CFDC Inc.	2 000
Eeyou Economic Groupe CFDC Inc.	500
Élizabeth Newashish	1 144
Environics Institute	8 000
Fabrique de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, La	500
Femmes autochtones du Québec inc.	10 000
Festival classique de l'Abitibi-Témiscamingue	1 000
Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue	1 000
Festival du conte et de la légende de l'Innucadie	10 000
Films du Rapide-Blanc inc.	20 000
Fondation 1	2 000
Fondation canadienne du rein, La	500
Fondation contre l'indifférence: pour l'aide à l'enfance	500
Fondation de l'héritage culturel autochtone	150
Fondation de l'Hôpital Général du Lakeshore	3 500
Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue inc.	500
Fondation des parlementaires québécois	500
Fondation du Patro de Charlesbourg	300
Fondation Hôpital Charles LeMoine	500
Fondation Jacqueline Lessard	500
Fondation Madeli-aide	500
Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale, La	500
Fondation québécoise du Cancer	500
Fun Sport Canada	325
Groupe Anishnabe	1 750
Institut du Nouveau Monde	10 000
Institut national de la recherche scientifique, urbanisation, culture et société	1 000
Institut Tshakapesh	1 500
Institut Tshakapesh	15 000
Jeunes musiciens du monde	45 000
Jeunes musiciens du monde	5 850
Jeunes Musiciens du Monde	500
La Piaule de Val-d'Or	10 000
La Piaule de Val-d'Or	2 000
Maison Carignan inc.	200
Maison communautaire Missinak	5 000
Maison du Bouleau Blanc inc., La	500
Mamit Innuat	2 000
Mamit Innuat (204)	30 000
Marcelline Picard Kanapé	794
Marche des femmes en 2010	500

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
SUBVENTIONS 2010-2011**

ANNEXE 14

Marie-Aimée Einish	500
Musée de la civilisation	3 754
Musée de la Nation Huronne-wendat	5 000
Musée Shaputuan	1 500
Nation Crie de Mistissini	16 000
Nation naskapie de Kawawachikamach	15 000
Nation naskapie de Kawawachikamach	2 000
Nation naskapie de Kawawachikamach	6 000
Nation naskapie de Kawawachikamach	5 000
Nicole O'Bomsawin	574
Oeuvres Jean Lafrance inc., Les	150
Petite marmite du chef, La	1 000
Pic-Art Entreprises	3 000
Première Nation de Longue-Pointe	1 500
Première Nation de Wolf Lake	1 500
Première Nation malécite de Viger	2 000
Première Nation Malécite de Viger	3 000
Première Nation malécite de Viger	1 500
Printemps des poètes du Québec	1 500
Productions Nionwentsio	7 000
Projets Autochtones du Québec	3 000
Promovues, Ciné Club de Val-d'Or	1 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	8 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	9 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	2 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	2 000
Résidence de soins palliatifs de l'Ouest-de-l'Île, La	5 000
Revue Études/Inuits/Studies	2 000
Salon du livre de l'Abitibi-Témiscamingue	2 500
Scouts du Montréal métropolitain, Les	500
Secrétariat aux alliances économiques - Nation crie	1 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	5 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	5 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	5 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	25 000
Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	3 000
Secrétariat des programmes et services de la nation algonquine	1 000
Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi	500
Service de Nutrition et d'Action Communautaire [SNAC]	500
Société Alzheimer Rive-Sud	500
Société canadienne de la Croix-Rouge, La	1 000
Société de développement économique Innu	2 000
Société de sclérose en plaques de l'Abitibi-Témiscamingue	500
Société historique d'Odanak	2 500
Studio Makusham	5 000
Terres en vues	70 000
Tourisme Baie-James	2 000
Tourisme Wendake	25 000
Tournoi de Hockey Pee-Wee Anjou	500
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit	2 000
Université du Québec à Chicoutimi	4 500
Université du Québec à Montréal	1 000
Université Laval	5 000
Université Laval	5 000
Université McGill	5 000
Village nordique d'Akulivik	2 500
Village nordique d'Ivujivik	1 800
Vollant, Stanley	3 000

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

15. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

16. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2010-2011.

RÉPONSE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

17. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE :

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

18. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE :

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

19. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- clubs privés ou autres;
 - billets de saison, les loges;
 - etc.

RÉPONSE :

TITRE	COÛT (\$)
Délibérations du Comité sénatorial permanent des Peuples autochtones (Receveur général du Canada)	307
Eastern Door, The	360
Écho Abitibien, L'	57
Écho de la Tuque, L'	85
Gazette officielle – partie II (Les publications du Québec)	258
Journal de Baie-Comeau	225
Journal l'Étoile du lac	44
Journal Le Nord-Côtier	135
Jurisprudence Express	400
Lois refondues du Québec (Les publications du Québec)	1 195
Nation, The	60
P'tit Journal de Malartic, Le	44
Projets de lois publics présentation – français	195
Projets de lois publics sanctionnés – français	195
Quotidiens (Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse)	1 915
Journal Innuvelle	75

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

20. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

RÉPONSE :

La réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

21. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2010, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

RÉPONSE :

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

22. Pour 2010-2011, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

RÉPONSE :

La réponse à cette question est incluse à l'annexe 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

23. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

RÉPONSE :

La réponse sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

24. Nombre de demande d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2010-2011 :

- nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

25. Liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- Coûts (déplacements, etc.);
- nombre de ressources affectées;
- nombre de rencontres;
- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

RÉPONSE :

La réponse à cette question pourrait se retrouver aux questions 1 et 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

26. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2009 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 140

Programme 04 Élément 01

27. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

28. Tel que prévu dans la politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2011-2012.

RÉPONSE :

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

29. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011 et 2011-2012.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

30. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012 et 2012-2013 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE :

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

31. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

RÉPONSE :

Organisme	Raison	Date de signature	Montant pour 2010-2011	Date du chèque
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Entente spécifique concernant le rapprochement entre les communautés algonquines et les divers milieux de la région de l'Abitibi-Témiscamingue (2008-2011)	2009-07-24	25 000 \$	En attente des pièces justificatives
Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-St-Jean	Addenda 2 à l'Entente spécifique sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus	2010-04-16	85 000 \$	2010-10-26
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	Entente spécifique sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus	2009-06-09	75 000 \$	Résiduel des sommes versées pour les années passées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

32. Question 11 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

- la masse salariale ventilée par catégorie d'emploi;
- le budget de fonctionnement détaillé;
- le taux d'absentéisme, ventilé par catégorie d'emploi;
- le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus;
- le montant total et la ventilation des primes de départ;
- la liste des comités consultatifs;
- prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012;
- liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.

RÉPONSE :

Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. Question 11 du 2^e groupe de l'opposition : Pour chaque ministère et organisme (Directions ministérielles, Agences, Entreprises d'état, Commissions, Régies, Sociétés, Établissements, Bureaux, Organismes de l'état, Comités, Comités expert, Conseils, Instituts, Secrétariats relevant d'un ministère), fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : la masse salariale ventilée par catégories d'emploi; le budget de fonctionnement détaillé, le taux d'absentéisme, ventilé par catégories d'emploi; le montant total et la ventilation des primes au rendement et des bonus; le montant total et la ventilation des primes de départ; la liste des comités consultatifs; prévision de croissance des dépenses et d'effectifs effectuée par le ministère ou l'organisme visé pour 2011-2012; liste de tous les programmes, politiques et plans d'actions relevant du ministère ou de l'organisme. Indiquer les sommes d'argent prévues et les échéanciers pour ces programmes, politiques et plans d'actions.

Masse salariale par catégorie :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Budget de fonctionnement détaillé :

L'information est disponible au Volume II, III et IV du Budget de dépenses publié annuellement.

Taux d'absentéisme par catégorie :

La réponse à cette question est incluse à la question no 9.

Primes au rendement et bonus :

33 277 \$

Primes de départ :

Aucune

Comités consultatifs :

Aucun

Prévision de la croissance des dépenses et d'effectifs :

L'information est disponible au Volume II, III et IV du Budget de dépenses publié annuellement.

Programmes, politiques, et plans d'action :

Plan d'action de développement durable 2008-2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

33. Question 14 du 2^e groupe d'opposition : Liste et ventilation des dépenses et remboursements pour frais de déplacement pour chaque membre du Conseil des ministres, pour chaque adjoint parlementaire des ministres, de même que pour chaque membre de l'Assemblée nationale, entre l'Assemblée nationale et sa circonscription pour l'année financière 2010-2011.

RÉPONSE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

34. Question 16 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011. Fournir les données ventilées selon la raison du départ :

- la retraite;
- la démission;
- la révocation pour incompétence;
- la révocation pour incapacité;
- la fin d'emploi;
- le décès;
- la mise à pied;
- la destitution;
- toute autre raison.

RÉPONSE :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

35. Question 17 du 2^e groupe d'opposition : Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2010-2011.

RÉPONSE :

La réponse à cette question est fournie par la question 13.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

36. Question 18 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels qui ont intégré l'effectif régulier par catégories d'âge en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SECTION 3

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

37. Question 24 du 2^e groupe d'opposition : Pour chaque ministère et organisme, fournir la liste, le détail et les sommes économisées de toute action visant à :

- réduire de 10% les dépenses administratives;
- réduire de 25% les dépenses de publicité, de formation et de déplacements.

RÉPONSE :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.



SECTION 3.1

OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. La liste des projets ayant été soutenus par les cinq enveloppes du Fonds d'initiatives autochtones, montant alloué à chaque projet et nombre de demandes reçues (par enveloppe et par communauté). **(Annexe 1)**
2. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2010-2011, incluant les détails sur : **(Annexe 2)**
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) total des coûts engendrés par les négociations ventilés :
 - o pour les négociations par des employés du SAA;
 - o par les négociateurs externes.
3. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2009-2010, incluant les détails sur : **(Annexe 3)**
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) total des coûts engendrés par les négociations, ventilés :
 - o pour les négociations par des employés du SAA;
 - o par les négociateurs externes.

SECTION 3.1

4. Liste des montants versés aux différentes nations autochtones en vertu du volet « Soutien à la consultation » du Fonds d'initiatives autochtones (ventilé par nation, par communauté et indiquer l'objet de chacune des consultations et le montant). (Annexe 4)
5. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2010-2011 : dépôt du mandat et du contrat, de la durée du contrat, des tâches effectuées et d'une copie du ou des rapports, des factures et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs en ventilant les honoraires professionnels et les frais de déplacement et d'hébergement. (Annexe 5)
6. Liste de toutes les ententes échues en 2010-2011 ou qui viendront à échéance en 2011-2012, pour chacune des communautés autochtones et échéancier et plan d'action du SAA pour la négociation de leur renouvellement. (Annexe 6)
7. Liste des contestations devant les tribunaux pour lesquelles l'expertise du secrétariat a été requise par un ministère ou un organisme. Indiquer les montants des poursuites. Liste des frais encourus par le Secrétariat ou par le gouvernement du Québec pour fins de défense en cour de justice dans le cadre de dossiers touchant une ou des communautés autochtones ainsi que l'état de ces dossiers. (Annexe 7)
8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant : (Annexe 8)
 - a) les dates et lieux de ces rencontres;
 - b) les sujets abordés;
 - c) les conclusions des discussions;
 - d) les personnes présentes;
 - e) le suivi accordé à ces rencontres.
9. État d'avancement des négociations afin que le gouvernement fédéral contribue à la construction de logements au Nunavik en sus de ceux compris à l'entente quinquennale. (Annexe 9)
10. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. (Annexe 10)
11. Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012. (Annexe 11)
12. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.). (Annexe 12)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. La liste des projets ayant été soutenus par les cinq enveloppes du Fonds d'initiatives autochtones, montant alloué à chaque projet et nombre de demandes reçues (par enveloppe et par communauté).

RÉPONSE :

Projets soutenus et montant alloué en 2010-2011

COMMUNAUTÉ	NOM DU PROJET	MONTANT ALLOUÉ
Odanak	Institution postsecondaire des Premières Nations (IPPN)	434 975 \$
	Institution postsecondaire des Premières Nations (IPPN)	295 181 \$
	Les Petits Détails	8 650 \$
Wôlinak	Garage municipal - Wôlinak	117 746 \$
Kitcisakik	Centre de location - Kitcisakik	40 000 \$
	Centre de ressourcement - Kitcisakik	50 000 \$
	Remplacement du groupe électrogène - Kitcisakik	200 000 \$
Lac-Simon	Projet de restaurant Widiha - Lac Simon	17 000 \$
	Projet de restaurant Widiha - Lac Simon - garantie de prêt	20 000 \$
	Patinoire Amikobi - Lac Simon	20 245 \$
	Terrain de Volley-Ball - Lac Simon	6 000 \$
	Terrains de jeux - Lac Simon	52 000 \$
	Dépanneur Kapekijik - Lac-Simon	35 000 \$
	Bureau de consultation pour répondre aux demandes au MRNF	202 500 \$
	Artisanat Kickatik - Lac Simon	5 250 \$
	Artisanat Kickatik - Lac Simon	6 225 \$
Pikogan	Demande de financement relatif aux diverses consultations reliées au secteur forestier, minier et territorial	144 000 \$
	Rénovation de l'église de la mission Ste-Catherine en musée	15 000 \$
	Aménagement d'un stationnement pour le B.D.S.E. - Pikogan	42 000 \$
Timiskaming	Démarrage de l'entreprise Forage Asinii Drilling	100 000 \$
	Bureau de consultation	140 000 \$
Winneway	Aide au développement économique local - Winneway	50 390 \$
Manawan	Restaurant Crèmerie-Cantine chez Bello	125 000 \$
	Aréna Manawan	1 000 000 \$
	Aide au développement économique local - agent de liaison en ressources naturelles	12 504 \$

Obedjiwan		
	Station-service Opitciwan Inc.	375 000 \$
	Construction d'une maison des jeunes	475 202 \$
Wemotaci		
	Agrandissement du Comptoir Atowkinatok (Bonichoix)	675 000 \$
Wendake		
	Bureau de consultation - 3 ^e année	303 000 \$
Kangiqsualujjuaq	Construction d'une piscine estivale à Kangiqsualujjuaq	186 675 \$
Puvirnituq	Rénovation du centre communautaire de Puvirnituq	97 616 \$
Salluit	Construction d'une piscine - Salluit	809 063 \$
Umiujaq	Rénovation du centre communautaire - Umiujaq	234 242 \$
Malécites de Viger	Expansion Fumoir du Nord	100 000 \$
Gesgapegiag	Gesgapegiag Excavation	258 755 \$
Général Micmacs	Bureau de consultation - Secrétariat du Mi'gmawei Mawiomi	131 400 \$
Akwesasne	Rénovation du centre communautaire Kawehno:ke - Akwesasne	143 033 \$
	Achat d'équipement pour l'aréna A'nowara'ko:wa - Akwesasne	50 000 \$
	Mise à niveau des équipements de communication du Conseil des Mohawks d'Akwesasne	132 000 \$
	Programmation 2010-2011 projets Infrastructures communautaires - Akwesasne	49 000 \$
	Programmation 2010-2011 projets développement économique - Akwesasne (31 projets)	1 079 234 \$
Kahnawake	Educational Materials Distribution Center	19 938 \$
	Profil socio-économique de Kahnawake	135 000 \$
	Étude de faisabilité pour "Economic Development Solution"	24 775 \$
Betsiamites	Construction de centrales hydroélectriques Sault-au-Cochon-Betsiamites	1 808 280 \$
	Acquisition de pêcheurie Manicouagan inc. et Crabiers du Nord inc. - Betsiamites	171 720 \$
	Garage de mécanique Paul-Émile Picard	70 000 \$
Essipit	Acquisition de pêcheurie Manicouagan inc. et Crabiers du Nord inc. - Essipit	171 720 \$
	Centre communautaire montagnais Essipit - phase I	225 000 \$
	Croisières Essipit inc.	127 194 \$
	Dépanneur communautaire Boni-Soir Essipit	100 284 \$
	Amélioration des pourvoiries Essipit	83 669 \$
La Romaine	Implantation d'une structure d'organisation du développement économique	330 000 \$
	Équipements pour salle communautaire	7 500 \$
Mashteuiatsh	Site communautaire - Mashteuiatsh	1 000 000 \$
	Usine de granules - Mashteuiatsh	400 000 \$
	FCCIM-Mashteuiatsh	5 955 \$
	Centre d'affaires Mashteuiatsh	850 000 \$
	Bureau de consultation - 2 ^e année	375 000 \$
	Coop de solidarité Nimilupan Nitshinatsh	120 000 \$
	Marché d'alimentation	70 000 \$
	Charles Paul - Usine de rabotage et de séchoirs	100 000 \$
Matimekosh	Partenariat pour distribution de produits pétroliers- Plan d'affaires	55 000 \$
	Salle communautaire-Matimekush	500 000 \$
Mingan	Bureau de consultation - 2 ^e année - Complexe Romaine	67 500 \$
	CDEE- Soutien aux entreprises et entrepreneurs	261 000 \$
Natashquan	Structure de développement économique-Natashquan	300 000 \$
	Plan d'affaires - Projet Polaris - Natashquan	15 000 \$
	Investissement dans Polaris Holding	88 750 \$
	Aires de jeux communautaires-Natashquan	130 022 \$
	Atik aviation - Natashquan	155 000 \$
Pakuashipi	Dépanneur et restaurant Pakuashipi	70 224 \$
	Patinoire couverte - Pakuashipi	458 483 \$
Uashat-Maliotenam	Destination Sept-Îles - ITUM	304 383 \$
	Destination Sept-Îles - ITUM	330 000 \$
	Acquisition de pêcheurie Manicouagan inc. et Crabiers du Nord inc. - ITUM	171 720 \$

	Ébénisterie MR - Michel Rock	50 000 \$
	Ébénisterie MR - Michel Rock	65 000 \$
	Sanitation Pashkui - Philomène Fontaine	43 737 \$
	Roulottes pour location	77 000 \$
	Soutien au processus particulier de consultation sur le projet désigné par Hydro-Québec comme étant "projet de réseau de transport en Minganie - Raccordement du complexe de la Romaine par Hydro-Québec"	240 000 \$
	Jonathan Genest Jourdain - Avocat	15 407 \$
Kawawachikamach	Partenariat pour distribution de produits pétroliers - Plan d'affaires	55 000 \$
	Sentier motoneige phase 2A	28 871 \$
Organismes autochtones	Clubs de jeunes entrepreneurs du Québec - CDEPNQL	77 800 \$
	Centre d'amitié autochtone de Saguenay	86 000 \$
	Total	17 001 584 \$

Nombre de demandes reçues par enveloppe et par communauté

Nations / communautés	Développement économique	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Action communautaire	Soutien à la consultation
ABÉNAQUIS					
Odanak	2	1			
Wôlinak					
Sous-total - ABÉNAQUIS	2	1	0	0	0
ALGONQUINS					
Hunter's Point					1
Kebaowek (Kipawa)					
Kitcisakik			3		
Kitigan Zibi					
Lac-Rapide					
Lac-Simon	4	2	4		1
Pikogan	1		1		
Timiskaming	1				1
Winneway					
Sous-total - ALGONQUINS	6	2	8	0	3
ATTIKAMEKS					
Manawan	4				
Obedjiwan	2	1			
Wemotaci	1	1			
Sous-total - ATTIKAMEKS	7	2	0	0	0
CRIS					
		1			
Sous-total - CRIS	0	1	0	0	0
HURONS-WENDATS					
Wendake					0
Sous-total - HURONS-WENDATS	0	0	0	0	0
INNUS (Montagnais)					
Betsiamites		2			
Essipit	2				
La Romaine	1		1		
Mashteuiatsh	1	2			
Matimekosh	2		1		
Mingan	1				
Natashquan	2		3		
Pakua Shipu					
Uashat-Maliotenam	5	5			1
Sous-total - INNUS (Montagnais)	14	9	5	0	1
INUITS					
	6		4		
Sous-total - INUITS	6	0	4	0	0
MALÉCITES					
Malécites de Viger					
Sous-total - MALÉCITES	0	0	0	0	0
MICMACS					
Gaspé (Gespeg)	1				
Gesgapegiag	1				
Listuguj		1			
Sous-total - MICMACS	2	1	0	0	0

Nations / communautés	Développement économique	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Action communautaire	Soutien à la consultation
MOHAWKS					
Akwesasne	2		1		
Kahnawake	2				
Kanesatake					
Sous-total - MOHAWKS	4	0	1	0	0
NASKAPIS					
Kawawachikamach	1		3		
Sous-total - NASKAPIS	1	0	3	0	0
HORS-RÉSERVE					
Sous-total HORS RÉSERVE	0	0	0	0	0
Organismes touchant plus d'une nation			1		
Sous-total ORGANISMES TOUCHANT PLUS D'UNE NATION	0	0	1	0	0
GRAND TOTAL	42	16	22	0	4

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2010-2011, incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) total des coûts engendrés par les négociations ventilés :
 - pour les négociations par les employés du SAA;
 - par des négociateurs externes.

LES ATTIKAMEKS

a) L'objet des négociations

Dans la négociation avec les Atikamekw, le gouvernement du Québec poursuit notamment les objectifs suivants :

- préciser les droits et les obligations des Atikamekw sur un territoire convenu;
- permettre le développement harmonieux de ce territoire par le gouvernement du Québec;
- permettre aux Atikamekw de participer au développement du territoire et de bénéficier des retombées économiques qui y seront liées.

b) La date des rencontres

Au cours de la période financière 2010-2011, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2010			
14-15 juillet	4-5 août	9-10 septembre	7 décembre
2011			
12-13 janvier	26 -27 janvier	9-10 février	21-22 février
9-10 mars	23-24 mars		

c) L'échéancier des négociations

Les gouvernements du Canada, du Québec et le Conseil de la Nation Atikamekw souhaitent pouvoir convenir d'une entente de principe avant la fin de l'année 2012.

d) La revendication territoriale acheminée officiellement au gouvernement

Cette négociation fait suite à une revendication territoriale globale des Atikamekw.

e) Un état de situation des négociations

Au mois de décembre 2009, la grande chef atikamekw, Mme Éva Ottawa a interrompu les négociations en congédiant le négociateur ainsi que le conseiller juridique de la partie atikamekw. Après un an d'interruption des négociations, les négociateurs des trois Parties se sont réunis et de concert ont recommandé à leurs mandants de poursuivre les négociations.

Cependant, le gouvernement fédéral se trouvait dans l'impossibilité de négocier dans l'immédiat, car à la suite d'une erreur administrative son mandat n'avait pas été renouvelé. D'un commun accord, il fut décidé que le gouvernement du Québec allait continuer la négociation avec les atikamekw sur les points n'impliquant pas le fédéral en attendant le renouvellement de son mandat. Il fut également convenu que le gouvernement fédéral assisterait aux séances de négociations en tant qu'observateur.

Cela étant, les résultats des négociations sont encourageants et presque tous les principes des chapitres qui concernent le gouvernement du Québec et les atikamekw sont convenus. Toutefois, si l'absence du gouvernement fédéral venait à se prolonger, cela affecterait significativement la conclusion d'une entente de principe en 2012, car en son absence plusieurs clauses et non les moindres ne peuvent pas être abordées.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e Henri Grondin.

Personnes présentes : M^e Henri Grondin était assisté à la table centrale par M^{me} Félicité Belisimbi (SAA) et par M^e Sabrina Fava (ministère de la Justice). Les personnes-ressources suivantes ont été appelées au besoin : MM. Yvon Boilard, Moncef Bouaziz, Pierre Morin, Gilles Lavoie et Hugo Jacqmain (MRNF), M. Daniel Berrouard (MDDEP) et Jessy Baron (MAMROT).

- g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M. Luc Beaudry (AINC).

Personnes présentes : M^e Geneviève Thériault (Justice Canada), M^e Elizabeth Pigeon, M. Patrick Barthold, M^{me} Claire Brouillet et M. Benoit Chartrand du AINC.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Simon Awashish.

Personnes présentes : M. Mario Chachai, M^{me} Judith Ottawa, M^{me} Sandra Vaillancourt et M^e Paul Dionne.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS

- a) L'objet des négociations

Dans la foulée de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istche signée en février 2008, le Québec a accepté, à la demande des parties, de participer à des négociations tripartites en vue de la création d'un gouvernement régional cri sur le territoire de la baie James. Quelques rencontres ont eu lieu en 2010-2011.

- b) La date des rencontres

Les rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : 1^{er} octobre 2010, 4 mars 2011 et 25 mars 2011.

- c) L'échéancier des négociations

Selon les termes de l'entente entre le gouvernement fédéral et les Cris, il est prévu que la négociation s'étale sur une période de trois à cinq ans. Cet échéancier pourra toutefois être prolongé sur accord de ces parties.

- d) La revendication territoriale acheminée officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas. Les discussions ne remettent pas en cause le régime territorial prévu dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

- e) Un état de situation des négociations

Les négociations avancent lentement, les Cris n'ayant pas encore bien défini les structures de gouvernance qu'ils souhaitent créer ni l'étendue des responsabilités qu'ils veulent assumer.

Ces négociations sont par ailleurs reliées aux résultats des négociations bilatérales avec le Québec, sur lesquelles les Cris ont choisi de mettre l'emphase en vue de résoudre le différend relatif à la gestion municipale et aux rôles des diverses instances régionales sur le territoire de la baie James.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e René Dussault.

Personnes présentes : M^e René Dussault est accompagné à la table par M^{me} Marie-José Thomas et M. Michel Mongeau (SAA).

- g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M^e Jean Bazin.

Personnes présentes : Mme Guylaine Ross, Mme Rachel Dubois, Mme Marianne Kroes, Mme Anne Huxtable, Mme Chantal Boisvert, M. Eddy Jenniss, Mme Annie Carrier.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Bill Namagoose.

Personnes présentes : M. Abel Bosum, M^e John Hurley, M. Denis Blanchette, M. David Heritage, M. Brian Craik, M. Norm Hawkins.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

- a) L'objet des négociations

Au cours des années, les négociations territoriales globales avec la nation innue se sont déroulées parfois au sein d'une table centrale regroupant l'ensemble des communautés, parfois en groupes distincts.

Des tables de négociations ont existé avec l'Assemblée Mamu Pakatatau Mamit (Mingan, La Romaine et Pakua Shipi) et la Corporation Ashuanipi (Uashat mak Mani-Utenam et Matimekoshe), mais elles n'ont pas été actives dans le courant des dernières années.

La négociation avec le Conseil tribal Mamuitun, qui comprend les communautés d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Natashquan est actuellement la seule table de négociation active. La communauté de Betsiamites s'est retirée de cette négociation et privilégie les recours aux tribunaux.

Dans la foulée de l'Approche commune signée en 2000, les gouvernements du Québec et du Canada ont signé une Entente de principe d'ordre général avec le Conseil tribal Mamuitun (CTMN), le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre au futur traité et porte notamment sur la reconnaissance des droits, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés.

b) La date des rencontres

Pour l'année 2010-2011, avec le regroupement Mamuitun (Mashteuiatsh, Essipit et Natashquan) :

2010			
15 avril	29 avril	13 mai	20 mai
26 mai	1-2 juin	9 juin	16-17 juin
15 septembre	6 octobre	16 et 17 novembre	2 décembre
9 décembre			
2011			
13 janvier	18 et 19 janvier	2 février	16 février
9 mars			

c) L'échéancier des négociations

L'objectif est d'en arriver le plus rapidement possible à un traité.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement du Québec

La revendication territoriale globale a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

L'Entente de principe d'ordre général (EPOG) a été signée par le Québec, le Canada et les Innus de Mamuitun, le 31 mars 2004. Depuis, le Québec, le Canada et les communautés innues du Conseil tribal Mamuitun mak Nutakuan (Mashteuiatsh, Essipit et Nutakuan) poursuivent leurs discussions pour en arriver à un traité.

Les négociations ont été suspendues d'avril à septembre 2010 en raison d'un changement de négociateur pour le gouvernement fédéral. Un nouveau négociateur, M^e André Bourgeois, a été nommé en août 2010.

Dès l'automne 2009, le gouvernement fédéral a exposé à la partie innue qu'il souhaite revoir la formule de reconnaissance des droits dans le futur traité et imposer la parité avec l'ensemble des Canadiens en matière de fiscalité. À l'automne 2010, le gouvernement fédéral a réaffirmé que cet enjeu devait être discuté de façon prioritaire à la table de négociation.

Des discussions entre le Conseil tribal Mamuitun mak Nutakuan et le Québec ont eu lieu. Plusieurs discussions ont porté sur la participation réelle et plus précisément sur un projet d'entente complémentaire sur le plan de gestion de l'orignal. Un projet d'entente complémentaire sur la chasse à l'orignal a été conclu en juin 2010. Des discussions ont également porté sur la pratique des activités traditionnelles des Innus (Innus Aitun) prévue au chapitre 5 de l'EPOG.

Simultanément, une proposition de modification de l'Innu Assi d'Essipit a été présentée aux maires de la MRC de la Haute-Côte-Nord. Des discussions sont en cours en région à ce sujet.

Il est prévu que les négociateurs du Québec et des Innus continuent de négocier, dans le courant des prochains mois, les projets d'ententes complémentaires en lien avec la participation réelle et le chapitre 5 sur Innu Aitun (activités traditionnelles).

Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec.

M ^e L. Yves Fortier	Négociateur, Ogilvy-Renault
M ^e Jean G. Bertrand	Négociateur, Ogilvy-Renault
M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur adjoint, Ogilvy-Renault
M. François-Xavier Maranda	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Frédéric Desrosiers	
M. Frédéric Schautaud	
Mme Julie Cyr	
M ^e Hugues Melançon	Ministère de la Justice
M ^e Geneviève Verreault-Tremblay	
M. Georges-Henri Gagné	Représentant des régions
M. Pierre Rousseau	Délégué, Côte-Nord
M. Luc Imbeault	Coordonnateur, Côte-Nord
M. Germain Simard	Délégué, Saguenay-Lac-Saint-Jean
M. Alain Belley	Coordonnateur, Saguenay-Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

André bourgeois	Négociateur
M ^{me} Nathalie Aubin	AINC, négociatrice adjointe
M ^e Geneviève Thériault	Justice Canada
Bruno Marion	AINC

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Conseil tribal Mamuitun

M. Carl Nepton (démission le 31 mars 2011)	Négociateur
M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Natacha Leclerc	Conseillère juridique
M. Carl Cleary	Mashteuiatsh
M. Florent Bégin	Mamuitun
M. Mathias Mestanapéo	Nutakuan
M. Sylvain Ross	Essipit
M. Alain Nepton	Mamuitun
M ^{me} Louise Nepton	Mamuitun

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES INUITS

Négociation sur une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik

- a) L'objet des négociations

Négociation entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et le gouvernement fédéral (ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada) pour en arriver à une entente finale sur la fusion de certaines institutions et la création du gouvernement régional du Nunavik.

Négociation qui donne suite à l'Entente de principe signée le 5 décembre 2007 au salon rouge de l'Assemblée nationale par le Québec, les Inuits et le gouvernement fédéral pour lancer la négociation d'une entente finale sur la création du gouvernement régional du Nunavik.

- b) Les dates des rencontres

Sessions de négociation – En 2009 : 22-23-24 avril, 13-14 mai, 16-17 juin, 18-19 août, 24-25 septembre, 14-15 octobre, 12-13 novembre, 9-10 décembre; en 2010 : 19-20 janvier, 17 février, 18 mars, 28 avril, 1^{er} juin, 17-18 août, 29-30 septembre, 18-19-20 octobre, 1-2-3 novembre et 3-10-17 décembre; en 2011 : 4-11-13-18-25 janvier.

Parallèlement à ces sessions de négociation, environ 160 rencontres de travail impliquant divers ministères du Québec et organismes nordiques se sont tenues entre janvier 2008 et février 2011 pour alimenter la table de négociation en développant certains aspects du projet d'entente finale

c) L'échéancier des négociations

Négociation terminée. La table de négociation a complété le texte définitif de l'entente finale à la fin de janvier 2011. Par la suite, il est prévu que le processus de ratification de l'entente finale par le Québec, les Inuits et le Canada (qui comprend un référendum au Nunavik le 27 avril 2011) se déroulera au cours de la première moitié de 2011 de façon à en arriver à la signature de l'entente au cours de cette année.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas

e) Un état de situation de la négociation

Négociation terminée (voir le point c).

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Fernand Roy (MCE, SAA) négociateur pour le gouvernement du Québec;
- M^{me} Geneviève Masse (MDEIE);
- M. Hugo Barnabé (MCE, SAA), jusqu'en mars 2010;
- M. Richard Garand (SAA), pour les discussions avec les Naskapis (jusqu'en février 2009)
- M^e Geneviève Verreault-Tremblay (MJQ), à partir du printemps 2010.

g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Richard Budgell, négociateur fédéral, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{me} Rachel Dubois, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M^{me} Minnie Grey, négociatrice pour la Société Makivik;
- M. Harry Tulugak, négociateur pour la Société Makivik;
- M. Paul Bussières, Société Makivik;
- M. Michael McGoldrick, Société Makivik;
- M. Jean-François Arteau, Société Makivik;
- M. Roch Taillefer, Société Makivik;
- M. François Dorval, Société Makivik.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour des négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS D'AKWESASNE

La table intergouvernementale Canada/Québec/Ontario/Akwesasne

- a) L'objet des négociations

La négociation d'accommodements dans les secteurs de la santé et de la justice.

- b) La date des rencontres

Négociation en matière de santé.

Des rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : le 2 mars et le 30 juin 2010.

Négociation en matière de justice

Des rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : 30 juin et le 26 octobre 2010.

- c) L'échéancier des négociations

Aucune session de négociation n'est à l'ordre du jour pour le moment. Voir le point e). Toutefois, il serait souhaitable que des accommodements soient convenus dans le secteur de la santé d'ici la fin de l'année financière 2011-2012.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

En matière de santé, le Conseil des Mohawks d'Akwesasne (CMA) recherche des mesures d'accommodement afin de contrer les difficultés de recrutement liées aux exigences linguistiques pour les professionnels de la santé. De plus, Akwesasne souhaiterait que la responsabilité des interventions du Québec en santé publique pour l'ensemble du territoire canadien de la réserve d'Akwesasne soit confié à l'Ontario.

En matière de justice, Akwesasne a manifesté le souhait que les gouvernements reconnaissent le tribunal d'Akwesasne (« Mohawk court ») instauré en vertu de l'article 107 de la *Loi sur les Indiens*.

Les discussions des deux sous-tables se poursuivront lors d'une prochaine rencontre.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Jacques Paquet

MSSS : M. Marc Foisy, M^{me} Valérie Boudreault

MJQ : M. Jacques Prigent

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M^{mes} Monique Doiron et Anne Murphy, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M^{mes} Dona Barnaby et Trish Foley, ministère de la Santé du Canada.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Mike Mitchell, grand chef

M. Brian David, chef

M^{me} Julie Phillips-David, chef

M^{me} Louise Thompson, chef

M^{me} Karen Loran, chef

M^{me} Florence Phillips, chef

M^{me} Joyce King-Mitchell, directrice de la justice

M^{me} Sakakohe, directrice de la santé

M^{me} Wendy Adams, coordinatrice « édification de la nation » (nation building)

M. Gilbert Terrance

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilées

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

Négociation tripartite de la revendication particulière des Mohawks de Kahnawake sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis

- a) L'objet des négociations

Cette négociation entre le gouvernement du Canada, le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec vise à régler la revendication des Mohawks de Kahnawake sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis.

Les Mohawks de Kahnawake revendiquent un droit de propriété sur ces terres et reprochent au gouvernement fédéral certains manquements quant à la gestion de ces terres. Le gouvernement fédéral a accepté de négocier un règlement qui pourrait comprendre une composante financière et une composante « terres ». Le gouvernement du Québec a accepté de se joindre à cette négociation vu la composante « terres ».

b) La date des rencontres

Une rencontre entre les équipes de négociation du Québec et du Canada a eu lieu le 27 janvier 2011.

Une rencontre trilatérale entre les négociateurs du Québec, du Canada et de Kahnawake a eu lieu le 10 août 2010.

c) L'échéancier des négociations

L'échéancier de cette négociation est fixé par les deux parties qui sont le Canada et Kahnawake. Ces parties ont signé un protocole de négociation en novembre 2005 et ce protocole a été renégocié puis signé à nouveau entre le Canada et Kahnawake le 10 juin 2010.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas puisqu'il s'agit d'une revendication particulière acheminée par la partie autochtone au gouvernement fédéral.

e) Un état de situation des négociations

Le 16 juin 2003, le Canada offrait à Kahnawake de négocier un règlement de leur revendication sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis dans le cadre de sa politique sur les revendications particulières. Ces terres sont contigües à la réserve de Kahnawake. Le Canada et Kahnawake ont invité le Québec à se joindre à la table de négociation le 23 novembre 2005. Le 6 février 2008, le Québec acceptait cette invitation à certaines conditions. Depuis ce temps, les pourparlers entre les négociateurs portaient davantage sur les protocoles de négociation et sur la manière dont le Québec se joindrait à la table que sur des hypothèses de règlement. Le 10 juin 2010, les échanges entre le négociateur du Canada et le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, leur ont permis de renouveler un protocole de négociation auquel le Québec n'est pas lié. Le 10 août 2010 le Québec a signifié par écrit son adhésion à la partie du protocole qui porte sur la confidentialité des discussions et la participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake. La participation du Québec a été acceptée et confirmée par écrit par le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, le 13 août 2010 à la suite de la première réunion tripartite qui a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Lors de cette rencontre le négociateur fédéral, Me John Lemieux, a accepté la participation du Québec mais il ne l'a pas encore confirmé par écrit. La rencontre du 10 août 2010 a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion tripartite officielle ne s'est tenue depuis. Des rencontres bipartites ont toutefois eu lieu occasionnellement entre le Canada et Kahnawake, la dernière datant du 22 mars 2011, pour discuter des questions qui les intéressent mais qui ne concernent pas le Québec, comme la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement. Toutefois, un certain nombre d'échanges

en bilatéral ont eu lieu d'une part entre les représentants du Québec et ceux du Canada, et d'autre part entre le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, et le négociateur du Québec à propos de la contribution attendue du Québec à la négociation. Une rencontre avec les maires de la MRC de Roussillon pour les informer de l'état d'avancement de la négociation devait avoir lieu le 23 mars 2011, mais la rencontre aura plutôt lieu le 27 avril prochain.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Daniel Gagnier, négociateur / facilitateur;
- M. Louis Bernard, négociateur adjoint jusqu'au 31 décembre 2010;
- MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe, Secrétariat aux affaires autochtones;
- M^e Geneviève Verreault-Tremblay, ministère de la Justice du Québec.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. John Lemieux, négociateur fédéral;
- M. Stéphane Roberge, remplacé à l'été 2010 par M. Luc Beaudry, Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{mes} Marie-France Gravel, Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{me} Sophie Picard, ministère de la Justice Canada.

- h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

- M. Michael Delisle, négociateur pour Kahnawake, accompagné d'un nombre variable de conseillers mohawks.

Coût total pour l'ensemble des négociations tripartites

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilés

Employés du SAA	263 077 \$	(salaires et frais de déplacements et d'hébergement)
Négociateurs externes	1 361 682 \$	(honoraires et frais de déplacements et d'hébergement)
<hr/>		
1 624 759 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2010-2011, incluant les détails sur :
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) total des coûts engendrés par les négociations ventilés :
 - pour les négociations par les employés du SAA;
 - par des négociateurs externes.

LES ATTIKAMEKS

- a) L'objet des négociations

Dans la négociation avec les Atikamekw, le gouvernement du Québec poursuit notamment les objectifs suivants :

- préciser les droits et les obligations des Atikamekw sur un territoire convenu;
- permettre le développement harmonieux de ce territoire par le gouvernement du Québec;
- permettre aux Atikamekw de participer au développement du territoire et de bénéficier des retombées économiques qui y seront liées.

b) La date des rencontres

Au cours de la période financière 2010-2011, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2010			
14-15 juillet	4-5 août	9-10 septembre	7 décembre
2011			
12-13 janvier	26 -27 janvier	9-10 février	21-22 février
9-10 mars	23-24 mars		

c) L'échéancier des négociations

Les gouvernements du Canada, du Québec et le Conseil de la Nation Atikamekw souhaitent pouvoir convenir d'une entente de principe avant la fin de l'année 2012.

d) La revendication territoriale acheminée officiellement au gouvernement

Cette négociation fait suite à une revendication territoriale globale des Atikamekw.

e) Un état de situation des négociations

Au mois de décembre 2009, la grande chef atikamekw, Mme Éva Ottawa a interrompu les négociations en congédiant le négociateur ainsi que le conseiller juridique de la partie atikamekw. Après un an d'interruption des négociations, les négociateurs des trois Parties se sont réunis et de concert ont recommandé à leurs mandants de poursuivre les négociations.

Cependant, le gouvernement fédéral se trouvait dans l'impossibilité de négocier dans l'immédiat, car à la suite d'une erreur administrative son mandat n'avait pas été renouvelé. D'un commun accord, il fut décidé que le gouvernement du Québec allait continuer la négociation avec les atikamekw sur les points n'impliquant pas le fédéral en attendant le renouvellement de son mandat. Il fut également convenu que le gouvernement fédéral assisterait aux séances de négociations en tant qu'observateur.

Cela étant, les résultats des négociations sont encourageants et presque tous les principes des chapitres qui concernent le gouvernement du Québec et les atikamekw sont convenus. Toutefois, si l'absence du gouvernement fédéral venait à se prolonger, cela affecterait significativement la conclusion d'une entente de principe en 2012, car en son absence plusieurs clauses et non les moindres ne peuvent pas être abordées.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e Henri Grondin.

Personnes présentes : M^e Henri Grondin était assisté à la table centrale par M^{me} Félicité Belisimbi (SAA) et par M^e Sabrina Fava (ministère de la Justice). Les personnes-ressources suivantes ont été appelées au besoin : MM. Yvon Boilard, Moncef Bouaziz, Pierre Morin, Gilles Lavoie et Hugo Jacqmain (MRNF), M. Daniel Berrouard (MDDEP) et Jessy Baron (MAMROT).

- g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M. Luc Beaudry (AINC).

Personnes présentes : M^e Geneviève Thériault (Justice Canada), M^e Elizabeth Pigeon, M. Patrick Barthold, M^{me} Claire Brouillet et M. Benoit Chartrand du AINC.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Simon Awashish.

Personnes présentes : M. Mario Chachai, M^{me} Judith Ottawa, M^{me} Sandra Vaillancourt et M^e Paul Dionne.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS

- a) L'objet des négociations

Dans la foulée de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istche signée en février 2008, le Québec a accepté, à la demande des parties, de participer à des négociations tripartites en vue de la création d'un gouvernement régional cri sur le territoire de la baie James. Quelques rencontres ont eu lieu en 2010-2011.

- b) La date des rencontres

Les rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : 1^{er} octobre 2010, 4 mars 2011 et 25 mars 2011.

- c) L'échéancier des négociations

Selon les termes de l'entente entre le gouvernement fédéral et les Cris, il est prévu que la négociation s'étale sur une période de trois à cinq ans. Cet échéancier pourra toutefois être prolongé sur accord de ces parties.

- d) La revendication territoriale acheminée officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas. Les discussions ne remettent pas en cause le régime territorial prévu dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

- e) Un état de situation des négociations

Les négociations avancent lentement, les Cris n'ayant pas encore bien défini les structures de gouvernance qu'ils souhaitent créer ni l'étendue des responsabilités qu'ils veulent assumer.

Ces négociations sont par ailleurs reliées aux résultats des négociations bilatérales avec le Québec, sur lesquelles les Cris ont choisi de mettre l'emphase en vue de résoudre le différend relatif à la gestion municipale et aux rôles des diverses instances régionales sur le territoire de la baie James.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e René Dussault.

Personnes présentes : M^e René Dussault est accompagné à la table par M^{me} Marie-José Thomas et M. Michel Mongeau (SAA).

- g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M^e Jean Bazin.

Personnes présentes : Mme Guylaine Ross, Mme Rachel Dubois, Mme Marianne Kroes, Mme Anne Huxtable, Mme Chantal Boisvert, M. Eddy Jenniss, Mme Annie Carrier.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Bill Namagoose.

Personnes présentes : M. Abel Bosum, M^e John Hurley, M. Denis Blanchette, M. David Heritage, M. Brian Craik, M. Norm Hawkins.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

- a) L'objet des négociations

Au cours des années, les négociations territoriales globales avec la nation innue se sont déroulées parfois au sein d'une table centrale regroupant l'ensemble des communautés, parfois en groupes distincts.

Des tables de négociations ont existé avec l'Assemblée Mamu Pakatatau Mamit (Mingan, La Romaine et Pakua Shipi) et la Corporation Ashuanipi (Uashat mak Mani-Utenam et Matimekosh), mais elles n'ont pas été actives dans le courant des dernières années.

La négociation avec le Conseil tribal Mamuitun, qui comprend les communautés d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Natashquan est actuellement la seule table de négociation active. La communauté de Betsiamites s'est retirée de cette négociation et privilégie les recours aux tribunaux.

Dans la foulée de l'Approche commune signée en 2000, les gouvernements du Québec et du Canada ont signé une Entente de principe d'ordre général avec le Conseil tribal Mamuitun (CTMN), le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre au futur traité et porte notamment sur la reconnaissance des droits, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés.

b) La date des rencontres

Pour l'année 2010-2011, avec le regroupement Mamuitun (Mashteuiatsh, Essipit et Natashquan) :

2010			
15 avril	29 avril	13 mai	20 mai
26 mai	1-2 juin	9 juin	16-17 juin
15 septembre	6 octobre	16 et 17 novembre	2 décembre
9 décembre			
2011			
13 janvier	18 et 19 janvier	2 février	16 février
9 mars			

c) L'échéancier des négociations

L'objectif est d'en arriver le plus rapidement possible à un traité.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement du Québec

La revendication territoriale globale a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

L'Entente de principe d'ordre général (EPOG) a été signée par le Québec, le Canada et les Innus de Mamuitun, le 31 mars 2004. Depuis, le Québec, le Canada et les communautés innues du Conseil tribal Mamuitun mak Nutakuan (Mashteuiatsh, Essipit et Nutakuan) poursuivent leurs discussions pour en arriver à un traité.

Les négociations ont été suspendues d'avril à septembre 2010 en raison d'un changement de négociateur pour le gouvernement fédéral. Un nouveau négociateur, M^e André Bourgeois, a été nommé en août 2010.

Dès l'automne 2009, le gouvernement fédéral a exposé à la partie innue qu'il souhaite revoir la formule de reconnaissance des droits dans le futur traité et imposer la parité avec l'ensemble des Canadiens en matière de fiscalité. À l'automne 2010, le gouvernement fédéral a réaffirmé que cet enjeu devait être discuté de façon prioritaire à la table de négociation.

Des discussions entre le Conseil tribal Mamuitun mak Nutakuan et le Québec ont eu lieu. Plusieurs discussions ont porté sur la participation réelle et plus précisément sur un projet d'entente complémentaire sur le plan de gestion de l'orignal. Un projet d'entente complémentaire sur la chasse à l'orignal a été conclu en juin 2010. Des discussions ont également porté sur la pratique des activités traditionnelles des Innus (Innus Aitun) prévue au chapitre 5 de l'EPOG.

Simultanément, une proposition de modification de l'Innu Assi d'Essipit a été présentée aux maires de la MRC de la Haute-Côte-Nord. Des discussions sont en cours en région à ce sujet.

Il est prévu que les négociateurs du Québec et des Innus continuent de négocier, dans le courant des prochains mois, les projets d'ententes complémentaires en lien avec la participation réelle et le chapitre 5 sur Innu Aitun (activités traditionnelles).

Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec.

M ^e L. Yves Fortier	Négociateur, Ogilvy-Renault
M ^e Jean G. Bertrand	Négociateur, Ogilvy-Renault
M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur adjoint, Ogilvy-Renault
M. François-Xavier Maranda	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Frédéric Desrosiers	
M. Frédéric Schautaud	
Mme Julie Cyr	
M ^e Hugues Melançon	Ministère de la Justice
M ^e Geneviève Verreault-Tremblay	
M. Georges-Henri Gagné	Représentant des régions
M. Pierre Rousseau	Délégué, Côte-Nord
M. Luc Imbeault	Coordonnateur, Côte-Nord
M. Germain Simard	Délégué, Saguenay-Lac-Saint-Jean
M. Alain Belley	Coordonnateur, Saguenay-Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

André bourgeois	Négociateur
M ^{me} Nathalie Aubin	AINC, négociatrice adjointe
M ^e Geneviève Thériault	Justice Canada
Bruno Marion	AINC

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Conseil tribal Mamuitun

M. Carl Nepton (démission le 31 mars 2011)	Négociateur
M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Natacha Leclerc	Conseillère juridique
M. Carl Cleary	Mashteuiatsh
M. Florent Bégin	Mamuitun
M. Mathias Mestanapéo	Nutakuan
M. Sylvain Ross	Essipit
M. Alain Nepton	Mamuitun
M ^{me} Louise Nepton	Mamuitun

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES INUITS

Négociation sur une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik

- a) L'objet des négociations

Négociation entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et le gouvernement fédéral (ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada) pour en arriver à une entente finale sur la fusion de certaines institutions et la création du gouvernement régional du Nunavik.

Négociation qui donne suite à l'Entente de principe signée le 5 décembre 2007 au salon rouge de l'Assemblée nationale par le Québec, les Inuits et le gouvernement fédéral pour lancer la négociation d'une entente finale sur la création du gouvernement régional du Nunavik.

- b) Les dates des rencontres

Sessions de négociation – En 2009 : 22-23-24 avril, 13-14 mai, 16-17 juin, 18-19 août, 24-25 septembre, 14-15 octobre, 12-13 novembre, 9-10 décembre; en 2010 : 19-20 janvier, 17 février, 18 mars, 28 avril, 1^{er} juin, 17-18 août, 29-30 septembre, 18-19-20 octobre, 1-2-3 novembre et 3-10-17 décembre; en 2011 : 4-11-13-18-25 janvier.

Parallèlement à ces sessions de négociation, environ 160 rencontres de travail impliquant divers ministères du Québec et organismes nordiques se sont tenues entre janvier 2008 et février 2011 pour alimenter la table de négociation en développant certains aspects du projet d'entente finale

c) L'échéancier des négociations

Négociation terminée. La table de négociation a complété le texte définitif de l'entente finale à la fin de janvier 2011. Par la suite, il est prévu que le processus de ratification de l'entente finale par le Québec, les Inuits et le Canada (qui comprend un référendum au Nunavik le 27 avril 2011) se déroulera au cours de la première moitié de 2011 de façon à en arriver à la signature de l'entente au cours de cette année.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas

e) Un état de situation de la négociation

Négociation terminée (voir le point c).

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Fernand Roy (MCE, SAA) négociateur pour le gouvernement du Québec;
- M^{me} Geneviève Masse (MDEIE);
- M. Hugo Barnabé (MCE, SAA), jusqu'en mars 2010;
- M. Richard Garand (SAA), pour les discussions avec les Naskapis (jusqu'en février 2009)
- M^e Geneviève Verreault-Tremblay (MJQ), à partir du printemps 2010.

g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Richard Budgell, négociateur fédéral, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{me} Rachel Dubois, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M^{me} Minnie Grey, négociatrice pour la Société Makivik;
- M. Harry Tulugak, négociateur pour la Société Makivik;
- M. Paul Bussièrès, Société Makivik;
- M. Michael McGoldrick, Société Makivik;
- M. Jean-François Arteau, Société Makivik;
- M. Roch Taillefer, Société Makivik;
- M. François Dorval, Société Makivik.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour des négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS D'AKWESASNE

La table intergouvernementale Canada/Québec/Ontario/Akwesasne

- a) L'objet des négociations

La négociation d'accommodements dans les secteurs de la santé et de la justice.

- b) La date des rencontres

Négociation en matière de santé.

Des rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : le 2 mars et le 30 juin 2010.

Négociation en matière de justice

Des rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : 30 juin et le 26 octobre 2010.

- c) L'échéancier des négociations

Aucune session de négociation n'est à l'ordre du jour pour le moment. Voir le point e). Toutefois, il serait souhaitable que des accommodements soient convenus dans le secteur de la santé d'ici la fin de l'année financière 2011-2012.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

En matière de santé, le Conseil des Mohawks d'Akwesasne (CMA) recherche des mesures d'accommodement afin de contrer les difficultés de recrutement liées aux exigences linguistiques pour les professionnels de la santé. De plus, Akwesasne souhaiterait que la responsabilité des interventions du Québec en santé publique pour l'ensemble du territoire canadien de la réserve d'Akwesasne soit confié à l'Ontario.

En matière de justice, Akwesasne a manifesté le souhait que les gouvernements reconnaissent le tribunal d'Akwesasne (« Mohawk court ») instauré en vertu de l'article 107 de la *Loi sur les Indiens*.

Les discussions des deux sous-tables se poursuivront lors d'une prochaine rencontre.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Jacques Paquet

MSSS : M. Marc Foisy, M^{me} Valérie Boudreault

MJQ : M. Jacques Prigent

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M^{mes} Monique Doiron et Anne Murphy, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M^{mes} Dona Barnaby et Trish Foley, ministère de la Santé du Canada.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Mike Mitchell, grand chef

M. Brian David, chef

M^{me} Julie Phillips-David, chef

M^{me} Louise Thompson, chef

M^{me} Karen Loran, chef

M^{me} Florence Phillips, chef

M^{me} Joyce King-Mitchell, directrice de la justice

M^{me} Sakakohe, directrice de la santé

M^{me} Wendy Adams, coordinatrice « édification de la nation » (nation building)

M. Gilbert Terrance

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilées

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

Négociation tripartite de la revendication particulière des Mohawks de Kahnawake sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis

- a) L'objet des négociations

Cette négociation entre le gouvernement du Canada, le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec vise à régler la revendication des Mohawks de Kahnawake sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis.

Les Mohawks de Kahnawake revendiquent un droit de propriété sur ces terres et reprochent au gouvernement fédéral certains manquements quant à la gestion de ces terres. Le gouvernement fédéral a accepté de négocier un règlement qui pourrait comprendre une composante financière et une composante « terres ». Le gouvernement du Québec a accepté de se joindre à cette négociation vu la composante « terres ».

b) La date des rencontres

Une rencontre entre les équipes de négociation du Québec et du Canada a eu lieu le 27 janvier 2011.

Une rencontre trilatérale entre les négociateurs du Québec, du Canada et de Kahnawake a eu lieu le 10 août 2010.

c) L'échéancier des négociations

L'échéancier de cette négociation est fixé par les deux parties qui sont le Canada et Kahnawake. Ces parties ont signé un protocole de négociation en novembre 2005 et ce protocole a été renégocié puis signé à nouveau entre le Canada et Kahnawake le 10 juin 2010.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas puisqu'il s'agit d'une revendication particulière acheminée par la partie autochtone au gouvernement fédéral.

e) Un état de situation des négociations

Le 16 juin 2003, le Canada offrait à Kahnawake de négocier un règlement de leur revendication sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis dans le cadre de sa politique sur les revendications particulières. Ces terres sont contigües à la réserve de Kahnawake. Le Canada et Kahnawake ont invité le Québec à se joindre à la table de négociation le 23 novembre 2005. Le 6 février 2008, le Québec acceptait cette invitation à certaines conditions. Depuis ce temps, les pourparlers entre les négociateurs portaient davantage sur les protocoles de négociation et sur la manière dont le Québec se joindrait à la table que sur des hypothèses de règlement. Le 10 juin 2010, les échanges entre le négociateur du Canada et le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, leur ont permis de renouveler un protocole de négociation auquel le Québec n'est pas lié. Le 10 août 2010 le Québec a signifié par écrit son adhésion à la partie du protocole qui porte sur la confidentialité des discussions et la participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake. La participation du Québec a été acceptée et confirmée par écrit par le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, le 13 août 2010 à la suite de la première réunion tripartite qui a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Lors de cette rencontre le négociateur fédéral, Me John Lemieux, a accepté la participation du Québec mais il ne l'a pas encore confirmé par écrit. La rencontre du 10 août 2010 a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion tripartite officielle ne s'est tenue depuis. Des rencontres bipartites ont toutefois eu lieu occasionnellement entre le Canada et Kahnawake, la dernière datant du 22 mars 2011, pour discuter des questions qui les intéressent mais qui ne concernent pas le Québec, comme la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement. Toutefois, un certain nombre d'échanges

en bilatéral ont eu lieu d'une part entre les représentants du Québec et ceux du Canada, et d'autre part entre le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, et le négociateur du Québec à propos de la contribution attendue du Québec à la négociation. Une rencontre avec les maires de la MRC de Roussillon pour les informer de l'état d'avancement de la négociation devait avoir lieu le 23 mars 2011, mais la rencontre aura plutôt lieu le 27 avril prochain.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Daniel Gagnier, négociateur / facilitateur;
- M. Louis Bernard, négociateur adjoint jusqu'au 31 décembre 2010;
- MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe, Secrétariat aux affaires autochtones;
- M^e Geneviève Verreault-Tremblay, ministère de la Justice du Québec.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. John Lemieux, négociateur fédéral;
- M. Stéphane Roberge, remplacé à l'été 2010 par M. Luc Beaudry, Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{mes} Marie-France Gravel, Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{me} Sophie Picard, ministère de la Justice Canada.

- h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

- M. Michael Delisle, négociateur pour Kahnawake, accompagné d'un nombre variable de conseillers mohawks.

Coût total pour l'ensemble des négociations tripartites

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilés

Employés du SAA	263 077 \$	(salaires et frais de déplacements et d'hébergement)
Négociateurs externes	1 361 682 \$	(honoraires et frais de déplacements et d'hébergement)
<hr/>		
1 624 759 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

3. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2010-2011, incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) total des coûts engendrés par les négociations, ventilés :
 - pour les négociations par des employés du SAA;
 - par les négociateurs externes.

RÉPONSE :

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

Négociation dans le cadre d'un mandat du Conseil des ministres, en date du 26 mai 2010

- a) L'objet des négociations

La négociation d'un protocole d'entente portant sur les partenariats à développer entre Lac-Barrière et le gouvernement du Québec pour le développement social et économique de la communauté.

- b) Les dates des rencontres

Négociations sur l'électrification de la réserve

Vingt sessions de négociation, d'une durée d'une demi-journée à une journée complète ont eu lieu entre le 26 mai 2010 et le 17 mars 2011. Ces sessions ont porté notamment sur l'éventuel raccordement électrique de la réserve de Lac-Rapide au réseau d'Hydro-Québec, sur la rédaction d'une entente entre le gouvernement fédéral et provincial à cet effet, sur la possibilité de la mise

en place d'un centre de la petite enfance pour la communauté de Lac-Barrière, sur la possibilité d'accéder à des formations d'assistant garde-chasse et de garde-chasse ainsi qu'à des emplois au sein de la Société des établissements de plein-air du Québec. D'autres sessions ont porté sur les questions du processus d'harmonisation en matière de foresterie, de la mise en place d'un bureau de ressources naturelles à Lac-Barrière.

c) L'échéancier des négociations

Diverses sessions de négociation sont à prévoir au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le projet protocole d'entente portant sur l'agrandissement et l'électrification de la réserve, la mise en place d'un centre de la petite enfance, sur l'accès à des emplois et à de la formation professionnelle et sur la foresterie est toujours en phase d'approbation par les deux parties.

L'harmonisation des activités forestières suit son cours. Le SAA offre son soutien au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), en accompagnant sur le terrain leur représentant et en rencontrant les différentes familles touchées par les secteurs de coupe forestière pour la saison 2011-2012.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copies des contrats et des factures

M. Lucien-Pierre Bouchard, directeur des Relations et du suivi des ententes au SAA, est le représentant du gouvernement du Québec auprès de la communauté de Lac-Barrière.

Le SAA coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Lucien-Pierre Bouchard, M^{mes} Patricia Lévesque, Sylvie Poudrier

MRNF : MM. Vincent Larin, Denis Bouillon, Benoit Levert, Harold Eriksen

MFA : M. David Dubois, M^{mes} Dominique Bélanger, Véronique Bélisle

HQ : MM. Mathieu Boucher et Dany Nepton

Sépaq : MM. Frédéric Lussier et Jean-Charles Morin

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

MM. Hector Jérôme, Chad Thusky, Steve Wawatie, Simon Whiteduck, Jules Papatie ainsi que M^{mes} Anida Decoursay et Wanda Thusky.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS - WINNEWAY

Négociation dans le cadre de l'Entente-cadre signée avec la communauté algonquine de Longue-Pointe (Winneway) le 14 février 2008

- a) L'objet des négociations

La négociation d'ententes sectorielles sur la foresterie, la sécurité publique et l'assise territoriale de la communauté.

- b) Les dates des rencontres

Négociations en matière de foresterie

Aucune rencontre de négociation n'a eu lieu au cours de l'année 2010-2011. Cependant, une rencontre de travail s'est tenue le 24 mars 2011 entre la nouvelle conseillère juridique de Winneway et un représentant du SAA, en présence du médiateur M. Jean-Charles Coutu. Cette rencontre avait pour but d'expliquer les modifications devant être apportées au projet d'entente pour qu'il soit acceptable au gouvernement du Québec.

Négociation en matière de sécurité publique.

Une rencontre a eu lieu le 25 novembre 2010, en présence du médiateur, entre le nouveau chef de Winneway, M. Leonard Polson, et un représentant du ministère de la Sécurité publique.

Négociation en matière d'assise territoriale

Cinq rencontres de négociation tripartite (Québec, Winneway, Canada) ont eu lieu depuis la relance du processus, soit le 7 et le 30 juillet, le 8 novembre, le 8 décembre 2010 et le 19 janvier 2011.

Trois rencontres de négociation bilatérale (Québec, Winneway) ont eu lieu depuis la relance du processus, soit le 8 et le 30 novembre 2010 et le 19 janvier 2011.

- c) L'échéancier des négociations

Aucune session de négociation n'est à l'ordre du jour pour le moment. Voir le point e). Toutefois, il serait souhaitable que les négociations dans les trois secteurs soient conclues d'ici la fin de l'année financière 2011-2012.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le projet d'entente portant sur l'harmonisation des activités forestières est toujours en phase d'approbation par les deux parties. Cependant, sur le terrain, les parties appliquent déjà le processus qui y est prévu.

Quant à l'assise territoriale, le 20 mai 2010, les membres du conseil de bande de Winneway ont adopté une résolution par laquelle ils acceptent d'amorcer les discussions en vue de la création d'une réserve. Le Québec demande maintenant à Winneway d'identifier le contour de son assise territoriale en vue de lui conférer le statut de réserve indienne. Le Québec demeure en attente d'une proposition de la communauté sur la question.

Les négociations sont actuellement suspendues, car le gouvernement fédéral a décidé de ne pas participer à la création d'un corps de police, en raison d'un manque de disponibilités budgétaires et de la problématique en ce qui concerne la juridiction des policiers au regard du statut du territoire de Winneway (établissement indien plutôt que réserve indienne).

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copies des contrats et des factures

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA :	M. Jacques Paquet
MRNF :	M. François Dupuis, M ^{me} Geneviève Paiement-Paradis, M ^{me} Geneviève Massicotte; M. Luc Baril
MAMROT :	M. Jesse Baron
MSP :	M ^{me} Pascale Tremblay

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

M. Steeve Mathias	Chef de la communauté de Winneway jusqu'au 11 octobre 2010
M. Leonard Polson	Chef de la communauté de Winneway, assermenté le 12 octobre 2010
M ^e Paul Dionne	Conseiller juridique de la communauté, jusqu'au 11 octobre 2010
M ^e Elisabeth Patterson	Conseillère juridique de la communauté, jusqu'au 11 octobre 2010
M. Gordon Polson	Conseiller spécial de la communauté, depuis le 12 octobre 2010

h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS

a) L'objet des négociations

Un mécanisme de résolution rapide d'un différend soulevé par les Cris concernant des modifications législatives apportées en 2001 à la *Loi sur le développement de la région de la baie James* a été mis en place vers la fin de février 2010, sous l'égide du Comité de liaison permanent de la Paix des braves.

Les modifications législatives en cause ont eu pour effet de transférer la gestion municipale du territoire public de la Société de développement de la Baie-James (SDBJ) aux élus locaux. Les Cris ont invoqué l'illégalité de ces modifications législatives et ont demandé la création d'une nouvelle structure de gestion municipale au sein de laquelle ils seraient représentés avec les Jamésiens. Les négociations visent à trouver une solution afin que tous les résidents autochtones et non autochtones développent un meilleur esprit de collaboration pour mieux assurer le développement du territoire. La Municipalité de Baie-James sera consultée sur les modifications de structures qui seront envisagées.

Le mandat de la Table Cris-Québec mise en place à cette fin consiste à convenir d'une entente de principe sur la gouvernance du territoire de la baie James avant la fin du mois d'avril 2011.

b) Les dates des rencontres

En 2010-2011, 14 rencontres ont eu lieu, aux dates suivantes : 15 avril, 23 septembre, 8 octobre, 4 novembre, 17 novembre, 2 décembre 2010, 13 janvier, 27 janvier, 10 février, 23 février, 10 mars, 17 mars, 24 mars et 31 mars 2011.

c) L'échéancier des négociations

Des rencontres se sont tenues toutes les deux semaines au cours de l'automne 2010 et ont maintenant lieu sur une base hebdomadaire dans le but de trouver une solution au dossier à l'intérieur de la période prévue.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions intensives des derniers mois devraient permettre aux parties de convenir d'une entente de principe avant la fin du mois d'avril 2011. Des discussions devraient se poursuivre en vue de conclure une entente finale en 2012.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e René Dussault.

Personnes présentes : M^e René Dussault est accompagné à la table par M^{me} Marie-José Thomas et M. Michel Mongeau (SAA), par M^{me} Linda Morin et M. Jean Gagnon (MAMROT) et par M. François Dupuis (MRNF).

- g) Le nom du négociateur pour la nation autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Nom du négociateur : M. Abel Bosum.

Personnes présentes : M. Bill Namagoose, M^{es} John Hurley et M. Paul Wertman.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS DE MATIMEKOSH-LAC-JOHN

- a) L'objet des négociations

Face aux tensions vécues à Matimekosh-Lac-John au cours de l'été 2010, le gouvernement a procédé à la nomination d'un négociateur-facilitateur. Son mandat consiste à créer un lieu d'échanges afin de recevoir les doléances et attentes des membres de la communauté, discuter de pistes de solution afin de favoriser le développement harmonieux du territoire, d'établir une relation d'écoute et d'affaires avec les représentants de la communauté. Le négociateur-facilitateur doit aussi évaluer et proposer des solutions nécessaires à la conclusion d'ententes sur les répercussions et avantages entre la communauté et les promoteurs miniers.

- b) La date des rencontres

Une rencontre regroupant les représentants du Québec et des communautés innues de Matimekosh-Lac-John et de Uashat-Maliotenam s'est tenue les 19 et 20 août 2010.

Le 20 septembre dernier, une rencontre a eu lieu afin de préciser les attentes de la partie innue au regard des suites à donner aux engagements pris le 20 août.

Plus récemment, une rencontre s'est tenue le 26 janvier 2011.

Outre ces rencontres, le négociateur-facilitateur et le chef de la communauté ont maintenu un contact permanent par le biais de conférences téléphoniques.

- c) L'échéancier des négociations

N/A

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

N/A

e) Un état de situation des négociations

Grâce à l'ensemble des engagements convenus entre le gouvernement du Québec et les Innus de Matimekosh-Lac-John, la barricade a été levée et les promoteurs miniers ont pu reprendre leurs activités. Les discussions entre la communauté et les promoteurs à l'égard d'ententes sur les répercussions et avantages ont aussi repris. Matimekosh-Lac-John a d'ailleurs désigné une équipe devant mener ces négociations.

Les discussions concernant la suite à donner aux engagements se poursuivent entre le gouvernement du Québec et les représentants de la communauté. Il a été convenu que des efforts seraient déployés afin de s'assurer que la population de Matimekosh-Lac-John puisse profiter des opportunités qui se présenteront dans la région.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures.

M. Daniel Gagnier	Négociateur/facilitateur
M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

M. Réal McKenzie	Chef de Matimekosh-Lac-John
M. Pierre Dozois	BCF Avocats
M. Nadir André	BCF Avocats
M. Michel K. Landry	Deloitte

h) Total des coûts engendrés par les négociations.

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS DE UASHAT-MALIOTENAM

a) L'objet des négociations

Cette négociation entre les représentants du gouvernement du Québec et ceux de la communauté innue de Uashat-Maliotenam visait à trouver des solutions aux préoccupations des membres de la communauté à l'égard des impacts du développement économique généré par divers projets de développement situés sur le Nitassinan de la communauté, notamment les projets miniers des régions de Schefferville et de Fermont ainsi que le projet de raccordement du complexe la Romaine.

b) La date des rencontres

Le 16 janvier 2011, une rencontre a permis de définir les engagements du gouvernement du Québec.

Le 21 février 2011, une rencontre a permis de préciser les attentes des Innus face à ces engagements.

c) L'échéancier des négociations

N/A

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

N/A

e) Un état de situation des négociations

La négociation a facilité la reprise des discussions entre Hydro-Québec et les Innus de Uashat-Maliotenam en vue de convenir d'une entente de principe et d'une entente finale visant entre autres le projet de raccordement au complexe la Romaine et de régler hors cour certains litiges opposant la communauté au gouvernement du Québec.

Les discussions se poursuivent afin de clarifier les attentes des Innus face aux engagements du gouvernement, et de traduire ceux-ci en mesures concrètes.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures.

M. Daniel Gagnier	Négociateur/facilitateur
M ^{me} Marie-José Thomas	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

M. Rosario Pinette	Négociateur
M. James O'Reilly	O'Reilly et associés
M. Jean-François Bertrand	Jean-François Bertrand, avocats

h) Total des coûts engendrés par les négociations.

Voir à la fin de la réponse.

LES INUITS

Négociation pour modifier l'Entente Sivunirmut (Modification n° 7)

a) L'objet des négociations

Négociation entre le gouvernement du Québec et l'Administration Régionale Kativik (ARK) pour modifier un des mandats de l'ARK en vertu de l'Entente Sivunirmut (mise en œuvre d'un schéma de couverture de risques en matière de prévention incendie).

b) Les dates des rencontres

Quelques rencontres tenues entre juillet et novembre 2010 entre le SAA, le MSP et l'ARK. La plupart des rencontres se sont faites par le biais d'échanges téléphoniques.

c) L'échéancier des négociations

Négociation terminée, voir point e).

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Négociation terminée et entente modificatrice signée le 15 novembre 2010.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est porteur de ce dossier de négociation qui implique le MSP. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Fernand Roy

MSP : M. Richard Coleman et M^{me} Mélanie Savoie

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

M. Louis Mercier, Administration régionale Kativik.

M^{me} Isabelle Parizeau, Administration régionale Kativik.

h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

Négociation dans le cadre du « NI Process » : L'entente bilatérale sur la consultation

a) L'objet des négociations

La négociation d'une entente bilatérale sur la consultation entre le gouvernement du Québec et le secrétariat Mi'gmawei Mawiomi, organisme représentant les trois communautés micmaques du Québec, vise à mettre en place un mécanisme de consultation et à convenir du territoire de consultation. La conclusion de cette entente permettra au gouvernement du Québec de mener une consultation efficiente et de mieux prendre en considération les préoccupations des Micmacs.

b) Les dates des rencontres

Pour l'année 2010-2011, le gouvernement du Québec et le secrétariat Migmawei Mawiomi se sont rencontrés aux dates suivantes :

2010			
21 avril	26 mai	16 juin	7 octobre
16 novembre	6 décembre		
2011			
24 janvier	23 février	16 mars	

c) L'échéancier des négociations

Bien que le processus ainsi que les modalités de consultation soient convenus entre les parties, définir un territoire de consultation prendra au moins un an à cause de l'ampleur des travaux à réaliser. Cependant, la conclusion de l'entente au printemps 2012 est envisageable.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le gouvernement du Québec et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (SMM) sont en train de mettre sur pied un projet pilote afin de tester le processus de consultation déjà établi. Par ailleurs, les parties ont déjà commencé les discussions afin de convenir d'un territoire de consultation qui tiendrait compte de la fréquentation réelle du territoire par les Micmacs. Pour ce faire, le SMM s'est engagé à produire un plan d'occupation du territoire qui démontrerait entre autres les valeurs que les Micmacs projettent sur le territoire.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures

Nom du négociateur : M. Denis Lapointe (SAA)
 Personnes présentes : M^{mes} Félicité Belisimbi (SAA), Natacha Lavoie (MJQ) et Geneviève Massicotte (MRNF).

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Troy Jerome.
 Personnes présentes : M^{mes} Terri Lynn Morrison, Tanya Barnaby et M^e Richard Jeannotte.

h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

a) L'objet des négociations

Le 16 juillet 2009, le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake ont signé une entente-cadre visant à relancer les négociations bilatérales sur différents sujets.

Les parties se sont engagées à négocier une révision de cinq des dix ententes sectorielles conclues en 1999 et d'entreprendre de nouvelles négociations sur trois nouveaux sujets. L'entente-cadre peut être consultée sur le site web du Secrétariat aux affaires autochtones www.saa.gouv.qc.ca.

En août 2009, une table centrale réunissant les principaux représentants des deux parties a été mise sur pied ainsi que trois tables sectorielles auxquelles participent des représentants des différents ministères concernés. Durant l'année 2010-2011, une quatrième table sectorielle a été mise sur pied le 11 mars 2011 après la tenue de rencontres exploratoires.

b) Les dates des rencontres

Un total de vingt-neuf rencontres ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011 aux différentes tables, centrale et sectorielles, dont 26 à Kahnawake, 1 à Québec et 2 en conférence téléphonique.

Table centrale : Huit rencontre : 16 avril, 14 juin, 5 août, 21 septembre, 27 octobre et 8 décembre 2010, 20 janvier et 11 mars 2011.

Table sectorielle Travail : Neuf rencontres dont deux conférences téléphoniques : 6 avril (conf. tél.), 13 avril (conf. tél.), 23 avril, 30 avril, 7 mai, 27 mai, 23 juillet et 9 novembre 2010, 22 février 2011.

Table sectorielle Transports : Trois rencontres : 29 avril, 7 mai et 8 novembre 2010. À compter de décembre 2010, la table sectorielle Transports a été prise en charge par le ministère des Transports du Québec.

Table sectorielle Développement économique : Cinq rencontres : 30 avril, 28 septembre, 28 octobre et 16 décembre 2010, 3 mars 2011.

Table sectorielle Commerce et Fiscalité : Quatre rencontres : 10 juin, 4 août, 20 septembre et 15 décembre 2010.

c) L'échéancier des négociations

Les parties se donnent à nouveau un an pour compléter ces négociations.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties s'entendent pour dire que les négociations se déroulent bien. Le rythme est soutenu et les ministères sectoriels collaborent volontiers.

À la table Travail, un projet d'entente a été conclu au sujet du remplacement de la CSST par un régime local à Kahnawake, le Mohawk Self-Insurance Program. Ce projet d'entente et le projet de loi la mettant en vigueur font l'objet d'un mémoire qui sera présenté au Conseil des ministres au printemps 2011.

Dans les autres chantiers, il est trop tôt actuellement pour anticiper sur le résultat qui ne sera connu que d'ici la fin de l'année 2011.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Table centrale : Daniel Gagnier, Louis Bernard, Gilles Harvey (SAA), Denis Lapointe (SAA), Geneviève Verreault-Tremblay (MJQ), Rémi Bujold (pour le MTQ), Normand Pelletier (pour le MTRAV).

Table sectorielle : Travail : Danielle Girard (MTRAV) remplacée en juillet 2010 par Normand Pelletier (MTRAV), Michel Sauvé (MTRAV), Guy Laplante (CSST), George de l'Étoile (CCQ), ces personnes étant chacune assistée d'autres personnes de leur ministère / organisme.

Table sectorielle : Transports : Joceline Béland (MTQ), Lucie Vallières (MTQ) Rémi Bujold (à compter de novembre 2010) et d'autres personnes de leur ministère selon le sujet abordé.

Table sectorielle : Développement économique: Louis Bernard (jusqu'en décembre 2010), Denis Lapointe (SAA), Mehdi Ben Amri (MDEIE) (à compter de mars 2011).

Table sectorielle Commerce et Fiscalité : Denis Lapointe (SAA), Gilles Harvey (SAA), Marc Grandisson (MFQ), Luc Moisan (MRQ) et d'autres personnes de leurs ministères selon le sujet abordé.

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Table centrale : Mike Bush (chef), Mike O'Brien, Jean Pommainville.

Table sectorielle : Travail : Rhonda Kirby (chef), Mike O'Brien, Joel Jacobs, Alexis Shakelton, Jean Pommainville, Tom Morris.

Table sectorielle : Transports : John Delorimier (chef), David Lahache, Kevin Kennedy et autres personnes selon le sujet traité.

Table sectorielle : Développement économique: Lloyd Philips (chef), Bud Morris, David Lahache, Kyle Delisle.

Table sectorielle Commerce et Fiscalité : Mike Bush (chef), John Latour, Dennis Diabo, Jean Pommainville.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Coût total pour l'ensemble des négociations bipartites

h) Total des coûts engendrés par les négociations, ventilés :

Employés du SAA 412 739 \$ (salaires et frais de déplacements et d'hébergement)

Négociateurs externes 147 857 \$ (honoraires et frais de déplacements et d'hébergement)

560 596 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

4. Liste des montants versés aux différentes nations autochtones en vertu du volet « Soutien à la consultation » du Fonds d'initiatives autochtones (ventilé par nation, par communauté et indiquer l'objet de chacune des consultations et le montant).

RÉPONSE :

Le volet consultation du Fonds d'initiatives autochtones n'est pas ventilé par Nations ou par Premières Nations. Un montant global de 25 M\$ sur cinq ans, à raison de 5 M\$ par année, est disponible pour les Premières Nations qui souhaitent participer à une consultation initiée par le gouvernement du Québec, en vertu des paramètres du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones*.

En 2010-2011, les montants suivants ont été versés :

NATION	COMMUNAUTÉ/ ORGANISME BÉNÉFICIAIRE	OBJET	MONTANT VERSÉ
Abénaquis			0 \$
Algonquins			233 250 \$
	Hunter's Point	Bureau de consultation	60 000 \$
	Lac-Simon	Bureau de consultation	101 250 \$
	Pikogan	Bureau de consultation	72 000 \$
Attikameks			0 \$
Cris			0 \$
Hurons-Wendats			181 800 \$
	Wendake	Bureau de consultation	181 800 \$
Innus (Montagnais)			724 800 \$
	Mashteuiatsh	Gestion du territoire Nitassinan	375 000 \$
	Mingan	Développement hydroélectrique La Romaine	50 000 \$
	Natashquan	Bureau de consultation	64 000 \$
	Uashat-Maliotenam	Bureau de consultation	19 800 \$
	Uashat-Maliotenam	Consultation expansion du réseau de transport en Minganie	216 000 \$

NATION	COMMUNAUTÉ/ ORGANISME/ BÉNÉFICIAIRE	OBJET	MONTANT VERSÉ
Inuits			0 \$
Malécites			0 \$
Micmacs			58 500 \$
	Mi'gmawei Mawiomi Secrétariat	Bureau de consultation	58 500 \$
Mohawks			0 \$
Naskapis			0 \$
Hors réserve			0 \$
TOTAL			1 198 350 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

5. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2010-2011 : dépôt du mandat et du contrat, de la durée du contrat, des tâches effectuées et d'une copie du ou des rapports, des factures et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs en ventilant les honoraires professionnels et les frais de déplacement et d'hébergement.

RÉPONSE :

M^e Henri Grondin

Négociateur spécial du gouvernement du Québec dans le cadre de la revendication globale des Attikameks.

Durée du contrat : 28 avril 1998 au 1^{er} octobre 2011

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale : 159 687,50 \$ - Honoraires professionnels
10 086,41 \$ - Frais de déplacement et d'hébergement

Ogilvy Renault, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Représentante du gouvernement du Québec auprès de la nation innue.

Durée du contrat : 1^{er} mai 2008 au 30 juin 2011

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 1 174 560 \$

Louis Bernard Consultant inc.

1. Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake.

Durée du contrat : 13 juin 2008 au 31 décembre 2010

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale : aucune

2. Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation pour la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009.

Durée du contrat : 1^{er} juin 2009 au 31 décembre 2010

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale : 53 142,75 \$ - Honoraires professionnels
721,10 \$ - Frais de déplacement et d'hébergement

Consultation Daniel Gagnier

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake, représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation pour la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009 et représentante du gouvernement du Québec dans le litige entourant les projets de développement du territoire de la Côte-Nord et opposant deux promoteurs miniers et les communautés innues.

Durée du contrat : 12 janvier 2010 au 31 mars 2011

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale : 45 375,00 \$ - Honoraires professionnels
3 825,33 \$ - Frais de déplacement et d'hébergement

Heenan, Blaikie Aubut, S.N.C.

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation crie et dans le cadre des discussions sur une base exploratoire avec les représentants de la nation huronne-wendat, concernant notamment le traité Murray et les enjeux liés au territoire.

Durée du contrat : 7 mai 2009 au 31 mars 2011

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale : 60 622 \$ - Honoraires professionnels
1 521 \$ - Frais de déplacement et d'hébergement

MANDAT DE M^e HENRI GRONDIN

**Négociateur du gouvernement du Québec
dans le cadre de la revendication territoriale globale
des Attikameks**

Monsieur Henri Grondin a comme mandat de continuer à :

- négocier avec les Attikameks sur la base de l'offre déposée par le gouvernement du Québec en décembre 1994;
- diriger l'équipe interministérielle chargée de l'appuyer et de le seconder tout au long de la négociation;
- représenter le gouvernement du Québec auprès des Attikameks, du gouvernement fédéral et auprès des autres parties intéressées dans le cadre de la négociation;
- Associer les ministères et organismes sectoriels impliqués tout au long de la négociation.

Négociations avec la Nation Atikamekw

Rapport du négociateur spécial du Québec, Me Henri Grondin, au ministre responsable du Secrétariat aux Affaires autochtones pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011

Au mois de décembre 2009, la grand chef de la nation atikamekw, Mme Éva Ottawa, a décidé de remercier son négociateur et son conseiller juridique. Elle a promis de continuer les négociations après de nouvelles nominations.

À l'été 2010, la partie atikamekw a fait connaître aux parties gouvernementales un certain nombre de préoccupations à l'égard des textes convenus ou discutés en négociations. Le Québec, tout comme le Canada, a alors exigé que les Atikamekw fournissent des précisions sur leurs préoccupations par une révision tripartite de l'ébauche de l'entente de principe afin de statuer sur la poursuite des négociations.

Les parties se sont rencontrées à six (6) reprises entre les mois de juillet et septembre 2010 et, le 24 septembre 2010, les trois négociateurs ont signé un rapport unanime dont les conclusions se lisent comme suit :

« Compte tenu des résultats positifs des discussions exploratoires, les négociateurs souhaitent que les négociations reprennent le plus rapidement possible. »

Entre-temps, le gouvernement fédéral a réalisé que, par une erreur administrative, son mandat pour la continuation de la négociation avec les Atikamekw n'avait pas été renouvelé. Québec, avec l'accord du fédéral, a alors décidé de continuer la négociation sur tous les points qui n'impliquaient pas le fédéral. Toutefois, le Canada a demandé qu'un ou deux observateurs fédéraux assistent à chacune des réunions de négociations, ce qui a été fait.

La partie atikamekw a nommé un nouveau négociateur et un nouveau conseiller juridique et les négociations ont effectivement repris entre le Québec et la nation atikamekw là où elles étaient rendues. Au mois de décembre 2010, un plan de travail bien structuré a été adopté, prévoyant au total douze jours et demi (12 1/2) de rencontres jusqu'à la fin du mois de mars 2011. Elles ont été tenues et les résultats sont très encourageants.

Des accords sont intervenus sur tous les chapitres concernant la consultation des Atikamekw (participation au processus de décisions, planification sur Kitaskino, évaluation environnementale et foresterie). Il y a également eu des accords sur le chapitre traitant du prélèvement des espèces fauniques et floristiques et sur celui concernant les aires protégées.

Les parties ont déjà convenu des prochaines dates de négociations, soit les 27 et 28 avril 2011, pour finaliser les textes et continuer les négociations Québec/Atikamekw sur les points suivants: la description géographique des territoires atikamekw (Kitaskino, en tenant compte des « francs alleux », Aski de chaque communauté et sites patrimoniaux) et les chapitres « culture et patrimoine », « justice » et « sécurité publique ».

Le mandat du fédéral devrait être confirmé très prochainement selon l'information reçue. D'autres chapitres pourront alors être négociés entre toutes les parties.

La volonté des Atikamekw de conclure une entente de principe en vue du Traité ne s'est jamais manifestée de façon aussi forte, ce qui laisse croire à un règlement rapide des autres chapitres normatifs. Toutefois, l'absence actuelle du gouvernement du Canada à la Table de négociations empêche la reprise des discussions sur plusieurs clauses, dont les clauses monétaires.

Il y a cependant lieu d'être optimiste et de poursuivre la négociation dans ce climat calme et constructif qui caractérise, depuis l'an dernier, la reprise de cette négociation.

Le tout étant respectueusement soumis.

Québec, le 31 mars 2011



Henri Grondin, C.R., C.Q., Ad.E.
Négociateur spécial du Québec

MANDAT D' OGILVY RENAULT, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

**Représentante du gouvernement du Québec
auprès de la nation innue**

La société Ogilvy Renault agit à titre de représentante du gouvernement du Québec auprès de la nation innue et aura comme mandat de :

- prioritairement, intensifier le processus de négociation du texte d'une entente finale auprès des communautés connues sous le nom Mamuitun soit celle d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Nutakuan en ayant comme objectif que les parties à la négociation aient convenu et réglé les sujets d'intérêt prioritaire comme la participation réelle et les activités traditionnelles pour le 30 juin 2011 et de poursuivre pour la même date les travaux visant à finaliser les dispositions du chapitre sur le traité portant sur les affectations territoriales, y compris la mise en disponibilité des terres d'Innu Assi ;
- poursuivre la négociation entreprise avec les trois communautés de Mamuitun à savoir Mashteuiatsh, Essipit et Nutakuan pour la conclusion d'une entente finale ou d'un rapport d'évaluation à être remis au ministre au plus tard le 30 juin 2011;
- effectuer les efforts nécessaires, le cas échéant et selon le mandat qui lui sera donné par le ministre, auprès de la communauté de Betsiamites pour qu'elle réintègre le processus de négociation et auprès des autres communautés qui pourraient être intéressées à reprendre activement la négociation territoriale globale;
- coordonner l'équipe interministérielle chargée d'appuyer ces négociations avec la nation innue;
- représenter le gouvernement du Québec auprès de la nation innue, du gouvernement fédéral et de toute autre partie intéressée par ces négociations;
- poursuivre et intensifier les travaux de concertation avec la population non autochtone en particulier au moyen de tables régionales d'information et d'échange.

MANDAT DE LOUIS BERNARD CONSULTANT INC.

**Représentante du gouvernement du Québec
dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil
mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant
les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de
certaines terres contiguës à Kahnawake**

La société Louis Bernard Consultant inc. agit à titre de représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake et aura comme mandat de :

- Fournir les services professionnels de M. Louis Bernard pour agir à titre de conseiller spécial auprès du négociateur et facilitateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake;
- Remplir tout autre mandat qui pourrait lui être confié dans le cadre de cette négociation;
- Collaborer au besoin à la présentation des rapports verbaux ainsi qu'à la préparation du rapport écrit du 31 décembre 2010 sur l'état des négociations et du rapport final devant être remis par le négociateur.

MANDAT DE LOUIS BERNARD CONSULTANT INC.

**Représentante du gouvernement du Québec
dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil
mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009**

La société Louis Bernard Consultant inc. agit à titre de représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009 et aura comme mandat de :

- Fournir les services professionnels de M. Louis Bernard pour agir à titre de conseiller spécial auprès du négociateur et facilitateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009. Remplir tout autre mandat qui pourrait lui être confié dans le cadre de cette négociation;
- Collaborer au besoin à la présentation des rapports verbaux ainsi qu'à la préparation du rapport écrit du 31 décembre 2010 sur l'état des négociations et du rapport final devant être remis par le négociateur.

DE : Louis Bernard
Adjoint au négociateur

À : André Maltais
Secrétaire général associé
Secrétariat aux affaires autochtones

COPIE À : Daniel Gagnier
Négociateur – facilitateur

DATE : 12 janvier 2011

RAPPORT FINAL au sujet des négociations avec Kahnawake

Le présent rapport final répond aux exigences de l'article 6A du contrat signé le 26 juin 2008, tel qu'amendé par le deuxième avenant intervenu le 21 septembre 2010, qui s'est terminé le 31 décembre 2010. Il est rédigé dans le but d'aider aux rapports verbaux et écrits qui pourront être faits à cette date par le négociateur.

Le présent rapport complète les rapports qui ont été faits par M. Daniel Gagnier ou son prédécesseur, M. John Parisella, le 25 septembre 2008, le 6 avril 2009, le 15 novembre 2009 et le 15 mars 2010.

SEIGNEURIE DU SAULT-SAINT-LOUIS

Après de longues discussions, la participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake a été acceptée par le négociateur fédéral, Me John Lemieux, et le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle. Par la suite, une première réunion tripartite a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Cette première rencontre a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion n'a encore été tenue, en raison du fait que le Canada et Kahnawake n'ont pas encore fini de discuter des questions qui les intéressent mais qui ne concernent pas le Québec, comme, par exemple, la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement.

AUTOROUTE 30

La construction de la partie est de l'autoroute 30 s'est poursuivie sans aucune manifestation de la part des autochtones. Les travaux effectués sur l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis tout près de Kahnawake sont à toute fins pratiques terminés et la circulation y est permise depuis le 19 novembre. Il ne reste qu'à compléter une section de 3 km environ à l'extrémité est de la seigneurie.

Par contre, le Conseil mohawk de Kahnawake (CMK) s'attend à ce que le Québec tienne ses engagements à l'égard du transfert des terres désignées dans la lettre du ministre Pelletier en date du 2 juin 2008 et du transfert additionnel de quelque 200 acres qui avait été évoqué auprès du GC Delisle par M. Geoffrey Kelly à la suite d'une discussion dans ce sens tenue au Comité des priorités en 2008.

TRANSFERT DES TERRES

Le CMK a décidé de traiter séparément le transfert du terrain situé à Châteauguay et celui des terres adjacentes à l'autoroute 30, en donnant priorité au premier. Une résolution a été adoptée par le Conseil à sujet du terrain de Châteauguay et transmise au gouvernement fédéral. Ce transfert était retardé afin d'examiner une proposition de la Ville de Châteauguay à l'effet de modifier la configuration de ce terrain.

Étant donné que Kahnawake nous a informés récemment que cette proposition ne leur était pas acceptable, le processus de transfert sera repris selon la configuration actuelle, à moins que Kahnawake ne change d'avis.

En ce qui concerne les terrains adjacents à l'autoroute 30, la possibilité a été étudiée de procéder, dans un premier temps, à un transfert de gestion en vertu de la Loi sur les terres du domaine public. Bien que cette possibilité ne soit pas complètement écartée, il semble qu'on aura profit à enclencher dès maintenant le processus de transfert au gouvernement fédéral, quitte à faire une délégation de gestion pendant le temps, nécessairement long, que durera ce processus.

La question du transfert d'une zone de 50 mètres qui avait été exclue dans l'offre du ministre Pelletier reste en suspend. Le Québec a déjà accepté que cette zone soit réduite à 35 mètres voire même éliminée sur la partie, située au nord de la nouvelle autoroute 30, qui sera transformée en boulevard urbain à condition que Kahnawake accepte de maintenir les 35 m ailleurs le long de l'autoroute 30; mais aucun accord définitif n'a pu être conclu à cet égard.

LA NOUVELLE ENTENTE-CADRE

Le 10 juin 2009, le Premier ministre du Québec et le Grand Chef de Kahnawake ont signé une nouvelle *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et, le 16 juillet 2009, le ministre responsable des Affaires autochtones et celui des Relations intergouvernementales canadiennes ont signé avec le Chef responsable de Kahnawake une nouvelle *Entente-cadre* établissant un cadre général pour le réexamen des ententes existantes et la négociation de nouvelles ententes sectorielles sur les différents sujets d'intérêt commun entre les parties.

Pour donner suite à cette entente-cadre, diverses tables ont été établies : une table centrale et des tables sectorielles en matière de travail, de transports et de développement économique.

TRAVAIL

Deux questions ont fait l'objet de discussion : les accidents du travail et la qualification des travailleurs de la construction.

Un accord a été conclu permettant au programme mohawk intitulé MSI (Mohawk Self Insurance Program) de remplacer la CSST sur le territoire de Kahnawake et le pont Honoré-Mercier. Cette entente a été acceptée par le gouvernement du Québec et sera signée prochainement par les parties. La mise en œuvre de cette entente exigera l'adoption d'une loi par l'Assemblée nationale, ce qui devrait être fait durant la prochaine session du printemps 2011.

La question de la qualification des travailleurs de la construction a été discutée dans le contexte des travaux en cours sur le pont Honoré-Mercier. En effet, en vertu d'un décret fédéral remontant à 1932, année de construction du pont, les travailleurs de Kahnawake jouissent d'une préférence d'emploi sur l'entretien et la réfection du pont. Un premier contrat (dit Contrat A), portant sur la partie du pont située à Kahnawake, a été accordé par PJCCI (un organisme relevant du gouvernement fédéral) sans tenir compte des lois du Québec. Aussi, le Québec a-t-il voulu s'assurer que le deuxième contrat (dit Contrat B) qui porte surtout sur la partie du pont qui appartient au Québec, serait exécuté en respectant les lois québécoises, en particulier la loi R-20 et la compétence de la CCQ. Un arrangement intérimaire valable pour le contrat B a finalement été conclu, à la satisfaction des deux parties, en ce qui concerne les monteurs d'aciers (iron-workers). Des ententes semblables pourront être conclues en ce qui concerne les autres corps de métier travaillant à la réfection du Pont Mercier si Kahnawake en fait la demande. Il restera alors à négocier une entente permanente qui couvrirait tous les chantiers de construction à Kahnawake. L'arrangement intérimaire déjà convenu pourrait servir de modèle à cet égard.

TRANSPORTS

Dans le domaine des transports, deux sujets ont fait l'objet de discussion : l'établissement d'une gare du train de banlieue et la réfection de la route 207.

L'établissement à Kahnawake d'une gare du train de banlieue qui traverse la réserve est une chose possible et souhaitable. L'AMT et le ministère des Transports se sont montrés favorables. Un site a été choisi qui convient à toutes les parties et les coûts de construction ont été estimés. Toutefois le projet a dû être mis sur la glace étant donné le refus du CMK d'accepter que les automobilistes de Kahnawake soient assujettis aux mêmes contributions que les automobilistes des municipalités voisines sur l'immatriculation et le litre d'essence.

Le ministère des Transports a accepté formellement de donner une priorité à la réfection complète de la route 207 entre la route 132-136 et l'autoroute 30. Les premiers relevés topographiques ont été faits et les plans et devis sont en préparation. Un échancier complet a été fourni à Kahnawake pour une mise en service en 2013. Ce dossier suit son cours.

À compter de novembre dernier, M. Rémi Bujold, mandaté par le ministère des Transports, a assumé la présidence de la Table Transports.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les discussions portant sur le développement économique ont permis de mettre au point un protocole devant guider le renouvellement de l'entente de 1999 sur le même sujet. Ce protocole a été signé en décembre 2010 par le négociateur du Québec, M. Daniel Gagnier, et le représentant de Kahnawake, M. Bud Morris. Récemment des représentants du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation se sont joints à la Table du Développement économique.

Cette Table a également organisé des échanges entre les agents de développement économique de Kahnawake et ceux de différents ministères québécois (DEIE, Agriculture, Tourisme, Culture). Elle a également passé en revue les dossiers soumis par Kahnawake au Fonds d'investissement autochtone, ainsi que divers autres projets de développement économique projetés par Kahnawake. La table a aussi encouragé le resserrement des relations entre Kahnawake et le CLD de la MRC de Roussillon, notamment en ce qui concerne le projet de méga-centre de transbordement intermodal envisagé pour cette région.

AUTRES SUJETS

Divers autres sujets ont été abordés au cours de 2010, notamment ceux de la fiscalité et du jeu (gaming). Ces discussions en sont cependant restées au stade préliminaire.

REMERCIEMENTS

Je ne saurais terminer ce rapport sans souligner l'excellente collaboration que j'ai reçue dans ma tâche de la part des ministères du gouvernement, ainsi que de la CSST et de la CCQ qui ont particulièrement été sollicitées par nos travaux. Je voudrais tout spécialement signaler l'appui constant et compétent que j'ai reçu du SAA et particulièrement de MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe. J'ai eu plaisir à travailler avec M. John Parisella et son successeur, M. Daniel Gagnier ainsi qu'avec les autorités du SAA, dont son secrétaire général associé, M. André Maltais. À tous, mes remerciements les plus sincères.

MANDAT DE CONSULTATION DANIEL GAGNIER

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake
ET
dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009
ET
dans le cadre des réactions et des revendications des Innus relativement aux projets de développement minier sur le territoire de la Côte-Nord (New Millennium (NM) et Labrador Iron Mining (LIM)).

Dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake, l'entreprise Consultation Daniel Gagnier aura comme mandat:

D'agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec afin qu'il représente ce dernier et qu'il dirige l'équipe gouvernementale du Québec à la table de négociation de la revendication particulière.

De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec.

De contribuer à développer des propositions de manière à aider les deux autres parties, soit le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Canada, à atteindre leurs objectifs respectifs dans le cadre de cette revendication particulière, sans cependant compromettre les objectifs du gouvernement du Québec.

De faire des recommandations au gouvernement du Québec concernant la mise sur pied d'un mécanisme de consultation et d'échange d'information entre le milieu régional et le gouvernement du Québec au sujet de cette revendication particulière.

De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation.

D'entreprendre immédiatement des discussions et des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Canada au sujet du transfert de terres mentionné dans la lettre du ministre Benoît Pelletier au Grand Chef Michael Delisle en date du 2 juin 2008, dont copie est jointe en annexe.

De présenter au ministre des rapports verbaux ponctuels sur l'état des négociations et des rapports écrits le ou vers le 31 décembre 2010 ainsi que le ou vers le 30 mars 2011.

Consultation Daniel Gagnier

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009, l'entreprise Consultation Daniel Gagnier aura comme mandat :

D'agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec afin qu'il représente ce dernier à la table de négociation et qu'il dirige l'équipe gouvernementale du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009.

De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec.

De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation.

De présenter au ministre des rapports verbaux ponctuels sur l'état des négociations et des rapports écrits le ou vers le 31 décembre 2010 ainsi que le ou vers le 30 mars 2011.

Dans le cadre des réactions et des revendications des Innus relativement aux projets de développement minier sur le territoire de la Côte-Nord (New Millennium (NM) et Labrador Iron Mining (LIM)).

De créer, au nom du gouvernement du Québec, un lieu d'échanges approprié afin de recevoir les doléances et les attentes des Innus concernés (Matimekosh et Uashat) face à ces projets. Discuter des pistes de solution afin de favoriser le développement harmonieux du territoire. Établir une relation d'écoute et d'affaires principalement auprès de la communauté de Matimekosh, par l'entremise notamment de son chef, M. Réal McKenzie et de la communauté de Uashat, le cas échéant.

D'évaluer et proposer des solutions favorisant la conclusion des ententes de répercussions et avantages (ERAs) justes et acceptables entre les promoteurs soit New Millennium (NM) et Labrador Iron Mining (LIM) et les Innus. Recommander au gouvernement du Québec d'autres positions sans égard aux ERAs en vue de favoriser le développement économique.

De présenter au ministre des rapports verbaux ponctuels et un rapport écrit le ou vers le 31 mars 2011 traitant des rencontres, des problèmes soulevés et des pistes envisagées pour la conclusion, si possible, d'une ERA entre les Innus (de Matimekosh) et les promoteurs. Identifier les prochaines étapes à réaliser. Soumettre ses recommandations.

DE : Consultation Daniel Gagnier
Négociateur

À : Geoffrey Kelley
Ministre responsable des Affaires autochtones

COPIE À : André Maltais
Marie-José Thomas
Gilles Harvey

DATE : 31 mars 2011

RAPPORT

Négociations avec Kahnawake

Le présent rapport répond aux exigences de l'article 6A.7 du contrat signé le 30 mars 2009 (vérifier les dates), tel qu'amendé par le deuxième avenant intervenu le 11 mars 2010, qui se termine le 31 mars 2011. Il est rédigé dans le but de compléter les rapports verbaux faits à ce jour et il reprend aussi plusieurs informations contenues dans le rapport écrit que le négociateur adjoint, M. Louis Bernard, transmettait au secrétaire général, M. André Maltais, en janvier dernier.

SEIGNEURIE DU SAULT-SAINT-LOUIS

Le 16 juin 2003, Canada offrait à Kahnawake de négocier un règlement de leur revendication sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis dans le cadre de sa politique sur les revendications particulières. Ces terres sont contigües à la réserve de Kahnawake. Le Canada et Kahnawake ont invité le Québec à se joindre à la table de négociation le 23 novembre 2005. Le 6 février 2008, le Québec acceptait cette invitation à certaines conditions. Depuis ce temps, les pourparlers entre les négociateurs portaient davantage sur les protocoles de négociation que sur des hypothèses de règlement. Récemment, c'est-à-dire le 10 juin 2010, les échanges entre le négociateur du Canada et le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, leur ont permis de renouveler un protocole de négociation auquel le Québec n'est pas lié. Après avoir pris connaissance de ce protocole, j'ai transmis le 10 août 2010 une lettre d'adhésion par laquelle je m'engageais, pour l'essentiel, à la confidentialité des discussions. La participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake a été acceptée et confirmée par écrit par le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, le 13 août 2010 à la suite de la première réunion tripartite qui a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Lors de cette rencontre le négociateur fédéral, Me John Lemieux, a accepté la participation du Québec mais il ne l'a pas encore confirmé par écrit. La rencontre du 10 août 2010 a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion tripartite officielle n'a été tenue depuis. Des rencontres bipartites ont toutefois eu lieu occasionnellement entre le Canada et Kahnawake, la dernière datant du 22 mars 2011, pour discuter des questions qui les intéressent mais qui ne concernent pas le Québec, comme, par exemple, la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement. Toutefois, un certain nombre d'échanges en bilatéral ont eu lieu d'une part entre les représentants du Québec et ceux du Canada, et d'autre part entre le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, et moi-même, à propos de la contribution attendue du Québec à la négociation. Le 24 février 2010, j'ai rencontré les maires de la MRC de Roussillon pour les informer de l'état d'avancement de la négociation. Je devais les rencontrer à nouveau le 23 mars dernier, mais la rencontre aura plutôt lieu le 27 avril; prochain.

AUTOROUTE 30

La construction de la partie est de l'autoroute 30 s'est poursuivie sans aucune opposition de la part d'autochtones. Les travaux effectués sur l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis tout près de Kahnawake sont à toute fins pratiques terminés et la circulation y est permise depuis le 19 novembre 2010. Il ne reste qu'à compléter une section de 3 km environ à l'extrémité est de la seigneurie.

Le Québec entend respecter son engagement de transférer les terres désignées dans la lettre du ministre M. Benoit Pelletier en date du 2 juin 2008. Le Conseil mohawk de Kahnawake (CMK) s'attend aussi au transfert additionnel de quelque 200 acres qui avait été évoqué auprès du Grand Chef Delisle par M. Geoffrey Kelley à la suite d'une discussion dans ce sens tenue au Comité des priorités en 2008.

TRANSFERT DES TERRES

Le CMK a décidé de traiter séparément le transfert du terrain situé à Châteauguay et celui des terres adjacentes à l'autoroute 30, en donnant priorité au premier. Une résolution a été adoptée par le Conseil au sujet du terrain de Châteauguay et transmise au gouvernement fédéral. Ce transfert était retardé afin d'examiner une proposition de la Ville de Châteauguay à l'effet de modifier la configuration de ce terrain. Étant donné que Kahnawake nous a informés récemment que cette proposition ne leur n'était pas acceptable, le processus de transfert a été repris selon la configuration actuelle. Néanmoins, des discussions seraient en cours entre la Ville de Châteauguay et Kahnawake et il n'est pas exclu que Kahnawake ne change d'avis.

En ce qui concerne les terrains adjacents à l'autoroute 30, la possibilité a été étudiée de procéder, dans un premier temps, à un transfert de gestion en vertu de la Loi sur les terres du domaine public. Cette avenue n'a pas donné les résultats escomptés et le processus de transfert est repris. Kahnawake n'a toutefois pas encore adopté de résolution demandant le transfert de ces terres parce qu'il reste plusieurs questions en suspens, comme l'étude environnementale des lieux (milieux humides), les limites exactes des terrains (bande de 50m le long de l'autoroute), l'accès aux terrains, et l'avenir de baux de location et des claims en vigueur. En ce qui concerne le transfert additionnel de quelque 200 acres, les discussions commencent à peine.

LA NOUVELLE ENTENTE-CADRE

Le 10 juin 2009, le Premier ministre du Québec et le Grand Chef de Kahnawake ont signé une nouvelle Déclaration de compréhension et de respect mutuel et, le 16 juillet 2009, le ministre responsable des Affaires autochtones et celui des Relations intergouvernementales canadiennes ont signé avec le Chef responsable de Kahnawake une nouvelle Entente-cadre établissant un cadre général pour le réexamen des ententes existantes et la négociation de nouvelles ententes sectorielles sur les différents sujets d'intérêt commun entre les parties.

Pour donner suite à cette entente-cadre, diverses tables ont été établies : une table centrale, qui se réunit à toutes les six semaines environ, et des tables sectorielles en matière de travail, de transports et de développement économique. De plus, à sa rencontre du 12 mars 2010, la table centrale a convenu de mettre en place une autre table sectorielle qui traiterait des questions relatives au « commerce, échanges et taxation ». Cette table devrait se rencontrer pour la première fois à la fin d'avril.

TRAVAIL

Deux questions ont fait l'objet de discussion jusqu'à maintenant: les accidents du travail et la qualification des travailleurs de la construction.

Une entente a été négociée permettant au programme mohawk intitulé MSIP (Mohawk Self Insurance Program) de remplacer la CSST sur le territoire de Kahnawake et le pont Honoré-Mercier. Cette entente a été acceptée par les négociateurs et elle devra être soumise au Conseil des ministres avant que les ministres la signe au nom du Gouvernement du Québec. La mise en œuvre de cette entente requerra l'adoption d'une loi par l'Assemblée nationale et Kahnawake tient à ce que ce soit fait le plus tôt possible.

La question de la qualification des travailleurs de la construction a été discutée dans le contexte du contrat B portant sur la réparation du pont Honoré-Mercier. Comme vous le savez déjà, un décret fédéral remontant à 1932, année de construction du pont, prévoit que les travailleurs de Kahnawake jouiront d'une préférence d'emploi sur l'entretien et la réfection du pont. (Cela ne veut pas dire que les lois du Québec, en particulier la loi R-20 et la compétence de la CCQ, ne s'appliquent pas. L'application des lois du Québec est une question extrêmement sensible à Kahnawake.)Un arrangement intérimaire sur la qualification des travailleurs (surtout des monteurs d'acier) valable uniquement pour le contrat B a donc été conclu à la satisfaction des deux parties. Toutefois, sa mise en œuvre n'est pas aisée. La réalisation du contrat B est un sujet d'actualité dans la communauté de Kahnawake et cela continue grandement à mobiliser les équipes de négociation du Québec et de Kahnawake.

Par ailleurs, il restera à négocier une entente permanente qui couvrirait tous les chantiers de construction à Kahnawake. L'arrangement intérimaire déjà convenu pourrait servir de modèle à cet égard.

TRANSPORTS

Dans le domaine des transports, deux sujets ont fait l'objet de discussion : l'établissement d'une gare du train de banlieue et la réfection de la route 207.

Kahnawake souhaite que soit établie une gare du train de banlieue dans la réserve. L'AMT et le ministère des Transports se sont montrés favorables, un site qui convient à toutes les parties a été choisi et les coûts de construction ont été estimés. Toutefois le projet a dû être mis sur la glace étant donné le refus du CMK d'accepter que les automobilistes de Kahnawake soient assujettis aux mêmes contributions que les automobilistes des municipalités voisines sur l'immatriculation et le litre d'essence.

Le ministère des Transports a accepté formellement de donner une priorité à la réfection complète de la route 207 entre la route 132-138 et l'autoroute 30. Les premiers relevés topographiques ont été faits et les plans et devis sont en préparation. Un échancier complet a été fourni à Kahnawake pour une mise en service en 2015. Ce dossier suit son cours. Entretemps, des réparations urgentes à certains ponceaux sont prévues.

À compter de novembre dernier, M. Rémi Bujold, mandaté par le ministère des Transports, a assumé la présidence de la Table Transports.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les discussions portant sur le développement économique ont permis de mettre au point un protocole devant guider le renouvellement de l'entente de 1999 sur le même sujet. Ce protocole a été signé en décembre 2010 par moi-même en tant que négociateur du Québec, et par le représentant de Kahnawake, M. Bud Morris, directeur général de la Société de développement économique de Kahnawake. Récemment des représentants du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation se sont joints à la Table sur le Développement économique.

Cette Table a également organisé des échanges entre les agents de développement économique de Kahnawake et ceux de différents ministères québécois (MDEIE, Agriculture, Tourisme, Culture). Elle a également passé en revue les dossiers soumis par Kahnawake au Fonds d'investissement autochtone (FIA), ainsi que divers autres projets de développement économique projetés par Kahnawake. La table a aussi encouragé le resserrement des relations entre Kahnawake et le CLD de la MRC de Roussillon, notamment en ce qui concerne la planification régionale du développement économique.

Au sujet d'une nouvelle entente sur le développement économique, la table travaille actuellement sur l'identification des besoins de Kahnawake en vue de produire un canevas de projet d'entente au printemps 2011. Denis Lapointe (SAA) remplace Louis Bernard à cette table depuis la fin de son mandat en décembre 2010.

REMERCIEMENTS

Je tiens à souligner l'excellente collaboration reçue du ministère du Travail et du ministère des Transports ainsi que de la CSST et de la CCQ qui ont particulièrement été sollicitées durant la négociation et qui le sont encore. Je voudrais tout spécialement signaler l'appui constant et compétent que j'ai reçu de M. Louis Bernard en tant que négociateur adjoint, de Me Geneviève Verreault-Tremblay du ministère de la Justice, et de MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe du SAA. M. André Maltais et Mme Marie-José Thomas ont également été des conseillers importants.

DE : Daniel Gagnier
Consultations Daniel Gagnier
Négociateur

À : M. Geoffrey Kelley
Ministre responsable des Affaires autochtones

COPIE À : M. André Maltais, secrétaire général associé
M^{me} Marie-José Thomas, secrétaire adjointe
Patrick Brunelle, directeur

DATE : Le 31 mars 2011

RAPPORT

Négociations avec Matimekosh-Lac-John et Uashat-Maliotenam

Le présent rapport répond aux exigences de l'article 6A.14 du contrat signé le 30 mars 2009, tel qu'amendé par le deuxième avenant intervenu le 11 mars 2010, qui se termine le 31 mars 2011. Il est rédigé dans le but de compléter les rapports verbaux faits à ce jour.

MATIMEKOSH-LAC-JOHN

À l'été 2010, les discussions entre la communauté de Matimekosh-Lac-John et les promoteurs miniers New Millennium Capital Corp. (NM) et Labrador Iron Mines (LIM) ont achoppé faute d'engagements satisfaisant aux yeux de la communauté. En réaction, le chef de la communauté, Réal McKenzie, a entrepris d'accentuer la pression politique et médiatique. Au même moment, des membres de la communauté érigeaient une barricade sur la voie ferrée reliant Schefferville et Sept-Îles, seule voie d'accès pour le transport de matériel et marchandise, bloquant ainsi l'avancement des travaux des promoteurs. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec a fait appel à mes services en tant que négociateur-facilitateur.

Le mandat qui m'a alors été confié consistait dans un premier temps à créer, au nom du gouvernement du Québec, un lieu d'échange approprié afin de recevoir les doléances et les attentes des communautés innues concernées, en particulier les résidents de Matimekosh. Ensuite, mon mandat consistait à discuter des pistes de solution afin de favoriser le développement harmonieux du territoire ainsi qu'à établir une relation d'écoute et d'affaires auprès notamment de la communauté de Matimekosh, par l'entremise de son chef. Puis, dans un second temps, je devais évaluer et proposer des solutions nécessaires en vue de favoriser le développement économique de la communauté.

Une première rencontre s'est donc tenue à Matimekosh-Lac-John les 19 et 20 août 2010. Des représentants de la communauté de Uashat-Maliotenam étaient aussi présents à la table puisque les projets de NM et LIM risquent aussi d'avoir un impact sur leurs droits revendiqués. Cette rencontre fut l'occasion pour les parties d'exprimer leurs positions et attentes face au processus entrepris et de démontrer leur ouverture à dialoguer afin de trouver une solution.

À ce moment, je me suis montré favorable à ce que le Québec participe, en temps opportun, à un processus qui permettrait de discuter des chevauchements territoriaux innus. J'ai aussi ouvert la porte à ce que le Québec mette en place une table bilatérale afin de discuter d'enjeux spécifiques à la région tel que le développement économique futur de la communauté. Finalement, je me suis montré disposé à mener les démarches appropriées, au moment opportun, pour organiser une rencontre avec le premier ministre.

Par la suite, le 3 septembre 2010, les Innus ont accepté de lever la barricade, redonnant ainsi l'occasion aux promoteurs miniers de reprendre leurs travaux. Les représentants de la communauté ont alors aussi accepté de reprendre le dialogue avec les promoteurs NM et LIM en vue de conclure des ententes sur les répercussions et avantages. À cet effet, le conseil a d'ailleurs mandaté une firme d'avocats afin qu'elle négocie ces ententes au nom de la communauté.

Puis, le 20 septembre dernier, j'ai à nouveau rencontré les représentants de Matimekosh-Lac-John, cette fois-ci à Québec. L'objectif de cette rencontre était de préciser les attentes des Innus à l'égard des suites à donner aux engagements pris à l'été. Il a alors été convenu de l'importance de penser un nouveau modèle de développement économique pour la communauté. Par ailleurs, la communauté a souligné qu'il était essentiel qu'elle puisse profiter des opportunités se présentant actuellement à elle pour aider sa population à venir à bout de problèmes sociaux et qu'il fallait négocier la revendication de Matimekosh-Lac-John.

Depuis cette date, j'ai maintenu des contacts constants avec le chef McKenzie. Plus récemment, le 26 janvier 2011, j'ai à nouveau rencontré les représentants de la communauté afin de convenir d'un plan de travail pour mettre en œuvre les engagements du gouvernement. À ce moment, le chef a exprimé le besoin de mener une étude dressant le portrait de la main-d'œuvre de Matimekosh-Lac-John. Cette étude en main, le conseil serait mieux doté afin de planifier une stratégie permettant de profiter au maximum des opportunités se présentant dans la région. Des démarches ont été entreprises à cet effet.

À ce jour, les discussions se poursuivent et d'autres rencontres sont à venir.

UASAHT-MALIOTENAM

Dans la foulée du dialogue amorcé en août 2010, des discussions ont également eu cours avec la communauté de Uashat-Maliotenam concernant les préoccupations entretenues par ses membres à l'égard du développement économique et des retombées provenant de divers projets de développement situés sur leur Nitassinan.

Pour ce faire, j'ai maintenu des contacts réguliers avec les représentants de la communauté soit par le biais de conférences téléphoniques, soit par voie de lettres.

Ces échanges m'ont permis de discuter de solutions afin de répondre aux inquiétudes des Innus de Uashat-Maliotenam et ainsi obtenir leur adhésion aux projets de développement faisant l'objet de ces préoccupations.

À ce jour, les échanges se poursuivent afin de préciser les attentes des Innus à l'égard des mesures concrètes qui traduiront les engagements pris par le gouvernement.

REMERCIEMENTS

Je tiens à souligner l'excellente collaboration reçue de la part du Secrétariat aux affaires autochtone qui a particulièrement été sollicité lors de ces négociations et qui l'est encore aujourd'hui. J'aimerais tout spécialement signaler l'appui constant et compétent que j'ai reçu de M^{me} Marie-José Thomas et de M. Patrick Brunelle qui ont été d'importants conseillers dans ce dossier.



Daniel Gagnier

MANDAT DE HEENAN, BLAIKIE AUBUT, S.N.C.

**Représentante du gouvernement du Québec
dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la
gouvernance de la nation crie ainsi que dans le cadre des discussions, sur une
base exploratoire avec les représentants de la nation huronne-wendat**

La société Heenan, Blaikie Aubut, représentante du gouvernement du Québec dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation crie ainsi que dans le cadre des discussions, sur une base exploratoire avec les représentants de la nation huronne-wendat et aura comme mandat de :

- Fournir les services professionnels de M^e René Dussault pour agir à titre de négociateur et de facilitateur dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation crie, prévu à la partie 2 du chapitre 3 de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee ainsi que dans le cadre des discussions avec les représentants de la nation huronne-wendat.
- M^e René Dussault aura comme mandat de :
 - contribuer à développer des orientations et des objectifs de négociation qui tiendront compte des compétences constitutionnelles du Québec, de ses relations avec les nations autochtones et de la mise en œuvre du Plan Nord;
 - diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le secondar au cours des différentes phases du processus de négociation;
 - contribuer à développer des propositions de manière à aider les deux autres parties à atteindre leurs objectifs sans compromettre les orientations et objectifs du Québec;
- de l'exécuter, de la manière suivante :
 - dans une première phase, entreprendre immédiatement, sur une base exploratoire, des discussions avec les représentants du Canada et des Cris afin de bien circonscrire les objectifs poursuivis par ces parties en vertu de cette entente et pour identifier les sujets qui pourraient être négociés et faire rapport au ministre sur ces questions dans un délai maximum de six mois;
 - dans une seconde phase, faire valoir à la table de négociation les orientations et les objectifs définis par le Québec;
 - présenter au ministre des rapports verbaux, un rapport écrit au 15 mars 2011 sur l'état des négociations et un rapport final au terme du présent mandat;
 - remplir tout autre mandat qui pourrait lui être confié dans le cadre de cette négociation.
 - Contribuer à développer des approches en vue d'un dialogue politique sur les questions de territoire et ressources entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations.
 - D'entreprendre sur une base exploratoire des discussions avec les représentants de la nation huronne-wendat afin de bien circonscrire les enjeux, les objectifs et les modalités de discussions qui pourraient avoir lieu entre le gouvernement du Québec et cette nation concernant notamment le traité Murray et les enjeux liés au territoire;
 - Faire un rapport et des recommandations au ministre quant à la mise en place ou non d'une table de discussions à cet effet et des conditions et modalités afférentes.

Heenan Blaikie Aubut

En mains propres

Avocats-conseils

Le très honorable Pierre Elliot Trudeau, C.P., C.C., C.H., c.r., MSRC (1984 -2000)
Le très honorable Jean Chrétien, C.P., C.C., O.M., c.r.
L'honorable Donald J. Johnston, C.P., O.C., c.r.
Pierre Marc Johnson, G.O.Q., MSRC
L'honorable Michel Bastarache, C.C.
L'honorable René Dussault, MSRC, O.Q., O.C.
Peter M. Blaikie, c.r.
André Bureau, O.C.

Le 29 mars 2011

Monsieur Geoffrey Kelley
Ministre responsable des Affaires autochtones
900, place D'Youville, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 3P7

Notre référence : 054628

Objet : Contrat intervenu entre le ministre des Affaires autochtones et Heenan Blaikie Aubut

Monsieur le ministre,

Me René Dussault

T 418 649.5053
F 418 524-1717
rdussault@heenan.ca

900, boul. René-Lévesque Est
Bureau 600
Québec (Québec)
Canada G1R 2B5

www.heenanblaikie.com

Il me fait plaisir de vous fournir ci-dessous un compte rendu des diverses démarches et activités que j'ai effectuées et accomplies dans le cadre du contrat intervenu le 7 mai 2009 entre le ministre des Affaires autochtones, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. André Maltais, secrétaire général associé aux Affaires autochtones, dûment autorisé, et la société Heenan Blaikie Aubut. Ce contrat a fait l'objet de deux avenants le prolongeant d'abord du 6 mai 2010 au 30 septembre 2010 puis de cette date au 31 mars 2011.

Voici un bref descriptif des mandats qui m'ont été confiés dans le cadre de ce contrat et de ses avenants :

1. Agir à titre de négociateur et de facilitateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation Crie;
2. Agir à titre de négociateur et de facilitateur dans le cadre du processus de résolution du différend relatif à la Municipalité de la Baie-James qui a été convenu entre le premier ministre, monsieur Jean Charest, et le grand chef des Cris, monsieur Matthew Coon Come;

Heenan Blaikie Aubut, partie intégrante de Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL
Avocats Agents de brevets et de marques de commerce
Québec Montréal Toronto Vancouver Calgary Sherbrooke Ottawa Trois-Rivières
Victoria Paris Singapour

3. Contribuer à développer des approches en vue d'un dialogue politique sur les questions de territoire et ressources entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations;
4. Entreprendre sur une base exploratoire des discussions avec les représentants de la nation Huronne Wendat afin de bien circonscrire les enjeux, les objectifs et les modalités de discussions qui pourraient avoir lieu entre le gouvernement du Québec et cette nation concernant notamment le traité Murray et les enjeux liés au territoire.

1. La négociation tripartite

Faisant suite à l'entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee, un processus de négociation tripartite a été instauré.

Dans le cadre de ce processus, j'ai participé à quatre séances de négociation en 2009, une séance en 2010 et deux séances en 2011. J'ai aussi participé, à ce sujet, à plusieurs rencontres préparatoires et de suivi avec les fonctionnaires concernés au Secrétariat des Affaires autochtones et au ministère de la Justice et fait des comptes rendus verbaux au ministre responsable des Affaires autochtones.

2. Le processus de résolution du différend relatif à la municipalité de la Baie-James

Dans le cadre de ce processus établi en février 2010, j'ai d'abord participé à deux séances de négociation (mars et avril) avec les Cris, puis, à la suite d'une proposition des Cris visant la gouvernance non seulement sur les terres III mais aussi sur les terres II et 1 b, à une dizaine de séances de négociation depuis septembre 2010 en vue d'en arriver à une entente de principe le plus tôt possible.

Ce processus de négociation a exigé ma participation à un très grand nombre de rencontres préparatoires et de suivi avec les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), du ministère de la Justice et du Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) formant l'équipe de négociation. J'ai aussi participé, à ce sujet, à quelques rencontres de travail avec le ministre responsable des Affaires autochtones, certains membres de son cabinet et des fonctionnaires du SAA ainsi qu'à une session de présentation du dossier à certains ministres concernés.

Heenan Blaikie Aubut

3. Le territoire et les ressources

Après avoir d'abord rencontré, en mai 2009, monsieur Ghislain Picard, président de l'APNQL, pour discuter d'une possible collaboration, j'ai exécuté, au cours de l'année 2010 avec l'aide de certains fonctionnaires du Secrétariat aux Affaires autochtones un mandat de réflexion sur les principaux enjeux qui caractérisent les relations entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations non signataires de la convention de la Baie-James et du Nord québécois et de la convention du Nord-Est québécois, au sujet du territoire et des ressources.

Dans l'exécution de ce mandat, j'ai participé à de nombreuses sessions de travail avec les fonctionnaires concernés. Nous avons partagé le résultat de notre réflexion avec un certain nombre de sous-ministres (Justice, MRNF).

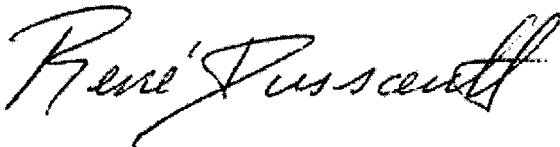
4. Discussions exploratoires avec les représentants de la nation huronne-wendat

Au cours de l'année 2010, j'ai rencontré à trois reprises les avocats représentant la nation huronne-wendat afin de tenter de circonscrire les enjeux, les objectifs et les modalités des discussions qui pourraient avoir lieu entre le gouvernement du Québec et cette nation concernant leur occupation du territoire. J'ai participé en parallèle à de multiples rencontres avec les fonctionnaires concernés en vue d'établir les termes de la discussion qui pourrait s'ouvrir.

Voilà, monsieur le ministre, le compte rendu succinct des travaux que j'ai effectués dans le cadre du contrat apparaissant en rubrique.

Je demeure à votre disposition pour toute information additionnelle et vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Heenan Blaikie Aubut



RD/amr

c. c. M. André Maltais, secrétaire général associé du Secrétariat aux affaires autochtones

Heenan Blaikie Aubut

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

6. Liste de toutes les ententes échues en 2010-2011 ou qui viendront à échéance en 2011-2012, pour chacune des communautés autochtones et échéancier et plan d'action du SAA pour la négociation de leur renouvellement.

RÉPONSE :

Aucune entente non renouvelable n'est échue en 2010-2011 et ne viendra à échéance en 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

7. Liste des contestations devant les tribunaux pour lesquelles l'expertise du secrétariat a été requise par un ministère ou un organisme. Indiquer les montants des poursuites. Liste des frais encourus par le Secrétariat ou par le gouvernement du Québec aux fins de défense en cour de justice dans le cadre de dossiers touchant une ou des communautés autochtones ainsi que l'état de ces dossiers.

RÉPONSE :

Aucun dossier ni frais impliquant le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 140

Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant :
- a) les dates et lieux de ces rencontres;
 - b) les sujets abordés;
 - c) les conclusions des discussions;
 - d) les personnes présentes;
 - e) le suivi accordé à ces rencontres.

RÉPONSE :

Aucune rencontre du Conseil conjoint des élus n'a eu lieu au cours de l'année budgétaire 2010-2011. Aucune somme n'a été déboursée concernant le Conseil conjoint des élus.

Les frais assumés par le gouvernement du Québec pour les cinq rencontres du Conseil conjoint des élus (les rencontres se sont déroulées entre 2003 et 2005) totalisent 9462 \$ (location de salles et frais de traduction simultanée).

Première rencontre

8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant :
- a) Les dates et lieux de ces rencontres

La première réunion du Conseil conjoint des élus a eu lieu à Québec, le 30 octobre 2003.
 - b) Les sujets abordés

La thématique discutée était le territoire et les ressources.
 - c) Les conclusions des discussions

Aux termes de la réunion, cinq éléments de discussion figurent au titre des actions à prendre, soit : concevoir un mécanisme de suivi entre les différents ministères par rapport aux dossiers du Conseil conjoint des élus; rechercher une façon de faire participer à l'occasion le gouvernement fédéral et les autres provinces au Conseil conjoint des élus; préparer les sujets et les buts d'un projet de sommet social et économique; préparer un portrait réel des services à la population autochtone sur et hors réserve pour la rencontre suivante.

d) Les personnes présentes

Les participants du gouvernement du Québec étaient M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Sam Hamad, ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, et M^{me} Nathalie Normandeau, ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme. Du côté autochtone, les participants étaient M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL), M. Lloyd Phillips, assistant-grand chef de Kahnawake et M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites.

e) Le suivi accordé à ces rencontres

N/A

Deuxième rencontre

8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant :

a) Les dates et lieux de ces rencontres

La deuxième réunion du Conseil conjoint des élus a eu lieu le 27 novembre 2003 à Québec (Wendake).

b) Les sujets abordés

La thématique discutée était le territoire et les ressources.

c) Les conclusions des discussions

Il a été convenu :

- que le chef régional de l'APNQL fournisse au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones une proposition quant à la nature d'une forme de forum social et économique et un document sur la cogestion de la décision;
- de confier au Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones et au Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador la responsabilité d'élaborer conjointement les termes et objectifs d'un mandat de recherche devant permettre de dresser un portrait global de tous les aspects des services à la population autochtone sur et hors réserve.

d) Les personnes présentes

Ont participé à cette rencontre M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Pierre Corbeil, ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs, M. Sam Hamad, ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, M. Ghislain Picard, chef régional de l'APNQL, M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites, et M. Jean-Charles Piétacho, chef du Conseil des Innus de Ekuanitshit (Mingan). La ministre déléguée au Développement régional et au Tourisme, M^{me} Nathalie Normandeau, a profité de la réunion pour présenter aux membres du Conseil le projet de loi sur le ministère du Développement économique et régional, lequel crée les Conseils régionaux des élus.

e) Le suivi accordé à ces rencontres

Retour a été effectué sur les engagements pris à la réunion précédente.

Troisième rencontre

8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant :

- a) Les dates et lieux de ces rencontres

La troisième rencontre a eu lieu le 5 février 2004 à Québec.

- b) Les sujets abordés

La thématique discutée était le développement de l'économie et la fiscalité.

- c) Les conclusions des discussions

Il a été convenu de :

- Reporter le bilan des travaux, initialement prévu pour juin 2004, à l'automne 2004;
- Finaliser le document de l'APNQL concernant la cogestion;
- Mettre en œuvre le mandat de recherche : désigner les membres du comité directeur et identifier les secteurs clés;
- Prendre engagement de part et d'autre de relever les perspectives économiques des communautés en s'entendant sur un objectif commun et, à cette fin, d'organiser une rencontre avec le ministre des Finances;
- Mettre sur pied une table permanente de discussion spécifique aux questions fiscales et économiques.

- d) Les personnes présentes

Ont participé à la troisième réunion du Conseil conjoint des élus M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Yves Séguin, ministre des Finances, M. Lawrence Bergman, ministre du Revenu, M. Ghislain Picard, chef régional de l'APNQL, M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites, et M. Daniel Pien, chef du Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon.

- e) Le suivi accordé à ces rencontres

Retour a été effectué sur les engagements pris à la réunion précédente.

Quatrième rencontre

8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant :

- a) Les dates et lieux de ces rencontres

La quatrième rencontre a eu lieu le 6 mai 2004 à Wendake.

- b) Les sujets abordés

La thématique discutée était le développement de l'économie et la fiscalité.

- c) Les conclusions des discussions

Il avait été convenu de:

- tenir, avant la saison estivale, une autre réunion du Conseil conjoint des élus pour faire le bilan;

- mettre sur pied une table conjointe spécifique aux questions économiques;
- que les rencontres de la Table conjointe sur la fiscalité se poursuivront selon un nouvel échéancier, fixé à une rencontre par mois;
- la nécessité de rencontres au niveau politique;
- accueillir favorablement la décision de cesser de taxer, pour le futur, les primes d'assurance automobile pour les véhicules immatriculés sur réserve, mais avec restriction.

d) Les personnes présentes

Ont participé à cette rencontre, M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Michel Audet, ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, M. Lawrence S. Bergman, ministre du Revenu, M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, M. Lloyd Phillips, chef de Kahnawake et M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites.

e) Le suivi accordé à ces rencontres

Retour a été effectué sur les engagements pris à la réunion précédente.

Cinquième rencontre

8. Total des coûts engendrés par la création et le fonctionnement du Conseil conjoint des élus. Fournir aussi la liste des rencontres du Conseil conjoint des élus depuis sa création en indiquant :

a) Les dates et lieux de ces rencontres

La cinquième rencontre a eu lieu le 20 janvier 2005 à Kahnawake.

b) Les sujets abordés

La thématique discutée était le développement de l'économie.

c) Les conclusions des discussions

Il avait été convenu :

- que la partie gouvernementale devait prendre les mesures nécessaires afin de sensibiliser davantage la fonction publique québécoise au rôle du Conseil conjoint des élus et aux valeurs et objectifs de l'engagement politique mutuel;
- de réduire le nombre de réunions du Conseil conjoint des élus;
- de mettre en place un comité formé d'une ou deux personnes pour chacune des parties qui sera chargé d'élaborer une proposition quant à la tenue d'une session de travail d'une ou deux journées qui aura pour objectif de tenter d'identifier les points de rapprochement dans les philosophies respectives des parties;
- de mettre de l'avant le Forum sur le développement économique et social des Autochtones et de créer le comité directeur conjoint dans les meilleurs délais et de déterminer la participation ou non des Inuits;
- que l'APNQL étudie la possibilité de faire connaître officiellement son appui au renouvellement du Fonds de développement pour les Autochtones.

d) Les personnes présentes

Ont participé à cette rencontre, M. Benoît Pelletier, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones, M. Karl Blackburn, adjoint parlementaire du ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, M. Yves Séguin, ministre des Finances, M. Ghislain Picard, chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, M. Lloyd Phillips, assistant-grand chef du Conseil des Mohawks de Kahnawake et M. Raphaël Picard, chef du Conseil de bande de Betsiamites.

e) Le suivi accordé à ces rencontres

Retour a été effectué sur les engagements pris à la réunion précédente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

9. État d'avancement des négociations afin que le gouvernement fédéral contribue à la construction de logements au Nunavik en sus de ceux compris à l'entente quinquennale.

RÉPONSE :

Cette question ne relève pas du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), mais plutôt de la Société d'habitation du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

RÉPONSE :

En 2010-2011, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a participé à la démarche Plan Nord en soutien au ministre responsable, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). En conséquence, le SAA n'a pas d'équipe entièrement dédiée à la démarche Plan Nord, mais il s'agit d'un mandat partagé entre professionnels et gestionnaires qui y emploient une partie de leur temps de travail.

En termes de prévision pour l'exercice 2011-2012, la même approche sera utilisée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01**

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

RÉPONSE :

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) n'a pas de budget spécifique réservé pour la démarche Plan Nord. Seuls les salaires réguliers des personnes qui y participent sont à considérer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

12. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

RÉPONSE :

Aucun

SECTION 3.2

2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones Portefeuille 140 Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du 2^e Groupe d'Opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés du Secrétariat au cours de l'année 2010-2011. Indiquer : **(Annexe 1)**
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
2. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 incluant des détails sur : **(Annexe 2)**
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

SECTION 3.2

3. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, incluant les détails sur : (Annexe 3)
 - a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par les négociateurs externes.
4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2010-2011 : (Annexe 4)
 - a) l'objet des consultations;
 - b) le moyen utilisé;
 - c) les dates des rencontres;
 - d) les communautés et les personnes consultées;
 - e) les résultats des consultations;
 - f) les montants afférents.
5. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2010-2011 : dépôt du mandat et du contrat, de la durée du contrat, des tâches effectuées et d'une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs. (Annexe 5)
6. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations et à la mise en place du Plan Nord. (Annexe 6)
7. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones (FIA), fournir la liste et la nature des projets financés et la liste des projets refusés pour 2010-2011 ainsi que les montants déboursés, et ce pour chaque volet du programme : (Annexe 7)
 - a) développement économique
 - b) garantie de prêt
 - c) infrastructure communautaire
 - d) action communautaire
 - e) soutien à la consultation
 - f) Fournir aussi le nombre de demandes reçues (par volet et par communauté).
8. Concernant le Fonds de développement pour les autochtones (FDA), fournir la liste et la nature des projets financés et la liste des projets refusés pour 2010-2011 ainsi que les montants déboursés. (Annexe 8)
9. Liste des communautés autochtones faisant l'objet d'une entente particulière dans le cadre du Fonds de développement pour les autochtones depuis 2000. (Annexe 9)
10. Liste des projets économiques présentés en 2010-2011 par les administrations autochtones au SAA et état d'avancement des ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets. (Annexe 10)
11. Actions posées et crédits engagés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 auprès des jeunes et des femmes autochtones et prévisions pour 2011-2012. (Annexe 11)
12. Actions posées et crédits engagés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 auprès des Autochtones hors réserve et liste des programmes s'adressant à cette clientèle. Prévisions pour 2011-2012. (Annexe 12)

SECTION 3.2

13. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA. (Annexe 13)
14. Détail de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un éventuel plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc. (Annexe 14)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés du Secrétariat au cours de l'année 2010-2011. Indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.

RÉPONSE :

Voir document joint.

**LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES 2010-2011**

Annexe 1

ENDROIT ET DATE	NOM DE LA FORMATION OU ACTIVITÉ	COÛT \$	NOMBRE DE PARTICIPANTS	NOM DE L'ORGANISME QUI OFFRE LA FORMATION
Québec 2010-04-21	Formation Hors série 2010	990	2	Manuri Formation
Val-d'Or 2010-04-22	Colloque de l'Industrie touristique	300	1	Tourisme Abitibi-Témiscamingue
Québec 2010-04-20	Conférence nationale occupation territoire	144	1	Solidarité rurale du Québec
Québec 2010-04-20 au 2010-06-29	Cours de conversation anglaise	675	1	Collège St-Charles Garnier
Val-d'Or 2010-05-05	Dîner-Conférence "Pourquoi pas en bois?"	54	2	Chambre de Commerce de Val d'Or
Montréal 2010-05-12	Congrès de l'Acfas à l'Université de Montréal	516	2	Association francophone pour le savoir
Québec 2010-05-17 - 2010-05-18	Colloque sur le développement durable et souveraineté dans l'Artique. Quels défis?	675	3	Université Laval
Québec 2010-05-05	Colloque sur la biodiversité et les services écologiques	0	1	Ministère du Développement durable, Environnement et Parcs
Montréal 2010-05-11 au 2010-05-12	Colloque l'émergence d'une société civile autochtone au Québec	189	1	Association francophone pour le savoir
Québec 2010-05-17 au 2010-05-18	Forum "Cercle d'économie sociale autochtone"	140	1	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Québec 2010-05-31	Formation sur l'analyse des états financiers	859	2	Service d'intervention sur mesure (SIM)

**LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS
SÉCRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES 2010-2011**

Annexe 1

ENDROIT ET DATE	NOM DE LA FORMATION OU ACTIVITÉ	COÛT \$	NOMBRE DE PARTICIPANTS	NON DE L'ORGANISME QUI OFFRE LA FORMATION
Québec 2010-06-30	Session de préparation à la retraite	330	1	CARRA
Québec - Sessions automne- hiver	Cours de conversation anglaise	3 085	7	Télelangues International Ltée
Montréal 2010-09-23	États généraux de l'itinérance	432	1	Réseau Solidarité itinérance du Québec
Québec Session hiver 2010	Frais de scolarité - ENAP	1 398	1	École nationale d'administration publique
Montréal 2010-09-27 au 2010-09-28	Forum autochtone sur la gestion des ressources naturelles et du territoire	4 868	2	Insight Information Co
Québec 2010-10-07	Droits des peuples autochtones	95	1	Barreau du Québec
St-Hyacinthe 2011-02-16 au 2011-02-17	Colloque sur la sécurité civile	235	1	Ministère de la Sécurité publique
Wendake 2011-03-15	Colloque des Premières Nations sur le développement durable	50	1	Assemblée des Premières Nations du Québec et Labrador
Québec 2011-03-21	Séminaire autochtone	1 795	1	Insight Information Co

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
 - g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
 - h) le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - i) total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

LES ATIKAMEKS

- a) L'objet des négociations

Dans la négociation avec les Atikamekw, le gouvernement du Québec poursuit notamment les objectifs suivants :

- préciser les droits et les obligations des Atikamekw sur un territoire convenu;
- permettre le développement harmonieux de ce territoire par le gouvernement du Québec;
- permettre aux Atikamekw de participer au développement du territoire et de bénéficier des retombées économiques qui y seront liées.

b) La date des rencontres

Au cours de la période financière 2010-2011, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2010			
14-15 juillet	4-5 août	9-10 septembre	7 décembre
2011			
12-13 janvier	26 -27 janvier	9-10 février	21-22 février
9-10 mars	23-24 mars		

c) L'échéancier des négociations

Les gouvernements du Canada, du Québec et le Conseil de la Nation Atikamekw souhaitent pouvoir convenir d'une entente de principe avant la fin de l'année 2012.

d) La revendication territoriale acheminée officiellement au gouvernement

Cette négociation fait suite à une revendication territoriale globale des Atikamekw.

e) Un état de situation des négociations

Au mois de décembre 2009, la grande chef atikamekw, M^{me} Éva Ottawa a interrompu les négociations en congédiant le négociateur ainsi que le conseiller juridique de la partie atikamekw. Après un an d'interruption des négociations, les négociateurs des trois parties se sont réunis et de concert ont recommandé à leurs mandants de poursuivre les négociations.

Cependant, le gouvernement fédéral se trouvait dans l'impossibilité de négocier dans l'immédiat, car à la suite d'une erreur administrative son mandat n'avait pas été renouvelé. D'un commun accord, il fut décidé que le gouvernement du Québec allait continuer la négociation avec les Atikamekw sur les points n'impliquant pas le fédéral en attendant le renouvellement de son mandat. Il fut également convenu que le gouvernement fédéral assisterait aux séances de négociations en tant qu'observateur.

Cela étant, les résultats des négociations sont encourageants et presque tous les principes des chapitres qui concernent le gouvernement du Québec et les Atikamekw sont convenus. Toutefois, si l'absence du gouvernement fédéral venait à se prolonger, cela affecterait significativement la conclusion d'une entente de principe en 2012, car en son absence plusieurs clauses et non les moindres ne peuvent pas être abordées.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e Henri Grondin.

Personnes présentes : M^e Henri Grondin était assisté à la table centrale par M^{me} Félicité Belisimbi (SAA) et par M^e Sabrina Fava (ministère de la Justice). Les personnes-ressources suivantes ont été appelées au besoin : MM. Yvon Boilard, Moncef Bouaziz, Pierre Morin, Gilles Lavoie et Hugo Jacqmain (MRNF), M. Daniel Berrouard (MDDEP) et Jessy Baron (MAMROT).

- g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M. Luc Beaudry (AINC).

Personnes présentes : M^e Geneviève Thériault (Justice Canada), M^e Elizabeth Pigeon, M. Patrick Barthold, M^{me} Claire Brouillet et M. Benoit Chartrand du AINC.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Simon Awashish.

Personnes présentes : M. Mario Chachai, M^{me} Judith Ottawa, M^{me} Sandra Vaillancourt et M^e Paul Dionne.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS

- a) L'objet des négociations

Dans la foulée de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istche signée en février 2008, le Québec a accepté, à la demande des parties, de participer à des négociations tripartites en vue de la création d'un gouvernement régional cri sur le territoire de la baie James. Quelques rencontres ont eu lieu en 2010-2011.

- b) La date des rencontres

Les rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : 1^{er} octobre 2010, 4 mars 2011 et 25 mars 2011.

- c) L'échéancier des négociations

Selon les termes de l'entente entre le gouvernement fédéral et les Cris, il est prévu que la négociation s'étale sur une période de trois à cinq ans. Cet échéancier pourra toutefois être prolongé sur accord de ces parties.

- d) La revendication territoriale acheminée officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas. Les discussions ne remettent pas en cause le régime territorial prévu dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

- e) Un état de situation des négociations

Les négociations avancent lentement, les Cris n'ayant pas encore bien défini les structures de gouvernance qu'ils souhaitent créer ni l'étendue des responsabilités qu'ils veulent assumer.

Ces négociations sont par ailleurs reliées aux résultats des négociations bilatérales avec le Québec, sur lesquelles les Cris ont choisi de mettre l'emphase en vue de résoudre le différend relatif à la gestion municipale et aux rôles des diverses instances régionales sur le territoire de la baie James.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e René Dussault.

Personnes présentes : M^e René Dussault est accompagné à la table par M^{me} Marie-José Thomas et M. Michel Mongeau (SAA).

- g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M^e Jean Bazin.

Personnes présentes : M^{mes} Guylaine Ross, Rachel Dubois, Marianne Kroes, Anne Huxtable, Chantal Boisvert, Annie Carrier et M. Eddy Jenniss.

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Bill Namagoose.

Personnes présentes : M. Abel Bosum, M^e John Hurley, M. Denis Blanchette, M. David Heritage, M. Brian Craik, M. Norm Hawkins.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

- a) L'objet des négociations

Au cours des années, les négociations territoriales globales avec la nation innue se sont déroulées parfois au sein d'une table centrale regroupant l'ensemble des communautés, parfois en groupes distincts.

Des tables de négociations ont existé avec l'Assemblée Mamu Pakatatau Mamit (Mingan, La Romaine et Pakua Shipi) et la Corporation Ashuanipi (Uashat mak Mani-Utenam et Matimekoshe), mais elles n'ont pas été actives dans le courant des dernières années.

La négociation avec le Conseil tribal Mamuitun, qui comprend les communautés d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Natashquan est actuellement la seule table de négociation active. La communauté de Betsiamites s'est retirée de cette négociation et privilégie les recours aux tribunaux.

Dans la foulée de l'Approche commune signée en 2000, les gouvernements du Québec et du Canada ont signé une Entente de principe d'ordre général avec le Conseil tribal Mamuitun (CTMN), le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre au futur traité et porte notamment sur la reconnaissance des droits, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés.

b) La date des rencontres

Pour l'année 2010-2011, avec le regroupement Mamuitun (Mashteuiatsh, Essipit et Natashquan) :

2010			
15 avril	29 avril	13 mai	20 mai
26 mai	1-2 juin	9 juin	16-17 juin
15 septembre	6 octobre	16 et 17 novembre	2 décembre
9 décembre			
2011			
13 janvier	18 et 19 janvier	2 février	16 février
9 mars			

c) L'échéancier des négociations

L'objectif est d'en arriver le plus rapidement possible à un traité.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement du Québec

La revendication territoriale globale a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

L'Entente de principe d'ordre général (EPOG) a été signée par le Québec, le Canada et les Innus de Mamuitun, le 31 mars 2004. Depuis, le Québec, le Canada et les communautés innues du Conseil tribal Mamuitun mak Nutakuan (Mashteuiatsh, Essipit et Nutakuan) poursuivent leurs discussions pour en arriver à un traité.

Les négociations ont été suspendues d'avril à septembre 2010 en raison d'un changement de négociateur pour le gouvernement fédéral. Un nouveau négociateur, M^e André Bourgeois, a été nommé en août 2010.

Dès l'automne 2009, le gouvernement fédéral a exposé à la partie innue qu'il souhaite revoir la formule de reconnaissance des droits dans le futur traité et imposer la parité avec l'ensemble des Canadiens en matière de fiscalité. À l'automne 2010, le gouvernement fédéral a réaffirmé que cet enjeu devait être discuté de façon prioritaire à la table de négociation.

Des discussions entre le Conseil tribal Mamuitun mak Nutakuan et le Québec ont eu lieu. Plusieurs discussions ont porté sur la participation réelle et plus précisément sur un projet d'entente complémentaire sur le plan de gestion de l'original. Un projet d'entente complémentaire sur la chasse à l'original a été conclu en juin 2010. Des discussions ont également porté sur la pratique des activités traditionnelles des Innus (Innus Aitun) prévue au chapitre 5 de l'EPOG.

Simultanément, une proposition de modification de l'Innu Assi d'Essipit a été présentée aux maires de la MRC de la Haute-Côte-Nord. Des discussions sont en cours en région à ce sujet.

Il est prévu que les négociateurs du Québec et des Innus continuent de négocier, dans le courant des prochains mois, les projets d'ententes complémentaires en lien avec la participation réelle et le chapitre 5 sur Innu Aitun (activités traditionnelles).

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec.

M ^e L. Yves Fortier	Négociateur, Ogilvy-Renault
M ^e Jean G. Bertrand	Négociateur, Ogilvy-Renault
M ^e Pierre-Christian Labeau	Négociateur adjoint, Ogilvy-Renault
M. François-Xavier Perron-Maranda	Conseillers, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Frédéric Desrosiers	
M. Frédéric Schautaud	
M ^{me} Julie Cyr	
M ^e Hugues Melançon	Ministère de la Justice
M ^e Geneviève Verreault-Tremblay	
M. Georges-Henri Gagné	Représentant des régions
M. Pierre Rousseau	Délégué, Côte-Nord
M. Luc Imbeault	Coordonnateur, Côte-Nord
M. Germain Simard	Délégué, Saguenay-Lac-Saint-Jean
M. Alain Belley	Coordonnateur, Saguenay-Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur
M ^{me} Nathalie Aubin	AINC, négociatrice adjointe
M ^e Geneviève Thériault	Justice Canada
M. Bruno Marion	AINC

- h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Conseil tribal Mamuitun

M. Carl Nepton (démission le 31 mars 2011)	Négociateur
M ^e François Tremblay	Conseiller juridique
M ^e Natacha Leclerc	Conseillère juridique
M. Carl Cleary	Mashteuiatsh
M. Florent Bégin	Mamuitun
M. Mathias Mestanapéo	Nutakuan
M. Sylvain Ross	Essipit
M. Alain Nepton	Mamuitun
M ^{me} Louise Nepton	Mamuitun

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INUITS

Négociation sur une nouvelle forme de gouvernement au Nunavik

- a) L'objet des négociations

Négociation entre le gouvernement du Québec, la Société Makivik et le gouvernement fédéral (ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada) pour en arriver à une entente finale sur la fusion de certaines institutions et la création du gouvernement régional du Nunavik.

Négociation qui donne suite à l'Entente de principe signée le 5 décembre 2007 au salon rouge de l'Assemblée nationale par le Québec, les Inuits et le gouvernement fédéral pour lancer la négociation d'une entente finale sur la création du gouvernement régional du Nunavik.

- b) Les dates des rencontres

Sessions de négociation – En 2009 : 22-23-24 avril, 13-14 mai, 16-17 juin, 18-19 août, 24-25 septembre, 14-15 octobre, 12-13 novembre, 9-10 décembre; en 2010 : 19-20 janvier, 17 février, 18 mars, 28 avril, 1^{er} juin, 17-18 août, 29-30 septembre, 18-19-20 octobre, 1-2-3 novembre et 3-10-17 décembre; en 2011 : 4-11-13-18-25 janvier.

Parallèlement à ces sessions de négociation, environ 160 rencontres de travail impliquant divers ministères du Québec et organismes nordiques se sont tenues entre janvier 2008 et février 2011 pour alimenter la table de négociation en développant certains aspects du projet d'entente finale.

c) L'échéancier des négociations

Négociation terminée. La table de négociation a complété le texte définitif de l'entente finale à la fin de janvier 2011. Par la suite, il est prévu que le processus de ratification de l'entente finale par le Québec, les Inuits et le Canada (qui comprend un référendum au Nunavik le 27 avril 2011) se déroulera au cours de la première moitié de 2011 de façon à en arriver à la signature de l'entente au cours de cette année.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas

e) Un état de situation de la négociation

Négociation terminée (voir le point c).

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Fernand Roy (MCE, SAA) négociateur pour le gouvernement du Québec;
- M^{me} Geneviève Masse (MDEIE);
- M. Hugo Barnabé (MCE, SAA) jusqu'en mars 2010;
- M. Richard Garand (SAA), pour les discussions avec les Naskapis (jusqu'en février 2009);
- M^e Geneviève Verreault-Tremblay (MJQ), à partir du printemps 2010.

g) Le nom du négociateur pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Richard Budgell, négociateur fédéral, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{me} Rachel Dubois, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M^{me} Minnie Grey, négociatrice pour la Société Makivik;
- M. Harry Tulugak, négociateur pour la Société Makivik;
- M. Paul Bussières, Société Makivik;
- M. Michael McGoldrick, Société Makivik;
- M. Jean-François Arteau, Société Makivik;
- M. Roch Taillefer, Société Makivik;
- M. François Dorval, Société Makivik.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour des négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

I. Négociations dans le cadre du « *NI Process* »

Au printemps 2006, le gouvernement du Québec a accepté de négocier avec le gouvernement du Canada et les Micmacs, un processus de discussions permettant de poursuivre le dialogue entre les parties afin d'identifier des sujets d'intérêt commun pouvant faire l'objet d'une négociation ultérieure. Ce processus est communément appelé « *NI Process* ». Il s'agit d'un processus dont le but ultime est de favoriser les relations harmonieuses entre Autochtones et non-Autochtones sur le territoire. Le *NI Process* fut signé en 2008 et dans le cadre de ce processus les parties sont en train de négocier deux ententes, à savoir l'entente tripartite sur la consultation et une entente-cadre.

1. L'entente tripartite sur la consultation

a) L'objet des négociations

Le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada négocient avec les communautés micmaques du Québec afin d'établir un processus de consultation, que le Canada ou le Québec pourrait utiliser pour remplir leur obligation constitutionnelle de consulter. Cette entente établira les modalités de participation des trois communautés micmaques à travers l'unité de la consultation et de l'accommodement du Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. Le processus prévu est facultatif et n'empêche pas les parties d'entreprendre des consultations indépendamment de ce processus ni de conclure d'autres ententes en matière de consultation.

b) Les dates des rencontres

2010			
21 avril	26 mai	16 juin	7 octobre
16 novembre	6 décembre		
2011			
24 janvier	23 février	16 mars	

c) L'échéancier des négociations

La signature de l'entente est prévue à l'automne 2011.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le projet d'entente est convenu entre les parties et il est en révision juridique. Dans les prochains mois, les négociateurs des trois parties vont parapher le projet d'entente et le soumettre à leurs autorités pour approbation.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M. Denis Lapointe (SAA)
Personnes présentes : M^{mes} Félicité Belisimbi (SAA), Natacha Lavoie (MJQ) et Geneviève Massicotte (MRNF).

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M^{me} Ritu Sood (AINC)
Personnes présentes : M^{mes} Kim Lepage(AINC), Johanne Chambers (AINC) et Marianne Kroes (Justice Canada).

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Troy Jerome
Personnes présentes : M^{mes} Terri Lynn Morrison, Tanya Barnaby et M^e Richard Jeannotte.

i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilées

Voir à la fin de la réponse.

2. L'entente-cadre

a) L'objet des négociations

Dans le cadre de cette négociation qui découle du *NI Process*, les parties ont pour objectif commun de :

- Renouveler et renforcer leur relation dans la paix et l'amitié fondée sur la réconciliation et la coexistence.
- Identifier les enjeux et les intérêts respectifs de chaque partie et mettre en place un cadre qui permettra la négociation des ententes ultérieures sur les sujets déjà identifiés.

b) Les dates des rencontres

2010			
20 avril	27 mai	17 juin	7 octobre
17 novembre	6 décembre		
2011			
25 janvier	24 février	17 mars	

c) L'échéancier des négociations

L'objectif des parties est que la cérémonie de signature de l'entente ait lieu le 15 juillet 2011, jour de l'assemblée générale Mi'gmawei Mawiomi.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

La présente négociation s'inscrit dans la volonté du gouvernement du Québec d'avoir des relations harmonieuses avec les communautés micmaques. Conjointement, les parties ont identifié 7 sujets d'intérêt commun sur lesquels porteront les négociations futures. Ces ententes futures pourront être bipartites ou tripartites selon la volonté des gouvernements ainsi que leurs champs de compétences. Par contre, l'identification de ces sujets n'est pas un engagement pour les parties de conclure les ententes et rien n'empêchera les parties de conclure des ententes sur les sujets non identifiés dans l'entente-cadre.

Les parties sont en train de finaliser le projet de l'entente avant de commencer le processus d'approbation. Par ailleurs, les parties ont déjà prévu d'avoir des discussions exploratoires qui leur permettraient de définir le contenu des ententes découlant de cette entente-cadre. Lors de ces discussions, différents ministères seront mis à contribution.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M. Denis Lapointe (SAA)
 Personnes présentes : M^{mes} Félicité Belisimbi (SAA), Natacha Lavoie (MJQ) et Geneviève Massicotte (MRNF).

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Nom du négociateur : M^{me} Ritu Sood (AINC)
 Personnes présentes : M^{mes} Kim Lepage(AINC), Johanne Chambers (AINC) et Marianne Kroes (Justice Canada).

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Troy Jerome

Personnes présentes : M^{me} Terri Lynn Morrison et M^e Richard Jeannotte.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilées

Voir à la fin de la réponse.

II. L'entente de principe sur l'autonomie gouvernementale de Gespeg

- a) L'objet des négociations

L'objectif du projet d'entente de principe est d'énoncer les principes et les éléments fondamentaux qui serviront de base pour la négociation de l'entente finale portant sur l'autonomie gouvernementale de Gespeg.

- b) Les dates des rencontres

2010		
14 octobre (conférence téléphonique)	17 novembre	22 décembre (conférence téléphonique)
2011		
7 février (conférence téléphonique)	24 février	29 mars (conférence téléphonique)

- c) L'échéancier des négociations

Le dépôt du projet d'entente au Conseil des ministres pour approbation est imminent. Le 21 juin 2011 est la date souhaitée pour la signature.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

- e) Un état de situation des négociations

La communauté micmaque de Gespeg n'a pas acheminé de revendication territoriale au gouvernement du Québec. Le gouvernement du Québec participe à cette négociation en vertu de ses orientations en matière d'affaires autochtones, notamment la conclusion d'ententes avec les nations autochtones leur assurant l'exercice du droit à l'autonomie au sein du Québec.

Le 24 février 2011, les négociateurs ont paraphé l'entente de principe sur l'autonomie gouvernementale de Gespeg. La signature de l'entente par les mandants est prévue le 21 juin 2011. Toutefois, si cet objectif ne peut pas être atteint pour diverses raisons, la signature sera remise au début de l'automne 2011.

- f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures

Négociateur : M. Denis Lapointe (SAA)

Personnes présentes : M^{mes} Félicité Belisimbi (SAA) et Natacha Lavoie (ministère de la Justice).

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Négociatrice : Guylaine Ross (AINC)

Personnes présentes : M^{mes} Rachel Dubois (AINC), Chantal Boisvert (AINC), Stacey Kaazan (AINC) et M. Pierre Luc Lavoie (Justice Canada).

- h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Négociateur : M^e Richard Jeannotte

Personnes présentes : M^{me} Marie Lise Bastien et M. Michel Vezina.

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilées

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS D'AKWESASNE

La table intergouvernementale Canada/Québec/Ontario/Akwesasne

- a) L'objet des négociations

La négociation d'accommodements dans les secteurs de la santé et de la justice.

- b) La date des rencontres

Négociation en matière de santé.

Des rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : le 2 mars et le 30 juin 2010.

Négociation en matière de justice.

Des rencontres ont eu lieu aux dates suivantes : 30 juin et le 26 octobre 2010.

- c) L'échéancier des négociations

Aucune session de négociation n'est à l'ordre du jour pour le moment. Voir le point e). Toutefois, il serait souhaitable que des accommodements soient convenus dans le secteur de la santé d'ici la fin de l'année financière 2011-2012.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En matière de santé, le Conseil des Mohawks d'Akwesasne (CMA) recherche des mesures d'accommodement afin de contrer les difficultés de recrutement liées aux exigences linguistiques pour les professionnels de la santé. De plus, Akwesasne souhaiterait que la responsabilité des interventions du Québec en santé publique pour l'ensemble du territoire canadien de la réserve d'Akwesasne soit confiée à l'Ontario.

En matière de justice, Akwesasne a manifesté le souhait que les gouvernements reconnaissent le tribunal d'Akwesasne (« Mohawk court ») instauré en vertu de l'article 107 de la *Loi sur les Indiens*.

Les discussions des deux sous-tables se poursuivront lors d'une prochaine rencontre.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Jacques Paquet

MSSS : M. Marc Foisy, M^{me} Valérie Boudreault

MJQ : M. Jacques Prigent

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M^{mes} Monique Doiron et Anne Murphy, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M^{mes} Dona Barnaby et Trish Foley, ministère de la Santé du Canada.

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Mike Mitchell, grand chef

M. Brian David, chef

M^{me} Julie Phillips-David, chef

M^{me} Louise Thompson, chef

M^{me} Karen Loran, chef

M^{me} Florence Phillips, chef

M^{me} Joyce King-Mitchell, directrice de la justice

M^{me} Sakakohe, directrice de la santé

M^{me} Wendy Adams, coordinatrice « édification de la nation » (nation building)

M. Gilbert Terrance

- i) Total des coûts engendrés par les négociations ventilées

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

Négociation tripartite de la revendication particulière des Mohawks de Kahnawake sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis

- a) L'objet des négociations

Cette négociation entre le gouvernement du Canada, le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec vise à régler la revendication des Mohawks de Kahnawake sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis.

Les Mohawks de Kahnawake revendiquent un droit de propriété sur ces terres et reprochent au gouvernement fédéral certains manquements quant à la gestion de ces terres. Le gouvernement fédéral a accepté de négocier un règlement qui pourrait comprendre une composante financière et une composante « terres ». Le gouvernement du Québec a accepté de se joindre à cette négociation vu la composante « terres ».

- b) La date des rencontres

Une rencontre entre les équipes de négociation du Québec et du Canada a eu lieu le 27 janvier 2011.

Une rencontre trilatérale entre les négociateurs du Québec, du Canada et de Kahnawake a eu lieu le 10 août 2010.

- c) L'échéancier des négociations

L'échéancier de cette négociation est fixé par les deux parties que sont le Canada et Kahnawake. Ces parties ont signé un protocole de négociation en novembre 2005 et ce protocole a été renégocié puis signé à nouveau entre le Canada et Kahnawake le 10 juin 2010.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas puisqu'il s'agit d'une revendication particulière acheminée par la partie autochtone au gouvernement fédéral.

- e) Un état de situation des négociations

Le 16 juin 2003, le Canada offrait à Kahnawake de négocier un règlement de leur revendication sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis dans le cadre de sa politique sur les revendications particulières. Ces terres sont contigües à la réserve de Kahnawake. Le Canada et Kahnawake ont invité le Québec à se joindre à la table de négociation le 23 novembre 2005. Le 6 février 2008, le Québec acceptait cette invitation à certaines conditions. Depuis ce temps, les pourparlers entre les négociateurs portaient davantage sur les protocoles de négociation et sur la manière dont le Québec se joindrait à la table que sur des hypothèses de règlement. Le 10 juin 2010, les échanges entre le négociateur du Canada et le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, leur ont permis de renouveler un protocole

de négociation auquel le Québec n'est pas lié. Le 10 août 2010, le Québec a signifié par écrit son adhésion à la partie du protocole qui porte sur la confidentialité des discussions et la participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake. La participation du Québec a été acceptée et confirmée par écrit par le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, le 13 août 2010 à la suite de la première réunion tripartite qui a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Lors de cette rencontre le négociateur fédéral, M^e John Lemieux, a accepté la participation du Québec mais il ne l'a pas encore confirmé par écrit. La rencontre du 10 août 2010 a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion tripartite officielle ne s'est tenue depuis. Des rencontres bipartites ont toutefois eu lieu occasionnellement entre le Canada et Kahnawake, la dernière datant du 22 mars 2011, pour discuter des questions qui les intéressent, mais qui ne concernent pas le Québec, comme la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement. Toutefois, un certain nombre d'échanges en bilatéral ont eu lieu d'une part entre les représentants du Québec et ceux du Canada, et d'autre part entre le grand chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, et le négociateur du Québec à propos de la contribution attendue du Québec à la négociation. Une rencontre avec les maires de la MRC de Roussillon pour les informer de l'état d'avancement de la négociation devait avoir lieu le 23 mars 2011, mais la rencontre aura plutôt lieu le 27 avril prochain.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. Daniel Gagnier, négociateur / facilitateur;
- M. Louis Bernard, négociateur adjoint jusqu'au 31 décembre 2010;
- MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe, Secrétariat aux affaires autochtones;
- M^e Geneviève Verreault-Tremblay, ministère de la Justice du Québec.

- g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

- M. John Lemieux, négociateur fédéral;
- M. Stéphane Roberge, remplacé à l'été 2010 par M. Luc Beaudry, Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{mes} Marie-France Gravel, Affaires indiennes et du Nord Canada;
- M^{me} Sophie Picard, ministère de la Justice Canada.

- h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

- M. Michael Delisle, négociateur pour Kahnawake, accompagné d'un nombre variable de conseillers mohawks.

Coût total pour l'ensemble des négociations tripartites

- i) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par les négociateurs externes

Employés du SAA	263 077 \$	(salaires et frais de déplacements et d'hébergement)
-----------------	------------	--

Négociateurs externes	1 361 682 \$	(honoraires et frais de déplacements et d'hébergement)
-----------------------	--------------	--

1 624 759 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

3. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2010-2011, incluant les détails sur :
- a) l'objet des négociations;
 - b) la date des rencontres;
 - c) l'échéancier des négociations;
 - d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
 - e) un état de situation des négociations;
 - f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures;
 - g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
 - h) total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

Négociation dans le cadre d'un mandat du Conseil des ministres, en date du 26 mai 2010

a) L'objet des négociations

La négociation d'un protocole d'entente portant sur les partenariats à développer entre Lac-Barrière et le gouvernement du Québec pour le développement social et économique de la communauté.

b) Les dates des rencontres

Négociations sur l'électrification de la réserve

Vingt sessions de négociation, d'une durée d'une demi-journée à une journée complète ont eu lieu entre le 26 mai 2010 et le 17 mars 2011. Ces sessions ont porté notamment sur l'éventuel raccordement électrique de la réserve de Lac-Rapide au réseau d'Hydro-Québec, sur la rédaction d'une entente entre le gouvernement fédéral et provincial à cet effet, sur la possibilité de la mise en place d'un centre de la petite enfance pour la communauté de Lac-Barrière, sur la possibilité d'accéder à des formations d'assistant garde-

chasse et de garde-chasse ainsi qu'à des emplois au sein de la Société des établissements de plein-air du Québec. D'autres sessions ont porté sur les questions du processus d'harmonisation en matière de foresterie, de la mise en place d'un bureau de ressources naturelles à Lac-Barrière.

c) L'échéancier des négociations

Diverses sessions de négociation sont à prévoir au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le projet protocole d'entente portant sur l'agrandissement et l'électrification de la réserve, la mise en place d'un centre de la petite enfance, sur l'accès à des emplois et à de la formation professionnelle et sur la foresterie est toujours en phase d'approbation par les deux parties.

L'harmonisation des activités forestières suit son cours. Le SAA offre son soutien au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), en accompagnant sur le terrain leur représentant et en rencontrant les différentes familles touchées par les secteurs de coupe forestière pour la saison 2011-2012.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copies des contrats et des factures

M. Lucien-Pierre Bouchard, directeur des Relations et du suivi des ententes au SAA, est le représentant du gouvernement du Québec auprès de la communauté de Lac-Barrière.

Le SAA coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Lucien-Pierre Bouchard, M^{me} Patricia Lévesque, M^{me} Sylvie Poudrier

MRNF : MM. Vincent Larin, Denis Bouillon, Benoit Levert, Harold Eriksen

MFA : M. David Dubois, M^{me} Dominique Bélanger, M^{me} Véronique Bélisle

HQ : MM. Mathieu Boucher et Dany Nepton

Sépaq : MM. Frédéric Lussier et Jean-Charles Morin

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

MM. Hector Jérôme, Chad Thusky, Steve Wawatie, Simon Whiteduck, Jules Papatie ainsi que M^{mes} Anida Decoursay et Wanda Thusky.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS - WINNEWAY

Négociation dans le cadre de l'Entente-cadre signée avec la communauté algonquine de Longue-Pointe (Winneway) le 14 février 2008

- a) L'objet des négociations

La négociation d'ententes sectorielles sur la foresterie, la sécurité publique et l'assise territoriale de la communauté.

- b) Les dates des rencontres

Négociations en matière de foresterie

Aucune rencontre de négociation n'a eu lieu au cours de l'année 2010-2011. Cependant, une rencontre de travail s'est tenue le 24 mars 2011 entre la nouvelle conseillère juridique de Winneway et un représentant du SAA, en présence du médiateur M. Jean-Charles Coutu. Cette rencontre avait pour but d'expliquer les modifications devant être apportées au projet d'entente pour qu'il soit acceptable au gouvernement du Québec.

Négociation en matière de sécurité publique.

Une rencontre a eu lieu le 25 novembre 2010, en présence du médiateur, entre le nouveau chef de Winneway, M. Leonard Polson, et un représentant du ministère de la Sécurité publique.

Négociation en matière d'assise territoriale

Cinq rencontres de négociation tripartite (Québec, Winneway, Canada) ont eu lieu depuis la relance du processus, soit le 7 et le 30 juillet, le 8 novembre, le 8 décembre 2010 et le 19 janvier 2011.

Trois rencontres de négociation bilatérale (Québec, Winneway) ont eu lieu depuis la relance du processus, soit le 8 et le 30 novembre 2010 et le 19 janvier 2011.

- c) L'échéancier des négociations

Aucune session de négociation n'est à l'ordre du jour pour le moment. Voir le point e). Toutefois, il serait souhaitable que les négociations dans les trois secteurs soient conclues d'ici la fin de l'année financière 2011-2012.

- d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le projet d'entente portant sur l'harmonisation des activités forestières est toujours en phase d'approbation par les deux parties. Cependant, sur le terrain, les parties appliquent déjà le processus qui y est prévu.

Quant à l'assise territoriale, le 20 mai 2010, les membres du conseil de bande de Winneway ont adopté une résolution par laquelle ils acceptent d'amorcer les discussions en vue de la création d'une réserve. Le Québec demande maintenant à Winneway d'identifier le contour de son assise territoriale en vue de lui conférer le statut de réserve indienne. Le Québec demeure en attente d'une proposition de la communauté sur la question.

Les négociations sont actuellement suspendues, car le gouvernement fédéral a décidé de ne pas participer à la création d'un corps de police, en raison d'un manque de disponibilités budgétaires et de la problématique en ce qui concerne la juridiction des policiers au regard du statut du territoire de Winneway (établissement indien plutôt que réserve indienne).

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copies des contrats et des factures

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) coordonne ce dossier de négociation qui implique divers ministères. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA :	M. Jacques Paquet
MRNF :	M. François Dupuis, M ^{me} Geneviève Paiement-Paradis, M ^{me} Geneviève Massicotte; M. Luc Baril
MAMROT :	M. Jesse Baron
MSP :	M ^{me} Pascale Tremblay

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

M. Steeve Mathias	Chef de la communauté de Winneway jusqu'au 11 octobre 2010
M. Leonard Polson	Chef de la communauté de Winneway, assermenté le 12 octobre 2010
M ^e Paul Dionne	Conseiller juridique de la communauté, jusqu'au 11 octobre 2010
M ^e Elisabeth Patterson	Conseillère juridique de la communauté, jusqu'au 11 octobre 2010
M. Gordon Polson	Conseiller spécial de la communauté, depuis le 12 octobre 2010

h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS

a) L'objet des négociations

Un mécanisme de résolution rapide d'un différend soulevé par les Cris concernant des modifications législatives apportées en 2001 à la *Loi sur le développement de la région de la baie James* a été mis en place vers la fin de février 2010, sous l'égide du Comité de liaison permanent de la Paix des braves.

Les modifications législatives en cause ont eu pour effet de transférer la gestion municipale du territoire public de la Société de développement de la Baie-James (SDBJ) aux élus locaux. Les Cris ont invoqué l'illégalité de ces modifications législatives et ont demandé la création d'une nouvelle structure de gestion municipale au sein de laquelle ils seraient représentés avec les Jamésiens. Les négociations visent à trouver une solution afin que tous les résidents autochtones et non autochtones développent un meilleur esprit de collaboration pour mieux assurer le développement du territoire. La Municipalité de Baie-James sera consultée sur les modifications de structures qui seront envisagées.

Le mandat de la Table Cris-Québec mise en place à cette fin consiste à convenir d'une entente de principe sur la gouvernance du territoire de la baie James avant la fin du mois d'avril 2011.

b) Les dates des rencontres

En 2010-2011, 14 rencontres ont eu lieu, aux dates suivantes : 15 avril, 23 septembre, 8 octobre, 4 novembre, 17 novembre, 2 décembre 2010, 13 janvier, 27 janvier, 10 février, 23 février, 10 mars, 17 mars, 24 mars et 31 mars 2011.

c) L'échéancier des négociations

Des rencontres se sont tenues toutes les deux semaines au cours de l'automne 2010 et ont maintenant lieu sur une base hebdomadaire dans le but de trouver une solution au dossier à l'intérieur de la période prévue.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions intensives des derniers mois devraient permettre aux parties de convenir d'une entente de principe avant la fin du mois d'avril 2011. Des discussions devraient se poursuivre en vue de conclure une entente finale en 2012.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Nom du négociateur : M^e René Dussault.

Personnes présentes : M^e René Dussault est accompagné à la table par M^{me} Marie-José Thomas et M. Michel Mongeau (SAA), par M^{me} Linda Morin et M. Jean Gagnon (MAMROT) et par M. François Dupuis (MRNF).

- g) Le nom du négociateur pour la nation autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Nom du négociateur : M. Abel Bosum.

Personnes présentes : M. Bill Namagoose, M^{es} John Hurley et Paul Wertman.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS DE MATIMEKOSH-LAC-JOHN

- a) L'objet des négociations

Face aux tensions vécues à Matimekosh-Lac-John au cours de l'été 2010, le gouvernement a procédé à la nomination d'un négociateur-facilitateur. Son mandat consiste à créer un lieu d'échanges afin de recevoir les doléances et attentes des membres de la communauté, discuter de pistes de solution afin de favoriser le développement harmonieux du territoire, d'établir une relation d'écoute et d'affaires avec les représentants de la communauté. Le négociateur-facilitateur doit aussi évaluer et proposer des solutions nécessaires à la conclusion d'ententes sur les répercussions et avantages entre la communauté et les promoteurs miniers.

- b) La date des rencontres

Une rencontre regroupant les représentants du Québec et des communautés innues de Matimekosh-Lac-John et de Uashat-Maliotenam s'est tenue les 19 et 20 août 2010.

Le 20 septembre dernier, une rencontre a eu lieu afin de préciser les attentes de la partie innue au regard des suites à donner aux engagements pris le 20 août.

Plus récemment, une rencontre s'est tenue le 26 janvier 2011.

Outre ces rencontres, le négociateur-facilitateur et le chef de la communauté ont maintenu un contact permanent par le biais de conférences téléphoniques.

- c) L'échéancier des négociations

N/A

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

N/A

e) Un état de situation des négociations

Grâce à l'ensemble des engagements convenus entre le gouvernement du Québec et les Innus de Matimekosh-Lac-John, la barricade a été levée et les promoteurs miniers ont pu reprendre leurs activités. Les discussions entre la communauté et les promoteurs à l'égard d'ententes sur les répercussions et avantages ont aussi repris. Matimekosh-Lac-John a d'ailleurs désigné une équipe devant mener ces négociations.

Les discussions concernant la suite à donner aux engagements se poursuivent entre le gouvernement du Québec et les représentants de la communauté. Il a été convenu que des efforts seraient déployés afin de s'assurer que la population de Matimekosh-Lac-John puisse profiter des opportunités qui se présenteront dans la région.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures.

M. Daniel Gagnier	Négociateur/facilitateur
M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

M. Réal McKenzie	Chef de Matimekosh-Lac-John
M. Pierre Dozois	BCF Avocats
M. Nadir André	BCF Avocats
M. Michel K. Landry	Deloitte

h) Total des coûts engendrés par les négociations.

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS DE UASHAT-MALIOTENAM

a) L'objet des négociations

Cette négociation entre les représentants du gouvernement du Québec et ceux de la communauté innue de Uashat-Maliotenam visait à trouver des solutions aux préoccupations des membres de la communauté à l'égard des impacts du développement économique généré par divers projets de développement situés sur le Nitassinan de la communauté, notamment les projets miniers des régions de Schefferville et de Fermont ainsi que le projet de raccordement du complexe la Romaine.

b) La date des rencontres

Le 16 janvier 2011, une rencontre a permis de définir les engagements du gouvernement du Québec.

Le 21 février 2011, une rencontre a permis de préciser les attentes des Innus face à ces engagements.

c) L'échéancier des négociations

N/A

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

N/A

e) Un état de situation des négociations

La négociation a facilité la reprise des discussions entre Hydro-Québec et les Innus de Uashat-Maliotenam en vue de convenir d'une entente de principe et d'une entente finale visant entre autres le projet de raccordement au complexe la Romaine et de régler hors cour certains litiges opposant la communauté au gouvernement du Québec.

Les discussions se poursuivent afin de clarifier les attentes des Innus face aux engagements du gouvernement, et de traduire ceux-ci en mesures concrètes.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures.

M. Daniel Gagnier	Négociateur/facilitateur
M ^{me} Marie-José Thomas	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone.

M. Rosario Pinette	Négociateur
M. James O'Reilly	O'Reilly et associés
M. Jean-François Bertrand	Jean-François Bertrand, avocats

h) Total des coûts engendrés par les négociations.

Voir à la fin de la réponse.

LES INUITS

Négociation pour modifier l'Entente Sivunirmut (Modification n° 7)

a) L'objet des négociations

Négociation entre le gouvernement du Québec et l'Administration Régionale Kativik (ARK) pour modifier un des mandats de l'ARK en vertu de l'Entente Sivunirmut (mise en œuvre d'un schéma de couvertures de risques en matière de prévention incendie)

b) Les dates des rencontres

Quelques rencontres tenues entre juillet et novembre 2010 entre le SAA, le MSP et l'ARK. La plupart des rencontres se sont faites par le biais d'échanges téléphoniques.

c) L'échéancier des négociations

Négociation terminée, voir point e).

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Négociation terminée et entente modificatrice signée le 8 octobre 2009.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est porteur de ce dossier de négociation qui implique le MSP. Les représentants suivants ont participé à toutes ou à certaines rencontres indiquées au point b) :

SAA : M. Fernand Roy.

MSP : M. Richard Coleman et M^{me} Mélanie Savoie.

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Les représentants suivants ont participé à toutes ou à la plupart des rencontres mentionnées au point b) :

M. Louis Mercier, Administration régionale Kativik.

M^{me} Isabelle Parizeau, Administration régionale Kativik.

h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

Négociation dans le cadre du « NI Process » : L'entente bilatérale sur la consultation

a) L'objet des négociations

La négociation d'une entente bilatérale sur la consultation entre le gouvernement du Québec et le secrétariat Mi'gmawei Mawiomi, organisme représentant les trois communautés micmaques du Québec, vise à mettre en place un mécanisme de consultation et à convenir du territoire de consultation. La conclusion de cette entente permettra au gouvernement du Québec de mener une consultation efficiente et de mieux prendre en considération les préoccupations des Micmacs.

b) Les dates des rencontres

Pour l'année 2010-2011, le gouvernement du Québec et le secrétariat Mi'gmawei Mawiomi se sont rencontrés aux dates suivantes :

2010			
21 avril	26 mai	16 juin	7 octobre
16 novembre	6 décembre		
2011			
24 janvier	23 février	16 mars	

c) L'échéancier des négociations

Bien que le processus ainsi que les modalités de consultation soient convenus entre les parties, définir un territoire de consultation prendra au moins un an à cause de l'ampleur des travaux à réaliser. Cependant, la conclusion de l'entente au printemps 2012 est envisageable.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le gouvernement du Québec et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (SMM) sont en train de mettre sur pied un projet pilote afin de tester le processus de consultation déjà établi. Par ailleurs, les parties ont déjà commencé les discussions afin de convenir d'un territoire de consultation qui tiendrait compte de la fréquentation réelle du territoire par les Micmacs. Pour ce faire, le SMM s'est engagé à produire un plan d'occupation du territoire qui démontrerait entre autres les valeurs que les Micmacs projettent sur le territoire.

- f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec et copie des contrats et des factures

Nom du négociateur : M. Denis Lapointe (SAA)

Personnes présentes : M^{mes} Félicité Belisimbi (SAA), Natacha Lavoie (MJQ) et Geneviève Massicotte (MRNF).

- g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Nom du négociateur : M. Troy Jerome.

Personnes présentes : M^{mes} Terri Lynn Morrison, Tanya Barnaby et M^e Richard Jeannotte.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

- a) L'objet des négociations

Le 16 juillet 2009, le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake ont signé une entente-cadre visant à relancer les négociations bilatérales sur différents sujets.

Les parties se sont engagées à négocier une révision de cinq des dix ententes sectorielles conclues en 1999 et d'entreprendre de nouvelles négociations sur trois nouveaux sujets. L'entente-cadre peut être consultée sur le site web du Secrétariat aux affaires autochtones www.saa.gouv.qc.ca.

En août 2009, une table centrale réunissant les principaux représentants des deux parties a été mise sur pied ainsi que trois tables sectorielles auxquelles participent des représentants des différents ministères concernés. Durant l'année 2010-2011, une quatrième table sectorielle a été mise sur pied le 11 mars 2011 après la tenue de rencontres exploratoires.

- b) Les dates des rencontres

Un total de vingt-neuf rencontres ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 mars 2011 aux différentes tables, centrale et sectorielles, dont 26 à Kahnawake, 1 à Québec et 2 en conférence téléphonique.

Table centrale : Huit rencontres : 16 avril, 14 juin, 5 août, 21 septembre, 27 octobre et 8 décembre 2010, 20 janvier et 11 mars 2011.

Table sectorielle Travail : Neuf rencontres dont deux conférences téléphoniques : 6 avril (conf. tél.), 13 avril (conf. tél.), 23 avril, 30 avril, 7 mai, 27 mai, 23 juillet et 9 novembre 2010, 22 février 2011.

Table sectorielle Transports : Trois rencontres : 29 avril, 7 mai, 8 novembre 2010. À compter de décembre 2010, la table sectorielle Transports a été prise en charge par le ministère des Transports du Québec.

Table sectorielle Développement économique : Cinq rencontres : 30 avril, 28 septembre, 28 octobre et 16 décembre 2010, 3 mars 2011.

Table sectorielle Commerce et Fiscalité: Quatre rencontres : 10 juin, 4 août, 20 septembre et 15 décembre 2010.

c) L'échéancier des négociations

Les parties se donnent à nouveau un an pour compléter ces négociations.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties s'entendent pour dire que les négociations se déroulent bien. Le rythme est soutenu et les ministères sectoriels collaborent volontiers.

À la table Travail, un projet d'entente a été conclu au sujet du remplacement de la CSST par un régime local à Kahnawake, le Mohawk Self-Insurance Program. Ce projet d'entente et le projet de loi la mettant en vigueur font l'objet d'un mémoire qui sera présenté au Conseil des ministres au printemps 2011.

Dans les autres chantiers, il est trop tôt actuellement pour anticiper sur le résultat qui ne sera connu que d'ici la fin de l'année 2011.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Table centrale : Daniel Gagnier, Louis Bernard, Gilles Harvey (SAA), Denis Lapointe (SAA), Geneviève Verreault-Tremblay (MJQ), Rémi Bujold (pour le MTQ), Normand Pelletier (pour le MTRAV).

Table sectorielle : Travail : Danielle Girard (MTRAV) remplacée en juillet 2010 par Normand Pelletier (MTRAV), Michel Sauvé (MTRAV), Guy Laplante (CSST), George de l'étoile (CCQ), ces personnes étant chacune assistée d'autres personnes de leur ministère / organisme.

Table sectorielle : Transports : Joceline Béland (MTQ), Lucie Vallières (MTQ) Rémi Bujold (   compter de novembre 2010) et d'autres personnes de leur ministère selon le sujet abordé.

Table sectorielle : Développement   conomique: Louis Bernard (jusqu'en décembre 2010), Denis Lapointe (SAA), Mehdi Ben Amri (MDEIE) (   compter de mars 2011).

Table sectorielle : Commerce et Fiscalité : Denis Lapointe (SAA), Gilles Harvey (SAA), Marc Grandisson (MFQ), Luc Moisan (MRQ) et d'autres personnes de leurs ministères selon le sujet abordé.

- g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Table centrale : Mike Bush (chef), Mike O'Brien, Jean Pommainville.

Table sectorielle : Travail : Rhonda Kirby (chef), Mike O'Brien, Joel Jacobs, Alexis Shakelton, Jean Pommainville, Tom Morris.

Table sectorielle : Transports : John Delorimier (chef), David Lahache, Kevin Kennedy et autres personnes selon le sujet traité.

Table sectorielle : Développement économique: Lloyd Philips (chef), Bud Morris, David Lahache, Kyle Delisle.

Table sectorielle : Commerce et Fiscalité : Mike Bush (chef), John Latour, Dennis Diabo, Jean Pommainville.

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Coût total pour l'ensemble des négociations bipartites

- h) Total des coûts engendrés par les négociations comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et ceux par des négociateurs externes

Employés du SAA	412 739 \$	(salaires et frais de déplacements et d'hébergement)
Négociateurs externes	147 857 \$	(honoraires et frais de déplacements et d'hébergement)
	<hr/>	
	560 596 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 140

Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2010-2011 :
- a) l'objet des consultations;
 - b) le moyen utilisé;
 - c) les dates de rencontres;
 - d) les communautés et les personnes consultées;
 - e) les résultats des consultations;
 - f) les montants afférents.

RÉPONSE :

Il n'est pas possible de préciser toute l'information pour chacune des consultations menées par le gouvernement du Québec puisque l'approche est davantage sectorielle et qu'il y a eu des centaines de consultations en 2010-2011. Cela étant, depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec au printemps 2006 et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent systématiquement les communautés autochtones lorsque des projets sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces dernières.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais globalement, il porte sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués par des communautés autochtones.

Plus particulièrement, cela signifie pour le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) des consultations touchant l'ensemble de ses activités, par exemple la villégiature (octroi de baux, planification de l'occupation, etc.); les activités de foresterie (plans annuels et généraux, modifications législatives, etc.) ainsi que les projets énergétiques (éolien, hydroélectrique, etc.). Pour d'autres ministères comme le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), les consultations sont menées lors des évaluations environnementales ou encore pour des projets de développement d'aires protégées. Pour sa part, le ministère des Transports du Québec (MTQ) consulte lors de projets routiers.

b) Le moyen utilisé;

Différents moyens sont utilisés, comme les communications écrites ou verbales, la tenue de rencontres d'information, etc.

c) Les dates de rencontres;

N/A

d) Les communautés et les personnes consultées;

Chaque communauté visée par un projet ou une action d'un ministère est consultée.

e) Les résultats des consultations;

L'objectif des consultations est de connaître les préoccupations des communautés autochtones visées pour tenter d'atténuer les effets préjudiciables d'un projet, lorsqu'il y en a.

f) Les montants afférents.

N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

5. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2010-2011 : dépôt du mandat et du contrat, de la durée du contrat, des tâches effectuées et d'une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

RÉPONSE :

M^e Henri Grondin

Négociateur spécial du gouvernement du Québec dans le cadre de la revendication globale des Attikameks.

Durée du contrat : 28 avril 1998 au 1^{er} octobre 2011

Mandat et rapport : voir documents joints.

Rémunération globale (honoraires professionnels et frais de déplacement et d'hébergement) : 169 774 \$

Ogilvy Renault, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Représentante du gouvernement du Québec auprès de la nation innue.

Durée du contrat : 1^{er} mai 2008 au 30 juin 2011

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 1 174 560 \$

Louis Bernard Consultant inc.

1. Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake.

Durée du contrat : 13 juin 2008 au 31 décembre 2010

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale : aucune

2. Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation pour la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009.

Durée du contrat : 1^{er} juin 2009 au 31 décembre 2010

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale (honoraires professionnels et frais de déplacement et d'hébergement) : 53 864 \$

Consultation Daniel Gagnier

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake, représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation pour la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009 et représentante du gouvernement du Québec dans le litige entourant les projets de développement du territoire de la Côte-Nord et opposant deux promoteurs miniers et les communautés innues.

Durée du contrat : 12 janvier 2010 au 31 mars 2011

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale (honoraires professionnels et frais de déplacement et d'hébergement) : 49 200 \$

Heenan, Blaikie Aubut, S.N.C.

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation crie et dans le cadre des discussions sur une base exploratoire avec les représentants de la nation huronne-wendat, concernant notamment le traité Murray et les enjeux liés au territoire.

Durée du contrat : 7 mai 2009 au 31 mars 2011

Mandat et rapport : voir documents joints

Rémunération globale (honoraires professionnels et frais de déplacement et d'hébergement) : 62 143 \$

MANDAT DE M^e HENRI GRONDIN

**Négociateur du gouvernement du Québec
dans le cadre de la revendication territoriale globale
des Attikameks**

Monsieur Henri Grondin a comme mandat de continuer à :

- négocier avec les Attikameks sur la base de l'offre déposée par le gouvernement du Québec en décembre 1994;
- diriger l'équipe interministérielle chargée de l'appuyer et de le secondier tout au long de la négociation;
- représenter le gouvernement du Québec auprès des Attikameks, du gouvernement fédéral et auprès des autres parties intéressées dans le cadre de la négociation;
- Associer les ministères et organismes sectoriels impliqués tout au long de la négociation.

Négociations avec la Nation Atikamekw

Rapport du négociateur spécial du Québec, Me Henri Grondin, au ministre responsable du Secrétariat aux Affaires autochtones pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011

Au mois de décembre 2009, la grand chef de la nation atikamekw, Mme Éva Ottawa, a décidé de remercier son négociateur et son conseiller juridique. Elle a promis de continuer les négociations après de nouvelles nominations.

À l'été 2010, la partie atikamekw a fait connaître aux parties gouvernementales un certain nombre de préoccupations à l'égard des textes convenus ou discutés en négociations. Le Québec, tout comme le Canada, a alors exigé que les Atikamekw fournissent des précisions sur leurs préoccupations par une révision tripartite de l'ébauche de l'entente de principe afin de statuer sur la poursuite des négociations.

Les parties se sont rencontrées à six (6) reprises entre les mois de juillet et septembre 2010 et, le 24 septembre 2010, les trois négociateurs ont signé un rapport unanime dont les conclusions se lisent comme suit :

« Compte tenu des résultats positifs des discussions exploratoires, les négociateurs souhaitent que les négociations reprennent le plus rapidement possible. »

Entre-temps, le gouvernement fédéral a réalisé que, par une erreur administrative, son mandat pour la continuation de la négociation avec les Atikamekw n'avait pas été renouvelé. Québec, avec l'accord du fédéral, a alors décidé de continuer la négociation sur tous les points qui n'impliquaient pas le fédéral. Toutefois, le Canada a demandé qu'un ou deux observateurs fédéraux assistent à chacune des réunions de négociations, ce qui a été fait.

La partie atikamekw a nommé un nouveau négociateur et un nouveau conseiller juridique et les négociations ont effectivement repris entre le Québec et la nation atikamekw là où elles étaient rendues. Au mois de décembre 2010, un plan de travail bien structuré a été adopté, prévoyant au total douze jours et demi (12 1/2) de rencontres jusqu'à la fin du mois de mars 2011. Elles ont été tenues et les résultats sont très encourageants.

Des accords sont intervenus sur tous les chapitres concernant la consultation des Atikamekw (participation au processus de décisions, planification sur Kitaskino, évaluation environnementale et foresterie). Il y a également eu des accords sur le chapitre traitant du prélèvement des espèces fauniques et floristiques et sur celui concernant les aires protégées.

Les parties ont déjà convenu des prochaines dates de négociations, soit les 27 et 28 avril 2011, pour finaliser les textes et continuer les négociations Québec/Atikamekw sur les points suivants: la description géographique des territoires atikamekw (Kitaskino, en tenant compte des « francs alleux », Aski de chaque communauté et sites patrimoniaux) et les chapitres « culture et patrimoine », « justice » et « sécurité publique ».

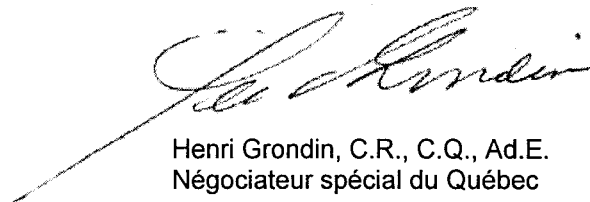
Le mandat du fédéral devrait être confirmé très prochainement selon l'information reçue. D'autres chapitres pourront alors être négociés entre toutes les parties.

La volonté des Atikamekw de conclure une entente de principe en vue du Traité ne s'est jamais manifestée de façon aussi forte, ce qui laisse croire à un règlement rapide des autres chapitres normatifs. Toutefois, l'absence actuelle du gouvernement du Canada à la Table de négociations empêche la reprise des discussions sur plusieurs clauses, dont les clauses monétaires.

Il y a cependant lieu d'être optimiste et de poursuivre la négociation dans ce climat calme et constructif qui caractérise, depuis l'an dernier, la reprise de cette négociation.

Le tout étant respectueusement soumis.

Québec, le 31 mars 2011



Henri Grondin, C.R., C.Q., Ad.E.
Négociateur spécial du Québec

MANDAT D' OGILVY RENAULT, S.E.N.C.R.L., s.r.l.

**Représentante du gouvernement du Québec
auprès de la nation innue**

La société Ogilvy Renault agit à titre de représentante du gouvernement du Québec auprès de la nation innue et aura comme mandat de :

- prioritairement, intensifier le processus de négociation du texte d'une entente finale auprès des communautés connues sous le nom Mamuitun soit celle d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Nutakuan en ayant comme objectif que les parties à la négociation aient convenu et réglé les sujets d'intérêt prioritaire comme la participation réelle et les activités traditionnelles pour le 30 juin 2011 et de poursuivre pour la même date les travaux visant à finaliser les dispositions du chapitre sur le traité portant sur les affectations territoriales, y compris la mise en disponibilité des terres d'Innu Assi ;
- poursuivre la négociation entreprise avec les trois communautés de Mamuitun à savoir Mashteuiatsh, Essipit et Nutakuan pour la conclusion d'une entente finale ou d'un rapport d'évaluation à être remis au Ministre au plus tard le 30 juin 2011;
- effectuer les efforts nécessaires, le cas échéant et selon le mandat qui lui sera donné par le Ministre, auprès de la communauté de Betsiamites pour qu'elle réintègre le processus de négociation et auprès des autres communautés qui pourraient être intéressées à reprendre activement la négociation territoriale globale;
- coordonner l'équipe interministérielle chargée d'appuyer ces négociations avec la nation innue;
- représenter le gouvernement du Québec auprès de la nation innue, du gouvernement fédéral et de toute autre partie intéressée par ces négociations;
- poursuivre et intensifier les travaux de concertation avec la population non autochtone en particulier au moyen de tables régionales d'information et d'échange.

MANDAT DE LOUIS BERNARD CONSULTANT INC.

**Représentante du gouvernement du Québec
dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil
mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant
les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de
certaines terres contiguës à Kahnawake**

La société Louis Bernard Consultant inc. agit à titre de représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake et aura comme mandat de :

- Fournir les services professionnels de M. Louis Bernard pour agir à titre de conseiller spécial auprès du négociateur et facilitateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake;
- Remplir tout autre mandat qui pourrait lui être confié dans le cadre de cette négociation;
- Collaborer au besoin à la présentation des rapports verbaux ainsi qu'à la préparation du rapport écrit du 31 décembre 2010 sur l'état des négociations et du rapport final devant être remis par le négociateur.

MANDAT DE LOUIS BERNARD CONSULTANT INC.

**Représentante du gouvernement du Québec
dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil
mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009**

La société Louis Bernard Consultant inc. agit à titre de représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009 et aura comme mandat de :

- Fournir les services professionnels de M. Louis Bernard pour agir à titre de conseiller spécial auprès du négociateur et facilitateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009. Remplir tout autre mandat qui pourrait lui être confié dans le cadre de cette négociation;
- Collaborer au besoin à la présentation des rapports verbaux ainsi qu'à la préparation du rapport écrit du 31 décembre 2010 sur l'état des négociations et du rapport final devant être remis par le négociateur.

DE : Louis Bernard
Adjoint au négociateur

À : André Maltais
Secrétaire général associé
Secrétariat aux affaires autochtones

COPIE À : Daniel Gagnier
Négociateur – facilitateur

DATE : 12 janvier 2011

RAPPORT FINAL au sujet des négociations avec Kahnawake

Le présent rapport final répond aux exigences de l'article 6A du contrat signé le 26 juin 2008, tel qu'amendé par le deuxième avenant intervenu le 21 septembre 2010, qui s'est terminé le 31 décembre 2010. Il est rédigé dans le but d'aider aux rapports verbaux et écrits qui pourront être faits à cette date par le négociateur.

Le présent rapport complète les rapports qui ont été faits par M. Daniel Gagnier ou son prédécesseur, M. John Parisella, le 25 septembre 2008, le 6 avril 2009, le 15 novembre 2009 et le 15 mars 2010.

SEIGNEURIE DU SAULT-SAINT-LOUIS

Après de longues discussions, la participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake a été acceptée par le négociateur fédéral, Me John Lemieux, et le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle. Par la suite, une première réunion tripartite a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Cette première rencontre a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion n'a encore été tenue, en raison du fait que le Canada et Kahnawake n'ont pas encore fini de discuter des questions qui les intéressent mais qui ne concernent pas le Québec, comme, par exemple, la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement.

AUTOROUTE 30

La construction de la partie est de l'autoroute 30 s'est poursuivie sans aucune manifestation de la part des autochtones. Les travaux effectués sur l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis tout près de Kahnawake sont à toute fins pratiques terminés et la circulation y est permise depuis le 19 novembre. Il ne reste qu'à compléter une section de 3 km environ à l'extrémité est de la seigneurie.

Par contre, le Conseil mohawk de Kahnawake (CMK) s'attend à ce que le Québec tienne ses engagements à l'égard du transfert des terres désignées dans la lettre du ministre Pelletier en date du 2 juin 2008 et du transfert additionnel de quelque 200 acres qui avait été évoqué auprès du GC Delisle par M. Geoffrey Kelly à la suite d'une discussion dans ce sens tenue au Comité des priorités en 2008.

TRANSFERT DES TERRES

Le CMK a décidé de traiter séparément le transfert du terrain situé à Châteauguay et celui des terres adjacentes à l'autoroute 30, en donnant priorité au premier. Une résolution a été adoptée par le Conseil au sujet du terrain de Châteauguay et transmise au gouvernement fédéral. Ce transfert était retardé afin d'examiner une proposition de la Ville de Châteauguay à l'effet de modifier la configuration de ce terrain.

Étant donné que Kahnawake nous a informés récemment que cette proposition ne leur était pas acceptable, le processus de transfert sera repris selon la configuration actuelle, à moins que Kahnawake ne change d'avis.

En ce qui concerne les terrains adjacents à l'autoroute 30, la possibilité a été étudiée de procéder, dans un premier temps, à un transfert de gestion en vertu de la Loi sur les terres du domaine public. Bien que cette possibilité ne soit pas complètement écartée, il semble qu'on aura profit à enclencher dès maintenant le processus de transfert au gouvernement fédéral, quitte à faire une délégation de gestion pendant le temps, nécessairement long, que durera ce processus.

La question du transfert d'une zone de 50 mètres qui avait été exclue dans l'offre du ministre Pelletier reste en suspend. Le Québec a déjà accepté que cette zone soit réduite à 35 mètres voire même éliminée sur la partie, située au nord de la nouvelle autoroute 30, qui sera transformée en boulevard urbain à condition que Kahnawake accepte de maintenir les 35 m ailleurs le long de l'autoroute 30; mais aucun accord définitif n'a pu être conclu à cet égard.

LA NOUVELLE ENTENTE-CADRE

Le 10 juin 2009, le Premier ministre du Québec et le Grand Chef de Kahnawake ont signé une nouvelle *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et, le 16 juillet 2009, le ministre responsable des Affaires autochtones et celui des Relations intergouvernementales canadiennes ont signé avec le Chef responsable de Kahnawake une nouvelle *Entente-cadre* établissant un cadre général pour le réexamen des ententes existantes et la négociation de nouvelles ententes sectorielles sur les différents sujets d'intérêt commun entre les parties.

Pour donner suite à cette entente-cadre, diverses tables ont été établies : une table centrale et des tables sectorielles en matière de travail, de transports et de développement économique.

TRAVAIL

Deux questions ont fait l'objet de discussion : les accidents du travail et la qualification des travailleurs de la construction.

Un accord a été conclu permettant au programme mohawk intitulé MSI (Mohawk Self Insurance Program) de remplacer la CSST sur le territoire de Kahnawake et le pont Honoré-Mercier. Cette entente a été acceptée par le gouvernement du Québec et sera signée prochainement par les parties. La mise en œuvre de cette entente exigera l'adoption d'une loi par l'Assemblée nationale, ce qui devrait être fait durant la prochaine session du printemps 2011.

La question de la qualification des travailleurs de la construction a été discutée dans le contexte des travaux en cours sur le pont Honoré-Mercier. En effet, en vertu d'un décret fédéral remontant à 1932, année de construction du pont, les travailleurs de Kahnawake jouissent d'une préférence d'emploi sur l'entretien et la réfection du pont. Un premier contrat (dit Contrat A), portant sur la partie du pont située à Kahnawake, a été accordé par PJCCI (un organisme relevant du gouvernement fédéral) sans tenir compte des lois du Québec. Aussi, le Québec a-t-il voulu s'assurer que le deuxième contrat (dit Contrat B) qui porte surtout sur la partie du pont qui appartient au Québec, serait exécuté en respectant les lois québécoises, en particulier la loi R-20 et la compétence de la CCQ. Un arrangement intérimaire valable pour le contrat B a finalement été conclu, à la satisfaction des deux parties, en ce qui concerne les monteurs d'aciers (iron-workers). Des ententes semblables pourront être conclues en ce qui concerne les autres corps de métier travaillant à la réfection du Pont Mercier si Kahnawake en fait la demande. Il restera alors à négocier une entente permanente qui couvrirait tous les chantiers de construction à Kahnawake. L'arrangement intérimaire déjà convenu pourrait servir de modèle à cet égard.

TRANSPORTS

Dans le domaine des transports, deux sujets ont fait l'objet de discussion : l'établissement d'une gare du train de banlieue et la réfection de la route 207.

L'établissement à Kahnawake d'une gare du train de banlieue qui traverse la réserve est une chose possible et souhaitable. L'AMT et le ministère des Transports se sont montrés favorables. Un site a été choisi qui convient à toutes les parties et les coûts de construction ont été estimés. Toutefois le projet a dû être mis sur la glace étant donné le refus du CMK d'accepter que les automobilistes de Kahnawake soient assujettis aux mêmes contributions que les automobilistes des municipalités voisines sur l'immatriculation et le litre d'essence.

Le ministère des Transports a accepté formellement de donner une priorité à la réfection complète de la route 207 entre la route 132-136 et l'autoroute 30. Les premiers relevés topographiques ont été faits et les plans et devis sont en préparation. Un échéancier complet a été fourni à Kahnawake pour une mise en service en 2013. Ce dossier suit son cours.

À compter de novembre dernier, M. Rémi Bujold, mandaté par le ministère des Transports, a assumé la présidence de la Table Transports.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les discussions portant sur le développement économique ont permis de mettre au point un protocole devant guider le renouvellement de l'entente de 1999 sur le même sujet. Ce protocole a été signé en décembre 2010 par le négociateur du Québec, M. Daniel Gagnier, et le représentant de Kahnawake, M. Bud Morris. Récemment des représentants du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation se sont joints à la Table du Développement économique.

Cette Table a également organisé des échanges entre les agents de développement économique de Kahnawake et ceux de différents ministères québécois (DEIE, Agriculture, Tourisme, Culture). Elle a également passé en revue les dossiers soumis par Kahnawake au Fonds d'investissement autochtone, ainsi que divers autres projets de développement économique projetés par Kahnawake. La table a aussi encouragé le resserrement des relations entre Kahnawake et le CLD de la MRC de Roussillon, notamment en ce qui concerne le projet de méga-centre de transbordement intermodal envisagé pour cette région.

AUTRES SUJETS

Divers autres sujets ont été abordés au cours de 2010, notamment ceux de la fiscalité et du jeu (gaming). Ces discussions en sont cependant restées au stade préliminaire.

REMERCIEMENTS

Je ne saurais terminer ce rapport sans souligner l'excellente collaboration que j'ai reçue dans ma tâche de la part des ministères du gouvernement, ainsi que de la CSST et de la CCQ qui ont particulièrement été sollicitées par nos travaux. Je voudrais tout spécialement signaler l'appui constant et compétent que j'ai reçu du SAA et particulièrement de MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe. J'ai eu plaisir à travailler avec M. John Parisella et son successeur, M. Daniel Gagnier ainsi qu'avec les autorités du SAA, dont son secrétaire général associé, M. André Maltais. À tous, mes remerciements les plus sincères.

MANDAT DE CONSULTATION DANIEL GAGNIER

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake
ET
dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009
ET
dans le cadre des réactions et des revendications des Innus relativement aux projets de développement minier sur le territoire de la Côte-Nord (New Millennium (NM) et Labrador Iron Mining (LIM)).

Dans le cadre de la négociation de la revendication particulière du Conseil mohawk de Kahnawake auprès du gouvernement du Canada concernant les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis et du transfert de certaines terres contiguës à Kahnawake, l'entreprise Consultation Daniel Gagnier aura comme mandat:

D'agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec afin qu'il représente ce dernier et qu'il dirige l'équipe gouvernementale du Québec à la table de négociation de la revendication particulière.

De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec.

De contribuer à développer des propositions de manière à aider les deux autres parties, soit le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Canada, à atteindre leurs objectifs respectifs dans le cadre de cette revendication particulière, sans cependant compromettre les objectifs du gouvernement du Québec.

De faire des recommandations au gouvernement du Québec concernant la mise sur pied d'un mécanisme de consultation et d'échange d'information entre le milieu régional et le gouvernement du Québec au sujet de cette revendication particulière.

De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation.

D'entreprendre immédiatement des discussions et des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Canada au sujet du transfert de terres mentionné dans la lettre du ministre Benoît Pelletier au Grand Chef Michael Delisle en date du 2 juin 2008, dont copie est jointe en annexe.

De présenter au ministre des rapports verbaux ponctuels sur l'état des négociations et des rapports écrits le ou vers le 31 décembre 2010 ainsi que le ou vers le 30 mars 2011.

Consultation Daniel Gagnier

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009, l'entreprise Consultation Daniel Gagnier aura comme mandat :

D'agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec afin qu'il représente ce dernier à la table de négociation et qu'il dirige l'équipe gouvernementale du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de l'Entente-cadre entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec signée en juin 2009.

De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec.

De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation.

De présenter au ministre des rapports verbaux ponctuels sur l'état des négociations et des rapports écrits le ou vers le 31 décembre 2010 ainsi que le ou vers le 30 mars 2011.

Dans le cadre des réactions et des revendications des Innus relativement aux projets de développement minier sur le territoire de la Côte-Nord (New Millennium (NM) et Labrador Iron Mining (LIM)).

De créer, au nom du gouvernement du Québec, un lieu d'échanges approprié afin de recevoir les doléances et les attentes des Innus concernés (Matimekosh et Uashat) face à ces projets. Discuter des pistes de solution afin de favoriser le développement harmonieux du territoire. Établir une relation d'écoute et d'affaires principalement auprès de la communauté de Matimekosh, par l'entremise notamment de son chef, M. Réal McKenzie et de la communauté de Uashat, le cas échéant.

D'évaluer et proposer des solutions favorisant la conclusion des ententes de répercussions et avantages (ERAs) justes et acceptables entre les promoteurs soit New Millennium (NM) et Labrador Iron Mining (LIM) et les Innus. Recommander au gouvernement du Québec d'autres positions sans égard aux ERAs en vue de favoriser le développement économique.

De présenter au ministre des rapports verbaux ponctuels et un rapport écrit le ou vers le 31 mars 2011 traitant des rencontres, des problèmes soulevés et des pistes envisagées pour la conclusion, si possible, d'une ERA entre les Innus (de Matimekosh) et les promoteurs. Identifier les prochaines étapes à réaliser. Soumettre ses recommandations.

DE : Consultation Daniel Gagnier
Négociateur

À : Geoffrey Kelley
Ministre responsable des Affaires autochtones

COPIE À : André Maltais
Marie-José Thomas
Gilles Harvey

DATE : 31 mars 2011

RAPPORT

Négociations avec Kahnawake

Le présent rapport répond aux exigences de l'article 6A.7 du contrat signé le 30 mars 2009 (vérifier les dates), tel qu'amendé par le deuxième avenant intervenu le 11 mars 2010, qui se termine le 31 mars 2011. Il est rédigé dans le but de compléter les rapports verbaux faits à ce jour et il reprend aussi plusieurs informations contenues dans le rapport écrit que le négociateur adjoint, M. Louis Bernard, transmettait au secrétaire général, M. André Maltais, en janvier dernier.

SEIGNEURIE DU SAULT-SAINT-LOUIS

Le 16 juin 2003, Canada offrait à Kahnawake de négocier un règlement de leur revendication sur les terres de l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis dans le cadre de sa politique sur les revendications particulières. Ces terres sont contigües à la réserve de Kahnawake. Le Canada et Kahnawake ont invité le Québec à se joindre à la table de négociation le 23 novembre 2005. Le 6 février 2008, le Québec acceptait cette invitation à certaines conditions. Depuis ce temps, les pourparlers entre les négociateurs portaient davantage sur les protocoles de négociation que sur des hypothèses de règlement. Récemment, c'est-à-dire le 10 juin 2010, les échanges entre le négociateur du Canada et le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, leur ont permis de renouveler un protocole de négociation auquel le Québec n'est pas lié. Après avoir pris connaissance de ce protocole, j'ai transmis le 10 août 2010 une lettre d'adhésion par laquelle je m'engageais, pour l'essentiel, à la confidentialité des discussions. La participation du Québec à la table de négociation entre le Canada et Kahnawake a été acceptée et confirmée par écrit par le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, le 13 août 2010 à la suite de la première réunion tripartite qui a eu lieu le 10 août 2010, à Kahnawake. Lors de cette rencontre le négociateur fédéral, Me John Lemieux, a accepté la participation du Québec mais il ne l'a pas encore confirmé par écrit. La rencontre du 10 août 2010 a surtout permis aux parties d'échanger sur leurs positions respectives. Aucune autre réunion tripartite officielle n'a été tenue depuis. Des rencontres bipartites ont toutefois eu lieu occasionnellement entre le Canada et Kahnawake, la dernière datant du 22 mars 2011, pour discuter des questions qui les intéressent mais qui ne concernent pas le Québec, comme, par exemple, la liste des bénéficiaires éventuels du règlement ou le processus de ratification de l'éventuel règlement. Toutefois, un certain nombre d'échanges en bilatéral ont eu lieu d'une part entre les représentants du Québec et ceux du Canada, et d'autre part entre le Grand Chef de Kahnawake, M. Michael Delisle, et moi-même, à propos de la contribution attendue du Québec à la négociation. Le 24 février 2010, j'ai rencontré les maires de la MRC de Roussillon pour les informer de l'état d'avancement de la négociation. Je devais les rencontrer à nouveau le 23 mars dernier, mais la rencontre aura plutôt lieu le 27 avril; prochain.

AUTOROUTE 30

La construction de la partie est de l'autoroute 30 s'est poursuivie sans aucune opposition de la part d'autochtones. Les travaux effectués sur l'ancienne seigneurie du Sault-Saint-Louis tout près de Kahnawake sont à toute fins pratiques terminés et la circulation y est permise depuis le 19 novembre 2010. Il ne reste qu'à compléter une section de 3 km environ à l'extrémité est de la seigneurie.

Le Québec entend respecter son engagement de transférer les terres désignées dans la lettre du ministre M. Benoit Pelletier en date du 2 juin 2008. Le Conseil mohawk de Kahnawake (CMK) s'attend aussi au transfert additionnel de quelque 200 acres qui avait été évoqué auprès du Grand Chef Delisle par M. Geoffrey Kelley à la suite d'une discussion dans ce sens tenue au Comité des priorités en 2008.

TRANSFERT DES TERRES

Le CMK a décidé de traiter séparément le transfert du terrain situé à Châteauguay et celui des terres adjacentes à l'autoroute 30, en donnant priorité au premier. Une résolution a été adoptée par le Conseil au sujet du terrain de Châteauguay et transmise au gouvernement fédéral. Ce transfert était retardé afin d'examiner une proposition de la Ville de Châteauguay à l'effet de modifier la configuration de ce terrain. Étant donné que Kahnawake nous a informés récemment que cette proposition ne leur n'était pas acceptable, le processus de transfert a été repris selon la configuration actuelle. Néanmoins, des discussions seraient en cours entre la Ville de Châteauguay et Kahnawake et il n'est pas exclu que Kahnawake ne change d'avis.

En ce qui concerne les terrains adjacents à l'autoroute 30, la possibilité a été étudiée de procéder, dans un premier temps, à un transfert de gestion en vertu de la Loi sur les terres du domaine public. Cette avenue n'a pas donné les résultats escomptés et le processus de transfert est repris. Kahnawake n'a toutefois pas encore adopté de résolution demandant le transfert de ces terres parce qu'il reste plusieurs questions en suspens, comme l'étude environnementale des lieux (milieux humides), les limites exactes des terrains (bande de 50m le long de l'autoroute), l'accès aux terrains, et l'avenir de baux de location et des claims en vigueur. En ce qui concerne le transfert additionnel de quelque 200 acres, les discussions commencent à peine.

LA NOUVELLE ENTENTE-CADRE

Le 10 juin 2009, le Premier ministre du Québec et le Grand Chef de Kahnawake ont signé une nouvelle Déclaration de compréhension et de respect mutuel et, le 16 juillet 2009, le ministre responsable des Affaires autochtones et celui des Relations intergouvernementales canadiennes ont signé avec le Chef responsable de Kahnawake une nouvelle Entente-cadre établissant un cadre général pour le réexamen des ententes existantes et la négociation de nouvelles ententes sectorielles sur les différents sujets d'intérêt commun entre les parties.

Pour donner suite à cette entente-cadre, diverses tables ont été établies : une table centrale, qui se réunit à toutes les six semaines environ, et des tables sectorielles en matière de travail, de transports et de développement économique. De plus, à sa rencontre du 12 mars 2010, la table centrale a convenu de mettre en place une autre table sectorielle qui traiterait des questions relatives au « commerce, échanges et taxation ». Cette table devrait se rencontrer pour la première fois à la fin d'avril.

TRAVAIL

Deux questions ont fait l'objet de discussion jusqu'à maintenant: les accidents du travail et la qualification des travailleurs de la construction.

Une entente a été négociée permettant au programme mohawk intitulé MSIP (Mohawk Self Insurance Program) de remplacer la CSST sur le territoire de Kahnawake et le pont Honoré-Mercier. Cette entente a été acceptée par les négociateurs et elle devra être soumise au Conseil des ministres avant que les ministres la signe au nom du Gouvernement du Québec. La mise en œuvre de cette entente requerra l'adoption d'une loi par l'Assemblée nationale et Kahnawake tient à ce que ce soit fait le plus tôt possible.

La question de la qualification des travailleurs de la construction a été discutée dans le contexte du contrat B portant sur la réparation du pont Honoré-Mercier. Comme vous le savez déjà, un décret fédéral remontant à 1932, année de construction du pont, prévoit que les travailleurs de Kahnawake jouiront d'une préférence d'emploi sur l'entretien et la réfection du pont. (Cela ne veut pas dire que les lois du Québec, en particulier la loi R-20 et la compétence de la CCQ, ne s'appliquent pas. L'application des lois du Québec est une question extrêmement sensible à Kahnawake.)Un arrangement intérimaire sur la qualification des travailleurs (surtout des monteurs d'acier) valable uniquement pour le contrat B a donc été conclu à la satisfaction des deux parties. Toutefois, sa mise en œuvre n'est pas aisée. La réalisation du contrat B est un sujet d'actualité dans la communauté de Kahnawake et cela continue grandement à mobiliser les équipes de négociation du Québec et de Kahnawake.

Par ailleurs, il restera à négocier une entente permanente qui couvrirait tous les chantiers de construction à Kahnawake. L'arrangement intérimaire déjà convenu pourrait servir de modèle à cet égard.

TRANSPORTS

Dans le domaine des transports, deux sujets ont fait l'objet de discussion : l'établissement d'une gare du train de banlieue et la réfection de la route 207.

Kahnawake souhaite que soit établie une gare du train de banlieue dans la réserve. L'AMT et le ministère des Transports se sont montrés favorables, un site qui convient à toutes les parties a été choisi et les coûts de construction ont été estimés. Toutefois le projet a dû être mis sur la glace étant donné le refus du CMK d'accepter que les automobilistes de Kahnawake soient assujettis aux mêmes contributions que les automobilistes des municipalités voisines sur l'immatriculation et le litre d'essence.

Le ministère des Transports a accepté formellement de donner une priorité à la réfection complète de la route 207 entre la route 132-138 et l'autoroute 30. Les premiers relevés topographiques ont été faits et les plans et devis sont en préparation. Un échéancier complet a été fourni à Kahnawake pour une mise en service en 2015. Ce dossier suit son cours. Entretemps, des réparations urgentes à certains ponceaux sont prévues.

À compter de novembre dernier, M. Rémi Bujold, mandaté par le ministère des Transports, a assumé la présidence de la Table Transports.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les discussions portant sur le développement économique ont permis de mettre au point un protocole devant guider le renouvellement de l'entente de 1999 sur le même sujet. Ce protocole a été signé en décembre 2010 par moi-même en tant que négociateur du Québec, et par le représentant de Kahnawake, M. Bud Morris, directeur général de la Société de développement économique de Kahnawake. Récemment des représentants du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation se sont joints à la Table sur le Développement économique.

Cette Table a également organisé des échanges entre les agents de développement économique de Kahnawake et ceux de différents ministères québécois (MDEIE, Agriculture, Tourisme, Culture). Elle a également passé en revue les dossiers soumis par Kahnawake au Fonds d'investissement autochtone (FIA), ainsi que divers autres projets de développement économique projetés par Kahnawake. La table a aussi encouragé le resserrement des relations entre Kahnawake et le CLD de la MRC de Roussillon, notamment en ce qui concerne la planification régionale du développement économique.

Au sujet d'une nouvelle entente sur le développement économique, la table travaille actuellement sur l'identification des besoins de Kahnawake en vue de produire un canevas de projet d'entente au printemps 2011. Denis Lapointe (SAA) remplace Louis Bernard à cette table depuis la fin de son mandat en décembre 2010.

REMERCIEMENTS

Je tiens à souligner l'excellente collaboration reçue du ministère du Travail et du ministère des Transports ainsi que de la CSST et de la CCQ qui ont particulièrement été sollicitées durant la négociation et qui le sont encore. Je voudrais tout spécialement signaler l'appui constant et compétent que j'ai reçu de M. Louis Bernard en tant que négociateur adjoint, de Me Geneviève Verreault-Tremblay du ministère de la Justice, et de MM. Gilles Harvey et Denis Lapointe du SAA. M. André Maltais et Mme Marie-José Thomas ont également été des conseillers importants.

DE : Daniel Gagnier
Consultations Daniel Gagnier
Négociateur

À : M. Geoffrey Kelley
Ministre responsable des Affaires autochtones

COPIE À : M. André Maltais, secrétaire général associé
M^{me} Marie-José Thomas, secrétaire adjointe
Patrick Brunelle, directeur

DATE : Le 31 mars 2011

RAPPORT

Négociations avec Matimekosh-Lac-John et Uashat-Maliotenam

Le présent rapport répond aux exigences de l'article 6A.14 du contrat signé le 30 mars 2009, tel qu'amendé par le deuxième avenant intervenu le 11 mars 2010, qui se termine le 31 mars 2011. Il est rédigé dans le but de compléter les rapports verbaux faits à ce jour.

MATIMEKOSH-LAC-JOHN

À l'été 2010, les discussions entre la communauté de Matimekosh-Lac-John et les promoteurs miniers New Millennium Capital Corp. (NM) et Labrador Iron Mines (LIM) ont échoué faute d'engagements satisfaisant aux yeux de la communauté. En réaction, le chef de la communauté, Réal McKenzie, a entrepris d'accentuer la pression politique et médiatique. Au même moment, des membres de la communauté érigeaient une barricade sur la voie ferrée reliant Schefferville et Sept-Îles, seule voie d'accès pour le transport de matériel et marchandise, bloquant ainsi l'avancement des travaux des promoteurs. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Québec a fait appel à mes services en tant que négociateur-facilitateur.

Le mandat qui m'a alors été confié consistait dans un premier temps à créer, au nom du gouvernement du Québec, un lieu d'échange approprié afin de recevoir les doléances et les attentes des communautés innues concernées, en particulier les résidents de Matimekosh. Ensuite, mon mandat consistait à discuter des pistes de solution afin de favoriser le développement harmonieux du territoire ainsi qu'à établir une relation d'écoute et d'affaires auprès notamment de la communauté de Matimekosh, par l'entremise de son chef. Puis, dans un second temps, je devais évaluer et proposer des solutions nécessaires en vue de favoriser le développement économique de la communauté.

Une première rencontre s'est donc tenue à Matimekosh-Lac-John les 19 et 20 août 2010. Des représentants de la communauté de Uashat-Maliotenam étaient aussi présents à la table puisque les projets de NM et LIM risquent aussi d'avoir un impact sur leurs droits revendiqués. Cette rencontre fut l'occasion pour les parties d'exprimer leurs positions et attentes face au processus entrepris et de démontrer leur ouverture à dialoguer afin de trouver une solution.

À ce moment, je me suis montré favorable à ce que le Québec participe, en temps opportun, à un processus qui permettrait de discuter des chevauchements territoriaux innus. J'ai aussi ouvert la porte à ce que le Québec mette en place une table bilatérale afin de discuter d'enjeux spécifiques à la région tel que le développement économique futur de la communauté. Finalement, je me suis montré disposé à mener les démarches appropriées, au moment opportun, pour organiser une rencontre avec le premier ministre.

Par la suite, le 3 septembre 2010, les Innus ont accepté de lever la barricade, redonnant ainsi l'occasion aux promoteurs miniers de reprendre leurs travaux. Les représentants de la communauté ont alors aussi accepté de reprendre le dialogue avec les promoteurs NM et LIM en vue de conclure des ententes sur les répercussions et avantages. À cet effet, le conseil a d'ailleurs mandaté une firme d'avocats afin qu'elle négocie ces ententes au nom de la communauté.

Puis, le 20 septembre dernier, j'ai à nouveau rencontré les représentants de Matimekosh-Lac-John, cette fois-ci à Québec. L'objectif de cette rencontre était de préciser les attentes des Innus à l'égard des suites à donner aux engagements pris à l'été. Il a alors été convenu de l'importance de penser un nouveau modèle de développement économique pour la communauté. Par ailleurs, la communauté a souligné qu'il était essentiel qu'elle puisse profiter des opportunités se présentant actuellement à elle pour aider sa population à venir à bout de problèmes sociaux et qu'il fallait négocier la revendication de Matimekosh-Lac-John.

Depuis cette date, j'ai maintenu des contacts constants avec le chef McKenzie. Plus récemment, le 26 janvier 2011, j'ai à nouveau rencontré les représentants de la communauté afin de convenir d'un plan de travail pour mettre en œuvre les engagements du gouvernement. À ce moment, le chef a exprimé le besoin de mener une étude dressant le portrait de la main-d'œuvre de Matimekosh-Lac-John. Cette étude en main, le conseil serait mieux doté afin de planifier une stratégie permettant de profiter au maximum des opportunités se présentant dans la région. Des démarches ont été entreprises à cet effet.

À ce jour, les discussions se poursuivent et d'autres rencontres sont à venir.

UASAHT-MALIOTENAM

Dans la foulée du dialogue amorcé en août 2010, des discussions ont également eu cours avec la communauté de Uashat-Maliotenam concernant les préoccupations entretenues par ses membres à l'égard du développement économique et des retombées provenant de divers projets de développement situés sur leur Nitassinan.

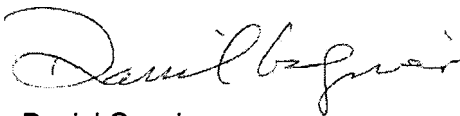
Pour ce faire, j'ai maintenu des contacts réguliers avec les représentants de la communauté soit par le biais de conférences téléphoniques, soit par voie de lettres.

Ces échanges m'ont permis de discuter de solutions afin de répondre aux inquiétudes des Innus de Uashat-Maliotenam et ainsi obtenir leur adhésion aux projets de développement faisant l'objet de ces préoccupations.

À ce jour, les échanges se poursuivent afin de préciser les attentes des Innus à l'égard des mesures concrètes qui traduiront les engagements pris par le gouvernement.

REMERCIEMENTS

Je tiens à souligner l'excellente collaboration reçue de la part du Secrétariat aux affaires autochtone qui a particulièrement été sollicité lors de ces négociations et qui l'est encore aujourd'hui. J'aimerais tout spécialement signaler l'appui constant et compétent que j'ai reçu de M^{me} Marie-José Thomas et de M. Patrick Brunelle qui ont été d'importants conseillers dans ce dossier.



Daniel Gagnier

MANDAT DE HEENAN, BLAIKIE AUBUT, S.N.C.

**Représentante du gouvernement du Québec
dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la
gouvernance de la nation crie ainsi que dans le cadre des discussions, sur une
base exploratoire avec les représentants de la nation huronne-wendat**

La société Heenan, Blaikie Aubut, représentante du gouvernement du Québec dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation crie ainsi que dans le cadre des discussions, sur une base exploratoire avec les représentants de la nation huronne-wendat et aura comme mandat de :

- Fournir les services professionnels de M^e René Dussault pour agir à titre de négociateur et de facilitateur dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation crie, prévu à la partie 2 du chapitre 3 de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee ainsi que dans le cadre des discussions avec les représentants de la nation huronne-wendat.
- M^e René Dussault aura comme mandat de :
 - contribuer à développer des orientations et des objectifs de négociation qui tiendront compte des compétences constitutionnelles du Québec, de ses relations avec les nations autochtones et de la mise en œuvre du Plan Nord;
 - diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation;
 - contribuer à développer des propositions de manière à aider les deux autres parties à atteindre leurs objectifs sans compromettre les orientations et objectifs du Québec;
- de l'exécuter, de la manière suivante :
 - dans une première phase, entreprendre immédiatement, sur une base exploratoire, des discussions avec les représentants du Canada et des Cris afin de bien circonscrire les objectifs poursuivis par ces parties en vertu de cette entente et pour identifier les sujets qui pourraient être négociés et faire rapport au ministre sur ces questions dans un délai maximum de six mois;
 - dans une seconde phase, faire valoir à la table de négociation les orientations et les objectifs définis par le Québec;
 - présenter au ministre des rapports verbaux, un rapport écrit au 15 mars 2011 sur l'état des négociations et un rapport final au terme du présent mandat;
 - remplir tout autre mandat qui pourrait lui être confié dans le cadre de cette négociation.
 - Contribuer à développer des approches en vue d'un dialogue politique sur les questions de territoire et ressources entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations.
 - D'entreprendre sur une base exploratoire des discussions avec les représentants de la nation huronne-wendat afin de bien circonscrire les enjeux, les objectifs et les modalités de discussions qui pourraient avoir lieu entre le gouvernement du Québec et cette nation concernant notamment le traité Murray et les enjeux liés au territoire;
 - Faire un rapport et des recommandations au ministre quant à la mise en place ou non d'une table de discussions à cet effet et des conditions et modalités afférentes.

Heenan Blaikie Aubut

En mains propres

Avocats-conseils

Le très honorable Pierre Elliot Trudeau, C.P., C.C., C.H., c.r., MSRC (1984 -2000)
Le très honorable Jean Chrétien, C.P., C.C., O.M., c.r.
L'honorable Donald J. Johnston, C.P., O.C., c.r.
Pierre Marc Johnson, G.O.Q., MSRC
L'honorable Michel Bastarache, C.C.
L'honorable René Dussault, MSRC, O.Q., O.C.
Peter M. Blaikie, c.r.
André Bureau, O.C.

Le 29 mars 2011

Monsieur Geoffrey Kelley
Ministre responsable des Affaires autochtones
900, place D'Youville, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 3P7

Notre référence : 054628

Objet : Contrat intervenu entre le ministre des Affaires autochtones et Heenan Blaikie Aubut

Monsieur le ministre,

Me René Dussault

T 418 649.5053
F 418 524-1717
rdussault@heenan.ca

900, boul. René-Lévesque Est
Bureau 600
Québec (Québec)
Canada G1R 2B5

www.heenanblaikie.com

Il me fait plaisir de vous fournir ci-dessous un compte rendu des diverses démarches et activités que j'ai effectuées et accomplies dans le cadre du contrat intervenu le 7 mai 2009 entre le ministre des Affaires autochtones, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par M. André Maltais, secrétaire général associé aux Affaires autochtones, dûment autorisé, et la société Heenan Blaikie Aubut. Ce contrat a fait l'objet de deux avenants le prolongeant d'abord du 6 mai 2010 au 30 septembre 2010 puis de cette date au 31 mars 2011.

Voici un bref descriptif des mandats qui m'ont été confiés dans le cadre de ce contrat et de ses avenants :

1. Agir à titre de négociateur et de facilitateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre du processus de négociation tripartite menant à une entente sur la gouvernance de la nation Crie;
2. Agir à titre de négociateur et de facilitateur dans le cadre du processus de résolution du différend relatif à la Municipalité de la Baie-James qui a été convenu entre le premier ministre, monsieur Jean Charest, et le grand chef des Cris, monsieur Matthew Coon Come;

Heenan Blaikie Aubut, partie intégrante de Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL
Avocats Agents de brevets et de marques de commerce
Québec Montréal Toronto Vancouver Calgary Sherbrooke Ottawa Trois-Rivières
Victoria Paris Singapour

3. Contribuer à développer des approches en vue d'un dialogue politique sur les questions de territoire et ressources entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations;
4. Entreprendre sur une base exploratoire des discussions avec les représentants de la nation Huronne Wendat afin de bien circonscrire les enjeux, les objectifs et les modalités de discussions qui pourraient avoir lieu entre le gouvernement du Québec et cette nation concernant notamment le traité Murray et les enjeux liés au territoire.

1. La négociation tripartite

Faisant suite à l'entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Canada et les Cris d'Eeyou Istchee, un processus de négociation tripartite a été instauré.

Dans le cadre de ce processus, j'ai participé à quatre séances de négociation en 2009, une séance en 2010 et deux séances en 2011. J'ai aussi participé, à ce sujet, à plusieurs rencontres préparatoires et de suivi avec les fonctionnaires concernés au Secrétariat des Affaires autochtones et au ministère de la Justice et fait des comptes rendus verbaux au ministre responsable des Affaires autochtones.

2. Le processus de résolution du différend relatif à la municipalité de la Baie-James

Dans le cadre de ce processus établi en février 2010, j'ai d'abord participé à deux séances de négociation (mars et avril) avec les Cris, puis, à la suite d'une proposition des Cris visant la gouvernance non seulement sur les terres III mais aussi sur les terres II et 1 b, à une dizaine de séances de négociation depuis septembre 2010 en vue d'en arriver à une entente de principe le plus tôt possible.

Ce processus de négociation a exigé ma participation à un très grand nombre de rencontres préparatoires et de suivi avec les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), du ministère de la Justice et du Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) formant l'équipe de négociation. J'ai aussi participé, à ce sujet, à quelques rencontres de travail avec le ministre responsable des Affaires autochtones, certains membres de son cabinet et des fonctionnaires du SAA ainsi qu'à une session de présentation du dossier à certains ministres concernés.

Heenan Blaikie Aubut

3. Le territoire et les ressources

Après avoir d'abord rencontré, en mai 2009, monsieur Ghislain Picard, président de l'APNQL, pour discuter d'une possible collaboration, j'ai exécuté, au cours de l'année 2010 avec l'aide de certains fonctionnaires du Secrétariat aux Affaires autochtones un mandat de réflexion sur les principaux enjeux qui caractérisent les relations entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations non signataires de la convention de la Baie-James et du Nord québécois et de la convention du Nord-Est québécois, au sujet du territoire et des ressources.

Dans l'exécution de ce mandat, j'ai participé à de nombreuses sessions de travail avec les fonctionnaires concernés. Nous avons partagé le résultat de notre réflexion avec un certain nombre de sous-ministres (Justice, MRNF).

4. Discussions exploratoires avec les représentants de la nation huronne-wendat

Au cours de l'année 2010, j'ai rencontré à trois reprises les avocats représentant la nation huronne-wendat afin de tenter de circonscrire les enjeux, les objectifs et les modalités des discussions qui pourraient avoir lieu entre le gouvernement du Québec et cette nation concernant leur occupation du territoire. J'ai participé en parallèle à de multiples rencontres avec les fonctionnaires concernés en vue d'établir les termes de la discussion qui pourrait s'ouvrir.

Voilà, monsieur le ministre, le compte rendu succinct des travaux que j'ai effectués dans le cadre du contrat apparaissant en rubrique.

Je demeure à votre disposition pour toute information additionnelle et vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Heenan Blaikie Aubut



RD/amr

c. c. M. André Maltais, secrétaire général associé du Secrétariat aux affaires autochtones

Heenan Blaikie Aubut

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

6. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations et à la mise en place du Plan Nord.

RÉPONSE :

Le SAA a participé à toutes les rencontres de la Table des partenaires et de la Table des partenaires autochtones. Le SAA n'a encouru aucun autre coût que des frais de 3 389,24 \$ relatifs aux déplacements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'oppositionRENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

7. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones (FIA), fournir la liste et la nature des projets financés et la liste des projets refusés pour 2010-2011 ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :
- a) développement économique;
 - b) garantie de prêt;
 - c) infrastructure communautaire;
 - d) action communautaire;
 - e) soutien à la consultation;
 - f) Fournir aussi le nombre de demandes reçues (par volet et par communauté).

RÉPONSE :

PROJETS FINANCÉS ET MONTANTS DÉBOURSÉS PAR PROGRAMME EN 2010-2011

Programme : Développement économique	Déboursés
<u>Centre de location Kitcisakik</u>	20 000 \$
Le projet consiste à construire un atelier où seront effectuées la location d'équipements et la réparation d'équipements de location et à acquérir des équipements de location et les outils pour réparer les équipements.	
<u>Projet de restaurant Widiha - Lac-Simon</u>	15 300 \$
Projet d'ouverture d'un restaurant dans la communauté algonquine de Lac-Simon.	
<u>Rénovation de l'église de la mission Ste-Catherine en musée</u>	7 500 \$
La communauté souhaite faire des améliorations locatives à l'ancienne église de la mission Ste-Catherine afin d'en faire un musée sur l'histoire des Algonquins Abitibiwinni.	
<u>Aide au développement économique local - Winneway</u>	25 195 \$
La communauté de Winneway souhaite engager un agent de développement économique (Richard Séguin).	
<u>Restaurant Crèmerie-Cantine chez Bello</u>	62 500 \$
Acquisition et améliorations locatives d'un restaurant/mini-motel.	
<u>Programmation 2010-2011 – Akwesasne</u>	1 079 234 \$
Cette programmation regroupe 31 projets en développement économique.	
<u>Educational Materials Distribution Center</u>	14 954 \$
Le projet consiste à réaliser une étude afin de déterminer la faisabilité de la création d'un centre de distribution de matériel éducatif en anglais pour le préscolaire et de valider la possibilité de commercialisation des livres de contes pour enfants.	
<u>Acquisition de pêcherie Manicouagan inc. et Crabiers du Nord inc. - Betsiamites</u>	463 644 \$
Le projet consiste à acquérir 51 % des actions de Pêcherie Manicouagan inc. et 30 % des actions de Crabiers du Nord inc.	

<u>Croisières Essipit inc.</u>	65 000 \$
Expansion d'entreprise avec l'acquisition de nouveaux moteurs permettant d'augmenter le nombre de passagers par embarcation.	
<u>Dépanneur communautaire Boni-Soir Essipit</u>	50 000 \$
Le projet consiste à moderniser un dépanneur Boni-Soir appartenant à 100 % au Conseil des Innus d'Essipit.	
<u>Implantation d'une structure d'organisation du développement économique</u>	100 000 \$
Projet d'implantation d'une structure d'organisation pour le développement économique.	
<u>Coop de solidarité Nimilupan Nitshinatsh</u>	120 000 \$
Demande d'aide financière pour un projet de service d'aide domestique par la Coopérative de solidarité en aide domestique Nimilupan Nitshinatsh de Mashteuiatsh.	
<u>Structure de développement économique - Natashquan</u>	120 000 \$
Le projet consiste à la mise en place d'une nouvelle structure de développement économique au sein de la communauté de Natashquan.	
<u>Ébénisterie MR - Michel Rock</u>	25 000 \$
Création d'une entreprise d'ébénisterie : fabrication et installation d'armoires de cuisine et d'éléments décoratifs.	

Programme : Infrastructure communautaire	Déboursés
<u>Patinoire Amikobi - Lac-Simon</u>	20 245 \$
Projet de réaménagement de la patinoire de l'école primaire Amikobi.	
<u>Terrain de Volley-Ball - Lac-Simon</u>	6 000 \$
Réaménagement et rénovation des terrains de volley-ball de l'école Amik-Wiche	
<u>Terrains de jeux - Lac-Simon</u>	52 000 \$
Il s'agit de réaménager 3 terrains de jeux situés sur les terrains de deux écoles de la communauté de Lac-Simon. Les infrastructures seront mises à la disposition de l'ensemble de la communauté.	
<u>Aménagement d'un stationnement pour le B.D.S.E. - Pikogan</u>	21 000 \$
Stationnement bureau socioéconomique à Pikogan.	
<u>Achat d'équipement pour l'aréna A'nowara'ko:wa - Akwesasne</u>	45 000 \$
Achat d'équipement.	
<u>Programmation 2010-2011 projets Infrastructures communautaires - Akwesasne</u>	49 000 \$
Le projet consiste en la réalisation d'améliorations locatives pour les espaces communs extérieurs de la résidence pour aînés Iakhihsohtha.	

Programme : Soutien à la consultation	Déboursés
Demande de financement relatif aux diverses consultations reliées au secteur forestier, minier et territorial.	
Bureau de consultation - 3 ^e année	72 000 \$
Bureau de consultation - 3 ^e année	151 500 \$
Bureau de consultation - 2 ^e année	375 000 \$
Soutien au processus particulier de consultation sur le projet désigné par Hydro-Québec comme étant « projet de réseau de transport en Minganie - Raccordement du complexe de la Romaine par Hydro-Québec »	
Consultation - Raccordement du complexe Romaine.	216 000 \$

Projets refusés par programme en 2010-2011

Programme : Développement économique

Entreprises Enryk inc. - Acquisition d'un camion et d'un fardier - Manawan

Raison du refus : Faisabilité et viabilité du projet non démontrées.

Achat d'un chargeur sur roues - Obedjiwan

Raison du refus : Dépense engagée avant la date du dépôt de la demande d'aide financière.

Kahnawake Youth Center - Kahnawake

Raison du refus : Le projet comporte entièrement des dépenses de fonctionnement.

Strategic Community Health Careers - Kahnawake

Raison du refus : Le projet comporte entièrement des dépenses de fonctionnement.

Destination Sept-Îles Nakauinanu - ITUM : Étude – Uashat-Maliotenam

Raison du refus : Le projet financé à 80 % par le ministère du Tourisme.

Programme : Infrastructure communautaire

Relocation du Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles

Raison du refus : Fonds réservés aux organismes autochtones hors réserve dans le volet infrastructure communautaire du FIA épuisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

8. Concernant le Fonds de développement pour les Autochtones (FDA), fournir la liste et la nature des projets financés et la liste des projets refusés pour 2010-2011 ainsi que les montants déboursés.

RÉPONSE :

Fonds de développement pour les autochtones (FDA)

La liste des projets financés pour 2010-2011 :

NATION	COMMUNAUTÉ	NATURE DU PROJET	MONTANT DÉBOURSÉ
Algonquins			
	Kitcisakik	Développement économique	268 476 \$
Innus (Montagnais)			
	Uashat-Maliotenam	Infrastructures communautaires	50 000 \$

La liste des projets refusés pour 2010-2011 :

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

9. Liste des communautés autochtones faisant l'objet d'une entente particulière dans le cadre du Fonds de développement pour les autochtones depuis 2000.

RÉPONSE :

Akulivik	Obedjiwan
Akwesasne	Odanak
Aupaluk	Pakuashipi
Betsiamites	Pikogan
Essipit	Puvirnituq
Gesgapegiag	Quaqtaq
Gespeg	Salluit
Hunter's Point (Wolf Lake)	Tasiujaq
Inukjuak	Timiskaming
Ivujivik	Uashat-Maliotenam
Kebaowek	Umiujaq
Kahnawake	Wemotaci
Kangiqsualujuaq	Wendake
Kangiqsujuaq	Wôlinak
Kangirsuk	
Kawawachikamach	
Kitcisakik	
Kuujuuaq	
Kuujuuarapik	
La Romaine	
Lac Rapide	
Lac-Simon	
Listuguj	
Malécites de Viger	
Manawan	
Mashteuiatsh	
Matimekosh	
Mingan	
Natashquan	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

10. Liste des projets économiques présentés en 2010-2011 par les administrations autochtones au SAA et état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détails des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.

RÉPONSE :

NATION/ TITRE DU PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	MONTANT ENGAGÉ/ RAISON DU REFUS
Odanak		
• Institution postsecondaires des Premières Nations	Lettre d'annonce du ministre	434 975 \$
• Les Petits Détails	Entente de financement	8 650 \$
Lac-Simon		
• Projet de restaurant Widiha	Versement	17 000 \$
• Dépanneur Kapekijik	Entente de financement	35 000 \$
• Ressources Menitik Inc.	Avis sectoriel	
• Artisanat Kickatik	Documentation attendue	5 250 \$
Pikogan		
• Rénovation de l'église de la mission Ste-Catherine en musée	Versement	15 000 \$
Timiskaming		
• Aide au développement économique local	Accusé réception	
Winneway		
• Aide au développement économique local	Versement	50 390 \$
Manawan		
• Aide au développement économique local - agent de liaison ressources naturelles	Documentation attendue	12 504 \$
• Établissement hôtelier	Documentation attendue	
• Acquisition d'un commerce dans le domaine de la restauration	Abandonné	
• Acquisition d'un camion et d'un fardier	Refusé	Viabilité et rentabilité du projet non démontré
Obedjiwan		
• Station-service Opitciwan Inc.	Entente de financement	375 000 \$
• Achat d'un chargeur sur roues	Refusé	Dépenses réalisées avant dépôt du projet
Wemotaci		
• Agrandissement du comptoir Atowkinatok	Documentation attendue	675 000 \$
Général Inuits		
• Nunacell Inc. - Établissement d'un service de téléphonie cellulaire à Kuujuaq	Versement	239 000 \$
• Nunavik Rotors Inc. - Expansion of operations (joint venture)	Accusé réception	

NATION/ TITRE DU PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	MONTANT ENGAGÉ/ RAISON DU REFUS
Général Inuits (suite)		
• Hébergement Uvatinut - Construction d'appartement à Puvirnituq	Accusé réception	
• Tuvaaluk Landholding Corp. - Quaqlaq training Center	Accusé réception	
• Makivik Corporation Sewing Centre	Accusé réception	
• Sugluk Enterprises Inc.	Accusé réception	
Gespeg		
• Plan d'affaires - Résidence pour les aînés	Inscription au SAA	
Gesgapegiaq		
• Gesgapegiaq Excavation	Versement	258 755 \$
Akwesasne		
• Sugarbush Island Construction - Andrew & Kevin Lazore	Versement	25 000 \$
• Rondpoint Storage - Mary Fay Roundpoint	Versement	50 000 \$
• Hydro Yacht of Akwesasne - Clyde & Kenneth Cree	Versement	50 000 \$
• Point Fabrication - Dean F. Point	Versement	50 000 \$
• Running Deer Construction - Wallace Ransom	Versement	50 000 \$
• Flint Lawn and Marine - Oran, Eric et Loran Thompson	Versement	50 000 \$
• Tackle Box River Convenience Store - Danielle & Thomas Oakes	Versement	75 000 \$
• Toby Roundpoint Contracting - Toby Roundpoint	Versement	50 000 \$
• Mitchells Construction, Salvage and Recovery - Larry Mitchell	Versement	50 000 \$
• Papi Industries - David Papineau	Versement	46 000 \$
• Swamp Performance - Kiawentonteh Swamp	Versement	12 000 \$
• M N L Lumber - Mike Swamp	Versement	29 340 \$
• Chico's Marina - Karakinkie Lazore & Micheal P. Mitchell	Versement	43 115 \$
• D & R Disposal - Darcy et Roy Delormier	Versement	57 000 \$
• Adams Construction - William Adams	Versement	50 000 \$
• White Plumbing - Rosemarie & Nelson White	Versement	50 000 \$
• Spa Day - Reannon McDonald-Days	Versement	11 174 \$
• RL Construction	Versement	37 500 \$
• Akwesasne Pools and landscaping	Versement	5 022 \$
• Akwesasne Sport	Versement	8 765 \$
• Knotty Pine Catering	Versement	11 475 \$
• Native Connection	Versement	7 500 \$
• #9 Propane	Versement	85 508 \$
• Carter Jack Marine	Versement	26 503 \$
• Akwesasne Electric	Versement	7 452 \$
• GT Concrete	Versement	12 250 \$
• C&D trucking	Versement	75 000 \$
• Forbs Copy Center	Versement	11 383 \$
• Adams Marina and Diner	Versement	17 612 \$
• Purple Ribbon Gift Shop	Versement	11 182 \$
• Jocks Kwik Stop	Versement	24 029 \$
Kahnawake		
• Profil socio-économique de Kahnawake	Entente de financement	135 000 \$
• Étude de faisabilité pour « Economic Development Solution »	Versement	24 775 \$
Essipit		
• Dépanneur communautaire Boni-Soir Essipit	Documentation attendue	100 284 \$
• Amélioration des pourvoiries Essipit	Documentation attendue	83 669 \$
La Romaine		
• Implantation d'une structure d'organisation du développement économique	Documentation attendue	330 000 \$

NATION/ TITRE DU PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	MONTANT ENGAGÉ/ RAISON DU REFUS
Mashteuiatsh		
• Marché d'alimentation	Documentation attendue	70 000 \$
Matimekosh		
• Partenariat pour distribution de produits pétroliers - Plan d'affaires	Documentation attendue	55 000 \$
• Magasin/station d'essence - Matimekush	Documentation attendue	

NATION/ TITRE DU PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	MONTANT ENGAGÉ/ RAISON DU REFUS
Mingan		
• CDEE - Soutien aux entreprises et entrepreneurs	Entente de financement	261 000 \$
Natashquan		
• Investissement dans Polaris Holding	Entente de financement	88 750 \$
• Atik Aviation	Documentation attendue	155 000 \$
Uashat-Maliotenam		
• Béton Innu Côte-Nord inc.	Abandonné	
• Utshu Construction Enr.	Avis sectoriel	
• Gérard Jourdain_Peinture	Approbation attendue	
• AGARA - Ernest Aness Dominique	Documentation attendue	
• Agents de développement économique	Approbation attendue	
Kawawachikamach		
• Partenariat pour distribution de produits pétroliers - Plan d'affaires	Documentation attendue	55 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

11. Actions posées et crédits engagés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 auprès des jeunes et des femmes autochtones et prévisions pour 2011-2012.

RÉPONSE :

2008-2009

Jeunes

En 2008-2009, le Secrétariat aux affaires autochtones a alloué une somme de 25 000 \$ au Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador. Cette somme s'inscrit à l'intérieur d'une entente triennale (2006-2009) en collaboration avec le Secrétariat à la jeunesse. La participation du Secrétariat aux affaires autochtones s'élève à 50 000 \$ par année. Le solde de 25 000 \$ sera versé sur présentation des états financiers vérifiés au 31 mars 2009.

De plus, pour l'année financière 2008-2009, le SAA s'est engagé pour une somme de 200 000 \$ dans le cadre du *Programme d'aide financière pour l'embauche de coordonnateurs(trices) en sport et loisir, et d'implication communautaire et citoyenne dans différentes communautés autochtones du Québec*. Le budget du Programme, soit une somme de 1 050 000 \$, se répartit ainsi : 650 000 \$ provient du SAJ, 300 000 \$ du SAA et 100 000 \$ du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Ce financement est réparti sur deux années financières, soit 2007-2008 et 2008-2009.

Le Secrétariat aux affaires autochtones a financé en 2008-2009 des projets de plusieurs types concernant les jeunes soit : des forums jeunesse, des échanges culturels, des activités parascolaires, des activités sportives, des camps d'été et des projets de formation pour un montant total de 471 600 \$.

Jeunes 2008-2009

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Association québécoise autochtone en science et en ingénierie	Expo-Sciences Autochtone	10 000 \$
	Conseil en éducation des Premières Nations	Jeux interscolaires	500 \$
	Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	Conseil des jeunes	25 000 \$
	Sous-total		35 500 \$
Organismes non-autochtones	Atelier Radio-Enfants	Capsules radiophoniques avec de jeunes autochtones	3 000 \$
	Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	Forum jeunesse 2008	2 100 \$
	Forums jeunesse régionaux du Québec	Frais de traduction	5 000 \$

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes non-autochtones (suite)	École d'été du Nouveau Monde	École d'été 2008	25 000 \$
	Université du Québec à Montréal	École du Nord 2009	15 000 \$
	Wapikoni mobile	Projet de diffusion nationale des œuvres du Wapikoni	23 000 \$
	Sous-total		73 100 \$
Autochtones hors-réserve	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	19 ^e forum annuel des jeunes	1 500 \$
	Sous-total		1 500 \$
Algonquins	Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Livres traduits en algonquin	2 000 \$
	Jeunes musiciens du monde	École de musique pour les jeunes de Kitcisakik	40 000 \$
	Première Nation de Longue-Pointe	Achat de matériel récréatif pour activités parascolaires	2 000 \$
	Sous-total		44 000 \$
Attikameks	École Otapi	Échange culturel	3 000 \$
	Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet de formation en mécanique véhicules légers	20 000 \$
	Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet Kiskinomatowin	2 500 \$
	Club de soccer Les Pirates	Club de soccer pour les jeunes de Wemotaci	5 500 \$
Sous-total			31 000 \$
Hurons	Productions Andawa	2 ^e série télévisée Chic Choc	7 500 \$
	Sous-total		7 500 \$
Micmacs	Corporation de développement économique Listuguj Pointe-à-la-Croix	Projet Harmonie Inter-Communautés	20 000 \$
	Sous-total		20 000 \$
Mohawks	Cercle sportif et loisirs des Premières Nations	Camp de hockey	5 000 \$
	Sous-total		5 000 \$
Montagnais (Innus)	Institut culturel et éducatif montagnais	Programme de sensibilisation Rencontre Québécois-Autochtone	20 000 \$
	École Tshishteshinu	Échange culturel	5 000 \$
	Compagnie de théâtre La Plume Blanche	Pièce de théâtre	3 000 \$
	Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John	Camp Jeunesse Ushu	15 000 \$
	École Kanatamat	Troupe de danse	2 000 \$
	Conseil des Innus de Ekuanitshit	Tournoi de volleyball	1 000 \$
	École Teueikan	Tournoi de volleyball	1 000 \$
	École Teueikan	Voyage éducatif	1 000 \$
	CPE Uapukun	Projet Nakatuenimau Nituassim	3 000 \$
	Sous-total		51 000 \$
Inuits	École Ikusik	Voyage éducatif	3 000 \$
	Sous-total		3 000 \$
Autres	Programme de coordonnateurs aux loisirs et aux sports		200 000 \$
Sous-total			200 000 \$
TOTAL			471 600 \$

Femmes

En 2008-2009, le Secrétariat aux affaires autochtones a alloué une somme de 180 000 \$ à l'organisme Femmes autochtones du Québec inc. pour le soutien à la mission globale d'un organisme communautaire. Cette somme s'inscrit à l'intérieur d'une entente triennale (2006-2009) et a été versée à même le Fonds d'initiatives autochtones pour l'action communautaire.

Les subventions accordées pour des projets touchant les femmes en 2008-2009 concernaient surtout des activités de maisons d'hébergement et des rassemblements de femmes autochtones.

Les aides financières octroyées pour les femmes autochtones totalisent 245 000 \$.

Femmes 2008-2009

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Femmes autochtones du Québec inc.	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	180 000 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	Poste de coordonnatrice aux projets spéciaux	20 000 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	Marché indien	5 800 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	Activités du réseau des maisons d'hébergement	10 000 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	Sommet national des femmes autochtones	1 000 \$
	Comité priorité violence conjugale	Activités	2 000 \$
	Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	Rassemblement des femmes élues	5 000 \$
	Sous-total		223 800 \$
Organismes non-autochtones	Ordre des sages-femmes du Québec	Assermentation de sages-femmes inuites	3 000 \$
	Sous-total		3 000 \$
Autochtones hors-réserve	Maison communautaire Missinak	Souper spectacle bénéfice	5 000 \$
	Maison communautaire Missinak	Participation à une conférence	2 200 \$
	Sous-total		7 200 \$
Montagnais (Innus)	Conseil des Innus de Pakuashipi	Participation au rassemblement des femmes	1 000 \$
	Conseil des Montagnais de Natashquan	Organisation du rassemblement des femmes	10 000 \$
	Sous-total		11 000 \$
		TOTAL	245 000 \$

En 2009-2010

Jeunes

En 2009-2010, le Secrétariat aux affaires autochtones s'est engagé pour une somme de 60 000 \$ au Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador. Cette somme s'inscrit à l'intérieur d'une entente quinquennale (2009-2014) en collaboration avec le Secrétariat à la jeunesse. Le budget total de ce projet est de 600 000 \$ pour les cinq années, et se répartit ainsi : 300 000 \$ provient du Secrétariat aux affaires autochtones et 300 000 \$ du Secrétariat à la jeunesse. Chaque organisme verse un montant de 60 000 \$ annuellement sur présentation de pièces justificatives telles que les rapports d'activités annuels ainsi que les états financiers vérifiés.

De plus, pour l'année financière 2009-2010, le SAA s'est engagé pour une somme de 171 450 \$ dans le cadre du *Programme d'aide financière pour l'embauche de coordonnateurs(trices) en sport et loisir, et d'implication communautaire et citoyenne dans différentes communautés autochtones du Québec*. Le budget du Programme, soit une somme de 1 465 350 \$, se répartit ainsi : 651 000 \$ provient du SAJ, 514 350 \$ du SAA et 300 000 \$ du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Ce financement est réparti sur trois années financières, soit 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Le Secrétariat aux affaires autochtones a financé en 2009-2010 des projets de plusieurs types concernant les jeunes soit : des forums jeunesse, des échanges culturels, des activités parascolaires, des activités sportives, des camps d'été et des projets de formation pour un montant total de 876 095 \$.

Jeunes 2009-2010

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Association québécoise autochtone en science et en ingénierie	Expo-Sciences Autochtone	12 000 \$
	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	2 ^e phase du programme court en intervention jeunesse autochtone	30 000 \$
	Conseil en éducation des Premières Nations	Jeux interscolaires	1 000 \$
	Conseil en éducation des Premières Nations	Projet « Rencontre »	3 000 \$
	Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	Conseil des jeunes	60 000 \$
	Sous-total		106 000 \$
Organismes non-autochtones	Atelier Radio-Enfants	Capsules radiophoniques avec de jeunes autochtones	2 000 \$
	Collège Frontière	3 camps d'été dans les communautés autochtones	10 000 \$
	Comité organisateur des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (COVAN)	Participation de 22 jeunes autochtones et inuits du Québec à la soirée d'ouverture	152 600 \$
	École Laflèche	Journée d'immersion autochtone	1 000 \$
	École primaire Marie-Médiatrice	Projet de sensibilisation à la culture attikamek	600 \$
	École secondaire Sacré-Cœur	Voyage de sensibilisation à la culture autochtone	1 500 \$
	École d'été du Nouveau Monde	École d'été 2009	10 000 \$
	Forum jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	Forum jeunesse 2009	2 500 \$
	Maison des jeunes Le Kao	Journée culturelle autochtone	500 \$

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes non-autochtones (suite)	Université du Québec à Montréal	École du Nord 2009	15 000 \$
	Wapikoni mobile	Activités du Wapikoni mobile	40 000 \$
		Sous-total	235 700 \$
Algonquins	Conseil des Anishnabe du Lac-Simon	Formation de 2 travailleurs de rue	5 000 \$
	Jeunes musiciens du monde	École de musique pour les jeunes de Kitcisakik	45 000 \$
		Sous-total	50 000 \$
Attikameks	École Otapi	Échange culturel	3 000 \$
	Club de soccer Les Pirates	Embauche d'étudiants pour camp d'été de soccer	1 500 \$
	Club de soccer Les Pirates	Étude d'impact	700 \$
	Club de soccer Les Pirates	Club de soccer pour les jeunes de Wemotaci, Manawan et Obedjiwan	12 000 \$
	Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet de formation en mécanique véhicules légers	20 000 \$
	Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet Kiskinomatowin	34 000 \$
	Conseil des Atikamekw de Wemotaci	2 ^e phase du projet Nokitan	5 000 \$
	École Simon P. Ottawa	Voyage de fin d'année scolaire des élèves de 5 ^e et 7 ^e années	2 000 \$
	École Simon P. Ottawa	Randonnée à vélo pour contrer le décrochage scolaire	1 500 \$
	Maison des jeunes Nitwitcewakan-Wapi	Projet d'exposition itinérante	5 000 \$
	Maison des jeunes Nitwitcewakan-Wapi	Projet Mikinak	15 945 \$
		Sous-total	100 645 \$
Cris	Cree Regional Events & Entertainment	17 ^e édition du tournoi de hockey mineur et de ballon sur glace	2 000 \$
	Grand Conseil des Cris	Jeux Autochtones Inter-Bandes 2010	49 000 \$
		Sous-total	51 000 \$
Hurons	Productions Andawa	2 ^e série télévisée Chic Choc	7 500 \$
	Tourisme Wendake	Entente triennale	25 000 \$
		Sous-total	32 500 \$
Micmacs	Corporation de développement économique Listuguj Pointe-à-la-Croix	Projet Harmonie Inter-Communautés	20 000 \$
		Sous-total	20 000 \$
Montagnais (Innus)	Classique Innu Open 2009	Tournoi de golf	150 \$
	Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac-John	Rassemblement des jeunes	3 000 \$
	Conseil Innu Takuaitkan Uashat mak Mani-Utenam	Rassemblement des jeunes	3 000 \$
	Conseil des Innu de Ekuanitshit	Participation à un tournoi de volleyball	2 000 \$
	Conseil des Innu de Ekuanitshit	Participation aux jeux interscolaires du CEPN	500 \$
	Conseil des Innu de Ekuanitshit	Rassemblement des jeunes	1 000 \$
	Conseil des Innu de Pakuashipi	Projet Nokitan II	2 000 \$

Nation	Organisme	Projet	Montant
Montagnais (Innus) (suite)	Conseil Innu Takuai kan Uashat mak Mani-Utenam	Participation aux Élit es de Jonquière (hockey)	750 \$
	École Marie-Sarah	Voyage à caractère scientifique, culturel et récréatif	5 000 \$
	École Olamen	Frais de traduction du volume 4 du livre Unamen Shipu	5 000 \$
	École Uashkaikan	Échange culturel	2 000 \$
	École Uauitshitun	Voyage scolaire	3 000 \$
	Institut culturel et éducatif montagnais	Programme de sensibilisation Rencontre Québécois-Autochtone	15 000 \$
	Mamit Innuat	Projet d'insertion sociale et professionnelle	38 800 \$
	Napess Bergeron, Karina	Participation à des compétitions de judo	600 \$
	Santé et services sociaux Matimekosh-Lac-John	Camp jeunesse Ushu	25 000 \$
	Sous-total		106 800 \$
Naskapis	Nation naskapie de Kawawachikamach	Rassemblement des jeunes	2 000 \$
	Sous-total		2 000 \$
Général	Programme de coordonnateurs sports et loisirs		171 450 \$
	Sous-total		171 450 \$
	TOTAL		876 095 \$

Femmes

En 2009-2010, le Secrétariat aux affaires autochtones a alloué une somme de 180 000 \$ à l'organisme Femmes autochtones du Québec inc. pour le soutien à la mission globale d'un organisme communautaire. Cette somme s'inscrit à l'intérieur d'une entente triennale (2009-2012) et a été versée à même le Fonds d'initiatives autochtones pour l'action communautaire.

Les subventions accordées pour des projets touchant les femmes en 2009-2010 concernaient surtout des activités de maisons d'hébergement et des rassemblements de femmes autochtones.

Les aides financières octroyées pour les femmes autochtones totalisent 224 000 \$.

Femmes 2009-2010

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Femmes autochtones du Québec inc.	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	180 000 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	Activités du réseau des maisons d'hébergement	10 000 \$
	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Programme de réduction des méfaits	30 000 \$
	Sous-total		220 000 \$
Montagnais (Innus)	Conseil des Innus de Ekuanitshit	Rassemblement des femmes	2 000 \$
	Conseil des Innus de Pakuashipi	Organisation du rassemblement des femmes	2 000 \$
	Sous-total		4 000 \$
		TOTAL	224 000 \$

En 2010-2011

Jeunes

En 2010-2011, le Secrétariat aux affaires autochtones s'est engagé pour une somme de 60 000 \$ au Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador. Cette somme s'inscrit à l'intérieur d'une entente quinquennale (2009-2014) en collaboration avec le Secrétariat à la jeunesse. Le budget total de ce projet est de 600 000 \$ pour les cinq années, et se répartit ainsi : 300 000 \$ provient du Secrétariat aux affaires autochtones et 300 000 \$ du Secrétariat à la jeune. Chaque organisme verse un montant de 60 000 \$ annuellement sur présentation de pièces justificatives telles que les rapports d'activités annuels ainsi que les états financiers vérifiés.

De plus, pour l'année financière 2010-2011, le SAA s'est engagé pour une somme de 171 450 \$ dans le cadre du *Programme d'aide financière pour l'embauche de coordonnateurs(trices) en sport et loisir, et d'implication communautaire et citoyenne dans différentes communautés autochtones du Québec*. Le budget du Programme, soit une somme de 1 465 350 \$, se répartit ainsi : 651 000 \$ provient du SAJ, 514 350 \$ du SAA et 300 000 \$ du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Ce financement est réparti sur trois années financières, soit 2009-2010, 2010-2011 et 2011 -2012.

Le Secrétariat aux affaires autochtones a financé en 2010-2011 des projets de plusieurs types concernant les jeunes soit : des forums jeunesse, des échanges culturels, des activités parascolaires, des activités sportives, des camps d'été et des projets de formation pour un montant total de 592 250 \$.

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Assinu	Projet Mitshishu	20 000 \$
	Association québécoise autochtone en science et en ingénierie	Expo-Sciences Autochtone	12 000 \$
	Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	Fresque murale	1 000 \$
	Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	Projet Ka Mamukanit (insertion sociale)	17 500 \$
	Conseil en éducation des Premières Nations	Jeux interscolaires	2 000 \$
	Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	Conseil des jeunes	60 000 \$
	Sous-total		112 500 \$
Organismes non-autochtones	Association de hockey mineur de Val-d'Or	Commandite pour équipe de hockey pee-wee	500 \$
	Centre de la jeunesse et de la famille Batshaw	Pow wow 2010	2 000 \$
	Collège Frontière	Tenue de 3 camps d'été dans les communautés autochtones	12 000 \$
	Forum jeunesse Abitibi-Témiscamingue	Participation des jeunes autochtones	1 500 \$
	Jeunes musiciens du monde	Soirée Jeunes musiciens du monde	5 900 \$
	Jeunes musiciens du monde	École de musique pour les jeunes de Kitcisakik	45 000 \$
	Wapikoni mobile	Soutien aux activités	40 000 \$
	Université du Québec à Chicoutimi	Carrière Santé - jeunes des Premières Nations	4 500 \$
Sous-total			111 400 \$

Nation	Organisme	Projet	Montant
Algonquins	Groupe Anishnabe	Participation d'un groupe de musique à un spectacle bénéfice	1 800 \$
	Lemieux, Nolet inc.	Coordonnateur en sports et loisirs pour la communauté de Lac-Barrière	6 000 \$
	Lemieux Nolet inc.	Fonds pour les activités récréatives et sportives pour les jeunes du secondaire de Lac-Barrière	9 500 \$
	Musée des Abénaquis	Organisation d'ateliers d'art	2 500 \$
	Sous-total		19 800 \$
Attikameks	Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet Kiskinomatosowin	1 000 \$
	Conseil des jeunes Atikameks Opitciwan	Participation d'une jeune à une conférence sur le leadership	300 \$
	Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Mise en place d'un camp de soccer	500 \$
	Sous-total		1 800 \$
Cris	Cree Nation Youth Council	Symposium jeunesse crie	1 000 \$
	Cree Regional Authority	Cree Summer Games	1 000 \$
	Grand Conseil des Cris	Jeux Autochtones Inter-Bandes	16 000 \$
	Sous-total		18 000 \$
Inuits	École Tukisiniarvik	Voyage au Kenya	2 500 \$
	Sous-total		2 500 \$
Micmacs	Corporation de développement économique Listuguj Pointe-à-la-Croix	Projet Harmonie Inter-Communautés	20 000 \$
	Sous-total		20 000 \$
Montagnais (Innus)	Centre de santé Matimekush-Lac-John	Camp Ushu	45 000 \$
	Conseil des Montagnais de Natashquan	Frais d'inscription à Hockey Côte-Nord	1 000 \$
	Conseil des Montagnais de Natashquan	Hockey mineur de Natashquan	1 000 \$
	Conseil des Innus d'Ekuanitshit	Participation de plusieurs équipes à un tournoi de volleyball	5 300 \$
	Conseil des Innus d'Ekuanitshit	Participation d'une équipe d'Ekuanitshit aux jeux interscolaires	1 000 \$
	Conseil des Innus d'Ekuanitshit	Participation d'une équipe au tournoi de hockey mineur de Mashteuiatsh	2 000 \$
	Conseil des Innus d'Ekuanitshit	Marche pour la santé des jeunes innus	500 \$
	Conseil des Innus de Pakua Shipi	Soirée reconnaissance des finissants	500 \$
	Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Participation de jeunes aux Jeux Autochtones Inter-Bandes	6 000 \$
	Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Rassemblement des jeunes	3 000 \$
	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Projet d'artisanat orienté vers la jeunesse	10 000 \$
	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Camp de hockey « power skating »	3 000 \$
	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Participation au tournoi international de hockey pee-wee	1 000 \$

	École secondaire Manikanetish	Gala des finissants	1 000 \$
	École Teueikan	Voyage en Gaspésie	1 000 \$
	Institut Tshakapesh	Sensibilisation rencontre Québécois-Autochtones	15 000 \$
	Mamit Innuat	Projet insertion sociale et professionnelle	30 000 \$
	Regroupement des femmes Menueniu Innu	Fêtes de Noël	500 \$
	Sous-total		126 800 \$
Naskapis	Nation naskapie de Kawawachikamach	Achat d'équipement de hockey	2 000 \$
	Nation naskapie de Kawawachikamach	Jeux Autochtones-Inter-bandes	6 000 \$
	Sous-total		8 000 \$
Général	Programme de coordonnateurs sports et loisirs		171 450 \$
	Sous-total		171 450 \$
	TOTAL		592 250 \$

Femmes

En 2010-2011, le Secrétariat aux affaires autochtones a alloué une somme de 180 000 \$ à l'organisme Femmes autochtones du Québec inc. pour le soutien à la mission globale d'un organisme communautaire. Cette somme s'inscrit à l'intérieur d'une entente triennale (2009-2012) et a été versée à même le Fonds d'initiatives autochtones pour l'action communautaire.

Les subventions accordées pour des projets touchant les femmes en 2010-2011 concernaient surtout des activités de maisons d'hébergement et des rassemblements de femmes autochtones.

Les aides financières octroyées pour les femmes autochtones totalisent 205 000 \$.

Femmes 2010-2011

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Conseil des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations	Projet-pilote de recherche et développement	5 000 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	180 000 \$
	Femmes autochtones du Québec inc.	Activités du réseau des maisons d'hébergement	10 000 \$
	Sous-total		195 000 \$
Organismes non-autochtones	Assault sexuel secours	Projet Minomatesi	10 000 \$
	Sous-total		10 000 \$
	TOTAL		205 000 \$

En 2011-2012

Les seules actions qu'il soit possible de prédire sont celles reliées au volet action communautaire du Fond d'initiatives autochtones et celles provenant du fonds Organismes autochtones pour lesquelles des ententes de financement pluriannuelles ont été signées.

Jeunes 2011-2012

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	Conseil des jeunes	60 000 \$
		Sous-total	60 000 \$
Général	Programme de coordonnateurs sports et loisirs		171 450 \$
		Sous-total	171 450 \$
		TOTAL	231 450 \$

Femmes 2011-2012

Nation	Organisme	Projet	Montant
Organismes autochtones	Femmes autochtones du Québec inc.	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	180 000 \$
		TOTAL	180 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

12. Actions posées et crédits engagés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 auprès des Autochtones hors réserve et liste des programmes s'adressant à cette clientèle. Prévisions pour 2011-2012.

RÉPONSE :

2008-2009

Centres d'amitié autochtones du Québec

En 2007, des ententes quinquennales (2007-2012) ont été signées entre le SAA et chacun des huit centres d'amitié autochtones et le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) pour le soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du volet action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones.

Deux ententes dans le cadre du volet développement économique mobilisateur du FIA ont également été signées entre le SAA et le RCAAQ pour l'étude d'un modèle autochtone d'économie sociale et pour son implantation.

Outre les subventions octroyées aux divers centres d'amitié autochtones et au RCAAQ dans le cadre du FIA, le SAA a également versé des sommes à ces organismes pour l'organisation de la Journée nationale des Autochtones, un forum pour les jeunes Autochtones en milieu urbain, des congrès et diverses activités culturelles.

Le montant total versé par le SAA à ces organismes en 2008-2009 est de 781 904 \$.

RCAAQ et centres d'amitié 2008-2009

Organisme	Projet	Montant
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	131 515 \$
	19 ^e forum annuel du Conseil des jeunes autochtones en milieu urbain du Québec	1 500 \$
	FIA - Développement économique mobilisateur (Modèle autochtone d'économie sociale)	64 000 \$
	Sous-total	197 015 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	52 736 \$
	Sous-total	52 736 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	83 853 \$
	Sous-total	83 853 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
	Projet Kinawit (publication sur l'histoire du centre d'amitié autochtone de Val-d'Or)	3 000 \$

Organisme	Projet	Montant
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (suite)	Journée nationale des Autochtones et Gala Reconnaissance Mëmëgwashi	4 000 \$
	Sous-total	63 650 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	100 000 \$
	Sous-total	100 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	87 430 \$
	Fêtes de Noël	750 \$
	Congrès national de l'Association des centres d'amitiés autochtones	1 500 \$
	Sous-total	89 680 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	93 000 \$
	Sous-total	93 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	45 320 \$
	Sous-total	45 320 \$
Centre indien cri de Chibougamau	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
	Sous-total	56 650 \$
	TOTAL	781 904 \$

En 2009-2010

Centres d'amitié autochtones du Québec

En 2007, des ententes quinquennales (2007-2012) ont été signées entre le SAA et chacun des huit centres d'amitié autochtones et le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) pour le soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du volet action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones.

Outre les subventions octroyées aux divers centres d'amitié autochtones et au RCAAQ dans le cadre du FIA, le SAA a également versé des sommes à ces organismes pour divers projets ponctuels.

Le montant total versé par le SAA à ces organismes en 2009-2010 est de 659 404 \$.

RCAAQ et centres d'amitié 2009-2010

Organisme	Projet	Montant
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	131 515 \$
	Projet de lutte contre les stéréotypes sexuels et sexistes	10 000 \$
	Sous-total	141 515 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	52 736 \$
	Réparation du système de récupération des eaux usées	2 000 \$
	Fête nationale des Autochtones	1 500 \$
	Sous-total	56 236 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	83 853 \$
	Sous-total	83 853 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
	Projet Kinawit (publication sur l'histoire du centre d'amitié autochtone de Val-d'Or)	1 500 \$
	Journée nationale des Autochtones et Gala Reconnaissance Mëmëgwashi	4 000 \$
	Sous-total	62 150 \$

Organisme	Projet	Montant
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	65 000 \$
	Sous-total	65 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	87 430 \$
	Fêtes de Noël	750 \$
	Sous-total	88 180 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	60 000 \$
	Activité de soupe populaire	500 \$
	Sous-total	60 500 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	45 320 \$
	Sous-total	45 320 \$
Centre indien cri de Chibougamau	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
	Sous-total	56 650 \$
TOTAL		659 404 \$

En 2010-2011

Centres d'amitié autochtones du Québec

En 2007, des ententes quinquennales (2007-2012) ont été signées entre le SAA et chacun des huit centres d'amitié autochtones et le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) pour le soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du volet action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones.

En 2010, une entente d'une durée de deux ans (2010-2011 et 2011-2012) a été signée avec un nouveau centre d'amitié, soit celui du Saguenay.

Outre les subventions octroyées aux divers centres d'amitié autochtones et au RCAAQ dans le cadre du FIA, le SAA a également versé des sommes à ces organismes pour divers projets ponctuels.

Le montant total versé par le SAA à ces organismes en 2010-2011 est de 766 284 \$.

RCAAQ et centres d'amitié 2010-2011

Organisme	Projet	Montant
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	131 515 \$
	Projet de lutte contre les stéréotypes sexuels et sexistes	8 000 \$
	Réalisation d'une évaluation des besoins	9 000 \$
Sous-total		148 515 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	52 736 \$
	Spectacle de la solidarité	5 545 \$
	Sous-total	58 281 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	83 853 \$
	Sous-total	83 853 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
	Journée nationale des Autochtones et Gala Reconnaissance Mëmëgwashi	4 000 \$
	Sous-total	60 650 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	65 000 \$
	Achat d'une fournaise	6 185 \$
	Sous-total	71 185 \$
Organisme	Projet	Montant

Centre d'amitié autochtone de Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	87 430 \$
	Fêtes de Noël	750 \$
	Fresque murale	1 000 \$
	Sous-total	89 180 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	43 000 \$
	Sous-total	43 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	60 000 \$
	Activité de soupe populaire	500 \$
	Réparation de la toiture	20 000 \$
	Achat d'équipement	20 000 \$
	Sous-total	100 500 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	45 320 \$
	Plans et devis	9 000 \$
	Sous-total	54 320 \$
Centre indien cri de Chibougamau	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
	Tournoi de golf	150 \$
	Sous-total	56 800 \$
TOTAL		766 284 \$

En 2011-2012

Les seules actions qu'il soit possible de prédire sont celles reliées au volet action communautaire du Fond d'initiatives autochtones et celles provenant du fonds Organismes autochtones pour lesquelles des ententes de financement pluriannuelles ont été signées.

RCCAQ et centres d'amitié 2011-2012

Organisme	Projet	Montant
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	131 515 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	52 736 \$
Centre d'amitié autochtone de Montréal	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	83 853 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	65 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	87 430 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	43 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	60 000 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	45 320 \$
Centre indien cri de Chibougamau	FIA - Action communautaire Soutien à la mission globale	56 650 \$
TOTAL		682 154 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

13. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 avec les communautés autochtones. Détails des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

RÉPONSE :

Voir la liste ci-jointe des ententes signées en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et du détail des coûts engendrés. Sur demande, le SAA pourra fournir une copie de toute entente apparaissant sur cette liste.

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Dépanneur Pakigan".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société économique de Kiteisakik (présidente).
Date de signature: 1 avril 2008

- 2 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé "Acquisition du Home Hardware".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Mike Côté.
Date de signature: 2 avril 2008

- 3 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de Wemotaci et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes des Affaires autochtones, etc.);
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (chef).
Date de signature: 14 avril 2008

- 4 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Plan stratégique de développement économique".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).
Date de signature: 24 avril 2008

- 5 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière, provenant du Fonds d'initiatives autochtones, versée à titre de soutien à la consultation pour permettre aux Conseils de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec dans le cadre du développement du complexe hydroélectrique de la rivière Romaine.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Innus de Pakuashipi (chef);
Conseil des Montagnais d'Unamen Shipu (chef).
Date de signature: 28 avril 2008

6 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Acquisition de Home Hardware".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Mike Côté.

Date de signature: 2 mai 2008

7 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Michel Côté) jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de crédit commercial autochtone (directeur de l'administration et des opérations).

Date de signature: 2 mai 2008

8 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (directrice).

Date de signature: 8 mai 2008

9 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque de Montréal (directeur de comptes);
Centre de la petite enfance Kamattsiaivik.

Date de signature: 8 mai 2008

10 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque de Montréal (directeur de comptes);
Centre de la petite enfance Iqitauvik (président; vice-président).

Date de signature: 8 mai 2008

11 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Lucien St-Onge) jusqu'à concurrence de 39 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque Royale du Canada (directrice des comptes entreprises)

Date de signature: 21 mai 2008

12 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Gélineault Dionne) jusqu'à concurrence de 80 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Fort Coulonge (représentante de la caisse)

Date de signature: 27 mai 2008

13 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 13 juin 2006 pour le projet "Société de développement économique Nutakuan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 27 mai 2008

14 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 13 juin 2006 pour le projet "Embauche d'un agent de développement des ressources humaines".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 27 mai 2008

15 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Scierie Opitciwan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef).

Date de signature: 28 mai 2008

- 16 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Scierie Opitciwan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société en commandite Scierie Opitciwan (président).

Date de signature: 5 juin 2008

- 17 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour la mise sur pied d'un bureau de consultation afin de répondre aux différentes demandes provenant du gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais de Natashquan (chef);
Fiducie Takuaiakan.

Date de signature: 10 juin 2008

- 18 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé "Coopérative Manikewin".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Coopérative des travailleurs de Manawan Manikewin (président).

Date de signature: 10 juin 2008

- 19 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 13 juin 2006

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 26 juin 2008

- 20 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet d'expansion de l'entreprise "Pêches Uashat".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil Innu Takuaiakan Uashat Mak Mani-Utenam (chef).

Date de signature: 2 juillet 2008

- 21 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 29 septembre 2002.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la nation huronne-wendat (directeur général).

Date de signature: 3 juillet 2008

- 22 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Nokamic inc."

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Investissement Premières Nations du Québec (directeur exécutif).

Date de signature: 11 juillet 2008

- 23 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière pour permettre à l'Organisme de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer au processus d'évaluation environnementale et autres activités de consultation initiées par le Québec dans le cadre du développement du complexe hydroélectrique de la rivière Romaine.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Corporation Nishipiminan.

Date de signature: 22 juillet 2008

- 24 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque de Montréal (directeur de comptes);

Conseil de bande de Betsiamites (chef).

Date de signature: 29 juillet 2008

- 25 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque Royale du Canada (vice-président Marché autochtone-Québec);

Conseil de la nation huronne-wendat (directeur général).

Date de signature: 6 août 2008

- 26 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Association prévention suicide Premières nations et Inuits du Québec et du Labrador (directeur).
- Date de signature:** 7 août 2008
-
- 27 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par Nokamic inc. jusqu'à concurrence de 135 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de crédit commercial autochtone.
- Date de signature:** 7 août 2008
-
- 28 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement des 13 projets décrits à l'annexe de l'Entente.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).
- Date de signature:** 7 août 2008
-
- 29 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Société en commandite Scierie Opitciwan, représenté par Stéphane Savard) jusqu'à concurrence de 500 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de crédit commercial autochtone.
- Date de signature:** 11 août 2008
-
- 30 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Téléphonie cellulaire".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef).
- Date de signature:** 12 août 2008
-

31 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de la Haute Matawinie (directeur de comptes);
Centre de la petite enfance Kokom Tcitatci.

Date de signature: 13 août 2008

32 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Karen Martin, faisant affaire sous la dénomination sociale de "Karen Martin Photography") jusqu'à concurrence de 27 767 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes).

Date de signature: 20 août 2008

33 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Implantation d'un modèle autochtone d'économie sociale".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc. (présidente).

Date de signature: 26 août 2008

34 - Entente de partenariat Québec-Wendake 2008

Objet :

En contrepartie d'une contribution de 50 000 \$, le SAA obtiendra de Tourisme Wendake une visibilité dans différents événements et outils promotionnels.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Tourisme Wendake (président).

Date de signature: 28 août 2008

35 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Le SAA s'engage à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par Wendake Hélicoptère inc. jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse Desjardins du Vieux-Moulin (directrice de comptes).

Date de signature: 2 septembre 2008

- 36 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Poissonnerie Royale".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Peter Hébert.

Date de signature: 4 septembre 2008

- 37 - Entente concernant un processus de discussion appelé "Niganita'suatas'gl IIsutaqann"

Objet :

Déterminer les modalités d'un processus de discussion entre les parties.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Gouvernement du Canada (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien);
Les Micmacs du Québec (représentés par les chefs et conseils de bande de Listuguj, Gesgapegiag et Gespeg et leur assemblée traditionnelle, le Mi'gmawei Mawioni).

Date de signature: 5 septembre 2008

- 38 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaire pour participer aux consultations en matière de foresterie initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).

Date de signature: 16 septembre 2008

- 39 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique d'Odanak et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Conseil de bande d'Odanak (chef).

Date de signature: 16 septembre 2008

- 40 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse d'économie solidaire Desjardins (conseiller);
Église évangélique d'Aupaluk.

Date de signature: 28 septembre 2008

- 41 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de financement du projet intitulé "Création d'un service aux entrepreneurs et entreprises des Premières Nations".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général).
Date de signature: 29 septembre 2008
-
- 42 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de Natashquan et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de cette communauté.
Parties :
 Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
 Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).
Date de signature: 3 octobre 2008
-
- 43 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (coordonnateur à la négociation).
Date de signature: 9 octobre 2008
-
- 44 - Entente de financement au soutien d'un projet d'un organisme
Objet :
 Définir les modalités de financement de l'Organisme.
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Corporation de développement économique de Listuguj - Pointe-à-la-Croix inc. (président).
Date de signature: 14 octobre 2008
-
- 45 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Aqua-Culture Nordik inc."
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Aqua-Culture Nordik inc. (Grand chef de la Première Nation Malécite de Viger).
Date de signature: 14 octobre 2008
-

- 46 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé "Modèle autochtone d'économie sociale - Aide au développement économique local".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc. (présidente).

Date de signature: 15 octobre 2008

- 47 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Le SAA s'engage à garantir auprès de l'Institution financière les prêts contractés par l'Emprunteur (Peter Hébert, faisant affaires sous la dénomination sociale de "Poissonnerie Royale") jusqu'à concurrence de 30 725 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de crédit commercial autochtone (directeur de l'administration et des opérations).

Date de signature: 17 octobre 2008

- 48 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique Gespeg".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg (chef).

Date de signature: 20 octobre 2008

- 49 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de la communauté et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Conseil Mohawk de Kanesatake (grand chef).

Date de signature: 23 octobre 2008

- 50 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de la communauté ainsi que la création et la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Les Mohawks de Kahnawake (grand chef).

Date de signature: 23 octobre 2008

- 51 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique d'initiatives d'affaires de la communauté et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Conseil de la Première Nation de Longue-Pointe (chef).
- Date de signature:** 24 octobre 2008
-
- 52 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de la communauté et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).
- Date de signature:** 25 octobre 2008
-
- 53 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Total Coaching inc."
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
David Gill.
- Date de signature:** 27 octobre 2008
-
- 54 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet intitulé "Distribution Nelson Tremblay".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Nelson Tremblay.
- Date de signature:** 27 octobre 2008
-
- 55 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer et répondre aux consultations amorcées par le gouvernement du Québec dont la mise sur pied d'un bureau de consultation.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (directeur général; conseiller).
- Date de signature:** 29 octobre 2008
-

- 56 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Poste de police".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).
Date de signature: 30 octobre 2008
-
- 57 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de la communauté et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.
Parties :
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, etc.);
Conseil de la Première Nation de la Première Nation de Wolf Lake (chef).
Date de signature: 31 octobre 2008
-
- 58 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones Enveloppe infrastructures communautaires
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Centre communautaire de Wôlinak".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de bande des Abénakis de Wôlinak (chef).
Date de signature: 3 novembre 2008
-
- 59 - Convention (financière)
Objet :
Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de crédit commercial autochtone (directeur de comptes);
Conseil de bande d'Odanak (chef).
Date de signature: 14 novembre 2008
-
- 60 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Engagement du SAA à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (David Gill, faisant affaires sous la dénomination sociale de Total Coaching inc.) jusqu'à concurrence de 50 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Pointe-Bleue (directeur de comptes).
Date de signature: 27 novembre 2008
-

- 61 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Maison des jeunes, patinoire et parc".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de bande des Abénakis de Wôlinak (chef).

Date de signature: 4 décembre 2008

- 62 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aqua-Culture Nordik inc.".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Aqua-Culture Nordik inc. (grand-chef).

Date de signature: 12 décembre 2008

- 63 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).

Date de signature: 16 décembre 2008

- 64 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque Royale du Canada (directeur de comptes);

Conseil de bande de Timiskaming (chef).

Date de signature: 22 décembre 2008

- 65 - Entente de financement concernant l'embauche d'un coordonnateur national en sport et loisir, et d'implication communautaire et citoyenne auprès des communautés autochtones du Québec

Objet :

Établir les responsabilités du SAA et de QEF eu égard à l'embauche d'un coordonnateur national en sport et loisir, et d'implication communautaire et citoyenne oeuvrant auprès des communautés autochtones du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Québec en forme (QEF) (directeur général).

Date de signature: 14 janvier 2009

66 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Aqua-Culture Nordik inc.) jusqu'à concurrence de 500 00 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins du Parc et Villeray (représentant).

Date de signature: 22 janvier 2009

67 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Marie-France Grégoire, faisant affaire sous la dénomination sociale de "Artisanat Innu Apakuai enr.") jusqu'à concurrence de 37 500 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Corporation de développement économique montagnaise (directrice générale).

Date de signature: 26 janvier 2009

68 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA, à même la subvention octroyée par lui, à remettre directement à l'Institution financière, pour le compte de l'Emprunteur, chaque versement de capital et d'intérêts prévu au Contrat de prêt à terme daté du 4 février 2009.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Pointe-Bleue (directeur de comptes);
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (chef).

Date de signature: 4 février 2009

69 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Tukisavallirutitsanut Parnaitiit (président)

Date de signature: 7 février 2009

70 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 18 février 2008.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg (chef)

Date de signature: 7 février 2009

71 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé),
Conseil tribal Mamuitun (directeur général; négociateur en chef).

Date de signature: 18 février 2009

72 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Agrandissement de la Résidence au Soleil levant".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé),
Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak (chef).

Date de signature: 18 février 2009

73 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Sonia Hervieux faisant affaire sous la dénomination sociale de Épicerie Wabush enr.) jusqu'à concurrence de 73 791 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé),
Corporation de développement économique montagnaise (directrice générale).

Date de signature: 24 février 2009

74 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "R and D Eenou Lumber".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé),
R and D Eenou Lumber inc. (président).

Date de signature: 27 février 2009

75 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA d'effectuer à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé),
Caisse populaire Desjardins de la Haute Matawanie (directrices de comptes),
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).

Date de signature: 2 mars 2009

- 76 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 16 octobre 2007 concernant le projet "Bloc sanitaire-Kitcisakik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef).

Date de signature: 3 mars 2009

- 77 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 26 février 2008 concernant le projet "Bois de chauffage - Kitcisakik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société économique de Kitcisakik (présidente).

Date de signature: 3 mars 2009

- 78 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 26 février 2008 concernant le projet "Niveleuse - Kitcisakik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société économique de Kitcisakik (présidente).

Date de signature: 3 mars 2009

- 79 - Avenant à l'Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 28 avril 2008

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Innus de Pakua Shipi (chef);
Conseil des Montagnais d'Unamen Shipu (chef)

Date de signature: 16 mars 2009

- 80 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Plomberie Maikan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef).

Date de signature: 17 mars 2009

- 81 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de la communauté et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef).

Date de signature: 20 mars 2009

- 82 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 6 décembre 2007.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef).

Date de signature: 26 mars 2009

- 83 - Modification no 5 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 31 mars 2004.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);
Administration régionale Kativik (présidente; secrétaire).

Date de signature: 27 mars 2009

- 84 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé "Bureau de notaire Julie Aubin".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Julie Aubin.

Date de signature: 1 avril 2009

- 85 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Bureau de notaire Julie Aubin".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Julie Aubin.

Date de signature: 1 avril 2009

- 86 - Modification no 1 à l'Entente concernant la gestion du programme Isurruutiit (Révision 1)

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 17 novembre 2005.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministre responsable des Affaires autochtones).

Administration régionale Kativik (présidente; secrétaire).

Date de signature: 27 avril 2009

- 87 - Addenda à l'Entente spécifique sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus 2006-2008

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties pour prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2008.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones; ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministre responsable de la région Saguenay-Lac-Saint-Jean);

Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean (président).

Date de signature: 29 avril 2009

- 88 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Le SAA s'engage à garantir auprès de la SDBJ le prêt contracté par R and D Eenou Lumber inc. (représenté par Richard Iserhoff) jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Société de développement de la Baie-James (SDBJ) (président-directeur général).

Date de signature: 30 avril 2009

- 89 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet d'acquisition du bateau "Le Lady Rachel".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 15 mai 2009

- 90 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet d'acquisition du bateau "Le Lady Rachel".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 15 mai 2009

- 91 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique local - Obedjiwan".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Développement économique Opitciwan inc. (directeur).
Date de signature: 27 mai 2009
-
- 92 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Mise en oeuvre du plan stratégique de développement économique".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).
Date de signature: 27 mai 2009
-
- 93 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Agrandissement de la Résidence au Soleil levant".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
9101-2658 Québec inc. (Bernard Ross, directeur général).
Date de signature: 27 mai 2009
-
- 94 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Femmes autochtones du Québec inc. (présidente).
Date de signature: 28 mai 2009
-
- 95 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé "Agrandissement atelier Maryse Hins".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Maryse Hins.
Date de signature: 4 juin 2009
-

- 96 - Addenda à l'Entente spécifique sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus 2006-2008

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties laquelle se terminait le 31 mars 2008 pour la prolonger jusqu'au 31 décembre 2008.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones; ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministre responsable de la région Côte-Nord);
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord (président).

Date de signature: 9 juin 2009

- 97 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Julie Aubin) pour le projet "Bureau de notaire Julie Aubin", jusqu'à concurrence de 17 500 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Saint-Alexandre.

Date de signature: 10 juin 2009

- 98 - Déclaration de compréhension et de respect mutuel

Objet :

Engagement politique réciproque.

Parties :

Gouvernement du Québec (premier ministre; ministre responsable des Affaires autochtones);
Conseil mohawk de Kahnawake (grand chef).

Date de signature: 10 juin 2009

- 99 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet North River Lodge.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Première Nation de Wolf Lake (chef).

Date de signature: 15 juin 2009

- 100 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de bande de la communauté de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Première Nation Malécite de Viger (grand chef).

Date de signature: 19 juin 2009

101 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique local".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Première Nation Malécite de Viger (grand chef).

Date de signature: 23 juin 2009

102 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Agrandissement et réaménagement du centre administratif".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de bande de Betsiamites (chef).

Date de signature: 23 juin 2009

103 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque canadienne impériale de commerce;

Nation naskapie de Kawawachikamach (conseiller juridique).

Date de signature: 29 juin 2009

104 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique local".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (chef).

Date de signature: 8 juillet 2009

105 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre à l'Organisme de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Mi'gmawei Mawioni Secretariat (directeur exécutif).

Date de signature: 14 juillet 2009

106 - Entente-cadre

Objet :

Établir un cadre général favorisant le maintien et la révision des ententes sectorielles existantes et la conclusion de nouvelles ententes sectorielles sur les différents sujets d'intérêt commun entre les parties.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones; ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes).

Conseil mohawk de Kahnawake (chef responsable du portefeuille des Relations intergouvernementales).

Date de signature: 16 juillet 2009

107 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Anicinapek de Kitcisakik.

Date de signature: 20 juillet 2009

108 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Plan d'affaires magasin grande surface-Pikogan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (chef).

Date de signature: 28 juillet 2009

109 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé "Serge Aubin Construction inc.".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Serge Aubin.

Date de signature: 28 juillet 2009

110 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Première Nation de Wolf Lake (chef).

Date de signature: 28 juillet 2009

111 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au conseil de bande de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Première nation malécite de Viger (grand chef).

Date de signature: 28 juillet 2009

112 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Bâtiment communautaire pour service d'entretien".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Innus d'Essipit (chef).

Date de signature: 28 juillet 2009

113 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet d'acquisition du Restaurant Au Calumet inc.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de bande d'Odanak (chef)

Date de signature: 28 juillet 2009

114 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de L'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur ("9101-2658 Québec inc." faisant affaire sous la dénomination de "Résidence au Soleil levant") jusqu'à concurrence de 500 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins Godefroy (représentant).

Date de signature: 28 juillet 2009

115 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Tourisme Manawan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).

Date de signature: 11 août 2009

116 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Service d'accommodation de Sept-Îles".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Nation naskapie de Kawawachikamach (chef).

Date de signature: 14 août 2009

117 - Convention (financière)**Objet :**

Engagement du SAA d'effectuer directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Caisse Desjardins Godefroy (directeur de comptes);

Conseil de bande des Abénakis de Wôlinak (directeur général)

Date de signature: 18 août 2009

118 - Convention (financière)**Objet :**

Engagement du SAA d'effectuer directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention accordée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque de Montréal (directeur de comptes);

Centre de la petite enfance Sarliatauvik (président; trésorier).

Date de signature: 1 septembre 2009

119 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "LMG Chipping".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Nation Listuguj Mi'gmaq (chef).

Date de signature: 11 septembre 2009

120 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Nation huronne-wendat (vice-grand chef).

Date de signature: 22 septembre 2009

- 121 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Innu Gaz".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Innu Gaz (associé).

Date de signature: 24 septembre 2009

- 122 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (directeur général).

Date de signature: 1 octobre 2009

- 123 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Acquisition d'équipements touristiques".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).

Date de signature: 1 octobre 2009

- 124 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Restaurant Le Quatuor".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Diane, Lina, Maybelline et Suzanne Chilton.

Date de signature: 6 octobre 2009

- 125 - Entente de financement au soutien d'un projet d'un organisme

Objet :

Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Tourisme Wendake (directeur général).

Date de signature: 6 octobre 2009

- 126 - Modification no 6 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik
- Objet :**
Modifier l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik en matière de Parcs.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);
Administration régionale Kativik (présidente; secrétaire).
- Date de signature:** 8 octobre 2009
-
- 127 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet d'aménagement d'une salle communautaire "Salle pour aînés Lac-Simon".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).
- Date de signature:** 9 octobre 2009
-
- 128 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Zachary's Firewood Sales".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Zachary's Firewood Sales
- Date de signature:** 13 octobre 2009
-
- 129 - Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire entre les Naskapis et le Québec
- Objet :**
Établir une nouvelle relation de nation à nation et proposer une vision commune du développement économique et communautaire des Naskapis.
- Parties :**
Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones; ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes);
Nation Naskapi de Kawawachikamach (chef);
Société de développement des Naskapis (président).
- Date de signature:** 19 octobre 2009
-
- 130 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations en matière de foresterie initiées par le Québec.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef).
- Date de signature:** 20 octobre 2009
-

- 131 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Immeuble locatif".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (directeur général Corporation de développement économique Uashat Mak Mani-Utenam).

Date de signature: 20 octobre 2009

- 132 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Entreprise de construction".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (directeur général CDEUM).

Date de signature: 20 octobre 2009

- 133 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement des 9 projets décrits à l'annexe de cette entente.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 27 octobre 2009

- 134 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Centre administratif".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam (chef).

Date de signature: 30 octobre 2009

- 135 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Garage Indien Mécanik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Adrien Ottawa.

Date de signature: 2 novembre 2009

136 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Garage Indien Mécanik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Adrien Ottawa.

Date de signature: 6 novembre 2009

137 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Les industries Piekouagame inc."

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Entreprises Piekouagame inc. (président).

Date de signature: 6 novembre 2009

138 - Avenant à la Convention de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 30 avril 2009 concernant le projet "R and D Eenou Lumber".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société de développement de la Baie-James (Président-directeur-général).

Date de signature: 10 novembre 2009

139 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement des 11 projets décrits à l'annexe de l'entente.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 12 novembre 2009

140 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Innus d'Essipit (directeur général).

Date de signature: 9 décembre 2009

- 141 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de financement du projet "Studio de production permanent".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Conseil en éducation des Premières nations (directrice).
Date de signature: 9 décembre 2009
-
- 142 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de financement du projet intitulé "Hébergement forestier industriel".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Services forestiers Atikamekw Aski (directeur général).
Date de signature: 18 décembre 2009
-
- 143 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones
Objet :
 Modifier l'entente intervenue entre les parties le 19 septembre 2007.
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Conseil de bande de Timiskaming (chef).
Date de signature: 5 janvier 2010
-
- 144 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Engagement du SAA de garantir auprès de l'institution financière le prêt contracté par Charles Paul (faisant affaire sous la dénomination Charles Paul enr. et Les Industries Piékouagame inc.) jusqu'à concurrence de 400 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Investissements Premières Nations du Québec (directeur exécutif).
Date de signature: 5 janvier 2010
-
- 145 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet d'acquisition de "Trim-Line de l'Abitibi inc.".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Peggie Jérôme.
Date de signature: 10 janvier 2010
-

146 - Convention (financière)**Objet :**

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière afin d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (le Conseil), à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA pour le projet "Salle pour aînés Lac-Simon".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque Royale (directeur de comptes);
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).

Date de signature: 22 janvier 2010

147 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par M. Adrien Ottawa (faisant affaire sous la raison sociale "Garage Indien Mekanik") jusqu'à concurrence de 68 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de la Haute Matawinie (directeur de comptes).

Date de signature: 28 janvier 2010

148 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Kahnawake Community Channel".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Wenetio Diabo.

Date de signature: 17 février 2010

149 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Bear Claw Machining".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Lawrence Jacobs.

Date de signature: 19 février 2010

150 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique local - Kitcisakik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société économique de Kitcisakik (présidente).

Date de signature: 22 février 2010

151 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA d'effectuer directement auprès de l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque CIBC (associée services financiers);
Foyer Sallivik de Puvirnituq (présidente; assistante-secrétaire-trésorière).

Date de signature: 23 février 2010

152 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Usine de fabrication de granules".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Innus d'Essipit (chef).

Date de signature: 25 février 2010

153 - Renouvellement de Convention financière

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Pointe-Bleue (directeur de comptes);
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef).

Date de signature: 26 février 2010

154 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "The Eastern Door".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Tracey Deer (pour le journal The Eastern Door).

Date de signature: 4 mars 2010

155 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "aide au développement économique local pour l'administration du FIA".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 4 mars 2010

- 156 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet d'aménagement d'un dôme pour la patinoire extérieure à Natashquan.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 4 mars 2010

- 157 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Terrain de jeux Mamo Metowaniwon".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (chef).

Date de signature: 11 mars 2010

- 158 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Regroupement des installations sportives extérieures de la communauté de Wemotaci".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (chef).

Date de signature: 11 mars 2010

- 159 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Economic Development Analyst".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
John Bud Morris (chef exécutif de la Commission de développement économique de Kahnawake)

Date de signature: 11 mars 2010

- 160 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique de Timiskaming et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);
Conseil de Timiskaming (vice-chef).

Date de signature: 22 mars 2010

161 - Avenant à la Convention tripartite (financière)

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 22 décembre 2008 relativement au projet de patinoire couverte.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque Royale du Canada (directeur de comptes);

Conseil de bande de Timiskaming (chef).

Date de signature: 29 mars 2010

162 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Première nation de Wolf Lake (chef).

Date de signature: 29 mars 2010

163 - Entente concernant l'expérimentation de l'application du concept d'aire d'aménagement et de développement innue (AADI) sur le Nitassinan de Mashteuiatsh.

Objet :

Déterminer les travaux à effectuer en vue de préciser le concept d'aire d'aménagement et de développement innue (AADI).

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire général associé aux Affaires autochtones; sous-ministre des Ressources naturelles et de la Faune; secrétaire général associé aux Affaires intergouvernementales canadiennes);

Conseil tribal Mamuitun (représentant Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan) (directeur général; négociateur en chef).

Date de signature: 31 mars 2010

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

- 1 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par Industries Power-Lite inc. (représenté par Nicolas Marcotte) jusqu'à concurrence de 100 000 \$.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque Royale du Canada (directrice des comptes).

Date de signature: 6 avril 2010

- 2 - Entente particulière établissant les modalités d'application du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Établir les engagements généraux des parties afin de favoriser le développement économique d'Eagle Village-Kipawa et la création ou la consolidation d'emplois pour les membres de la communauté.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);
Conseil d'Eagle Village-Kipawa (chef).

Date de signature: 8 avril 2010

- 3 - Addenda 2 à l'Entente spécifique sur un mécanisme de consultation des populations régionales dans le cadre des négociations avec les Innus

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties pour la prolonger jusqu'au 31 décembre 2009.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministre responsable des Affaires autochtones);
Conférence régionale des élus du Saguenay - Lac-Saint-Jean (président).

Date de signature: 16 avril 2010

- 4 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Maison des jeunes" aussi appelé "Centre multifonctionnel".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de bande de Lac-Barrière (séquestre-administrateur).

Date de signature: 21 avril 2010

- 5 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Centre communautaire Ajapirvik à Inukjuak".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Ajapirvik Maison d'hébergement pour femmes à Inukjuak (directrice).

Date de signature: 21 avril 2010

6 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Mingan-Anticosti (directeur de comptes);
Regroupement Mamit-Innuat inc. (directrice générale).

Date de signature: 21 avril 2010

7 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (Kawawachikamach), à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque canadienne impériale de commerce (senior business advisor);
Nation Naskapi de Kawawachikamach (conseiller juridique).

Date de signature: 29 avril 2010

8 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Atelier communautaire de menuiserie et de mécanique pour les petits véhicules" à Kangiqsujuaq.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Corporation foncière Nunaturlik (président).

Date de signature: 7 mai 2010

9 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Garage municipal".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de bande des Abénakis de Wôlinak (chef).

Date de signature: 10 mai 2010

10 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé "Aide au développement économique local".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Regroupement Mami Innuat inc. (directrice générale; représente le Conseil des Innus de Pakuashipi).

Date de signature: 1 juin 2010

- 11 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Acquisition de la station Dan Esso Services".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Marie-France André.

Date de signature: 1 juin 2010

- 12 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Expert - Fonds Mikwam - Kitcisakik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Fonds Mikwam des Anicinapek de Kitcisakik (président).

Date de signature: 1 juin 2010

- 13 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Déboisement Messu inc."

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Réjean Kaltush.

Date de signature: 7 juin 2010

- 14 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Déboisement Messu".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Réjean Kaltush.

Date de signature: 7 juin 2010

- 15 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Centre de location - Kitcisakik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Société économique de Kitcisakik (présidente).

Date de signature: 15 juin 2010

- 16 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Rénovation Kanonhkwa'tsherio:io" (Department of Community and Social Services).
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).
- Date de signature:** 16 juin 2010
-
- 17 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique local -Lac Simon".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).
- Date de signature:** 22 juin 2010
-
- 18 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Centre administratif de Wemotaci".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (chef)
- Date de signature:** 22 juin 2010
-
- 19 - Convention (financière)
- Objet :**
Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (Regroupement Mamit Innuat), à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de Mingan-Anticosti (directeur principal);
Regroupement Mamit Innuat inc. (directrice générale).
- Date de signature:** 22 juin 2010
-
- 20 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Crèmerie Cantine chez Bello".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Fernande Ottawa et Charles Flamand
- Date de signature:** 30 juin 2010
-

21 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement des projets décrits à l'annexe à cette entente.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 30 juin 2010

22 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à cette dernière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (le Conseil), à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque Royale du Canada (vice-président Marché autochtone Québec);

Conseil de la nation Innu Matimekush - Lac-John.

Date de signature: 30 juin 2010

23 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires.

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Rénovation de l'aréna de Kangiqsualujjuaq".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Village nordique de Kangiqsualujjuaq (mairesse).

Date de signature: 20 juillet 2010

24 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Centre communautaire montagnais Essipit - phase 1".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (chef).

Date de signature: 20 juillet 2010

25 - Convention financière

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Caisse d'économie solidaire Desjardins (conseiller en financement);

Ajapirvik maison d'hébergement pour femmes à Inukjuak (directrice).

Date de signature: 30 juillet 2010

- 26 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Réseau d'affaires des Premières Nations du Québec".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur général).
- Date de signature:** 2 août 2010
-
- 27 - Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement de l'Organisme pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Centre d'amitié autochtone de Saguenay inc. (présidente).
- Date de signature:** 2 août 2010
-
- 28 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Rénovation de l'aréna de Puvirnituk".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Village nordique de Puvirnituk (maire).
- Date de signature:** 2 août 2010
-
- 29 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "renovation de l'aréna de Tasiujaq".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Village nordique de Tasiujaq (maire).
- Date de signature:** 2 août 2010
-
- 30 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "renovation de l'aréna de Kangirsuk".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Village nordique de Kangirsuk (maire).
- Date de signature:** 2 août 2010
-

- 31 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "renovation de l'aréna de Quaqtac".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Village nordique de Quaqtac (maire).

Date de signature: 2 août 2010

- 32 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Complexe Nadagam".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik (chef).

Date de signature: 2 août 2010

- 33 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Coop de solidarité Nimilupan Nitshinatsh".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Coop de solidarité Nimilupan Nitshinatsh (directrice générale).

Date de signature: 10 août 2010

- 34 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA à garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (9210-8315 Québec inc., Réjean Kaltush, Déboisement Messu) jusqu'à concurrence de 50 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque canadienne impériale de commerce (CIBC) (directrice).

Date de signature: 11 août 2010

- 35 - Renouvellement de convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (le Conseil), à même la subvention accordée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire La Tuque (directrice de comptes);
Conseil des Atikamekw de Wemotaci (chef).

Date de signature: 11 août 2010

36 - Convention (financière)**Objet :**

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à celle-ci tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Banque de Montréal (directeur des comptes);
Centre de la petite enfance Quilliapik (président; directrice).

Date de signature: 31 août 2010

37 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet de renouvellement de la motorisation des pneumatiques "Croisières Essipit inc."

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Croisières Essipit inc. (président).

Date de signature: 2 septembre 2010

38 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Messagerie du Nord".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Messagerie du Nord inc.

Date de signature: 2 septembre 2010

39 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Peggie Jérôme) jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire Desjardins de l'Est de l'Abitibi (directeur de comptes).

Date de signature: 2 septembre 2010

40 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**Objet :**

Définir les modalités de financement du projet "Educational Materials Distribution Center".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Debbie Delisle-Giasson.

Date de signature: 2 septembre 2010

- 41 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Restaurant Widiha".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Adrienne Jérôme.

Date de signature: 7 septembre 2010

- 42 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Restaurant Widiha".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Adrienne Jérôme.

Date de signature: 7 septembre 2010

- 43 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Location Kesseu".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Location Kesseu inc. (président).

Date de signature: 7 septembre 2010

- 44 - Avenant à l'Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 14 juillet 2009.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Mi'gmawei Mawiomí Secretariat (directeur exécutif).

Date de signature: 8 septembre 2010

- 45 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (directeur).

Date de signature: 8 septembre 2010

- 46 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de financement du projet "Dépanneur communautaire Boni-Soir Essipit".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (chef).
Date de signature: 9 septembre 2010
-
- 47 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de financement du projet "Roulottes pour location".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Société de développement économique Uashat mak Mani-Utenam (directeur général).
Date de signature: 9 septembre 2010
-
- 48 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Modifier l'entente intervenue entre le SAA et le Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam le 20 octobre 2009.
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Corporation de développement économique Uashat mak Mani-Utenam (directeur général).
Date de signature: 9 septembre 2010
-
- 49 - Entente de financement de soutien au processus particulier de consultation et d'accommodement
Objet :
 Fournir des ressources financières aux Innus de Uashat et de Mani-Utenam pour participer au processus particulier et distinct de consultation et d'accommodements pour le projet désigné par Hydro-Québec comme étant le "projet d'expansion du réseau de transport en Minganie - Raccordement du complexe de la Romaine par Hydro-Québec".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef; directeur des services financiers);
 Les Innus de Uashat et de Mani-Utenam (procureurs).
Date de signature: 9 septembre 2010
-
- 50 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
Objet :
 Définir les modalités de financement du projet "Rénovation de l'église de la mission Ste-Catherine".
Parties :
 Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
 Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (chef).
Date de signature: 14 septembre 2010
-

- 51 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Aménagement de terrains de jeu à Lac-Simon".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).
Date de signature: 17 septembre 2010
-
- 52 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Acquisition de Pêcherie Manicouagan inc. et Crabiers du Nord inc.".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Groupe Umek S.E.C. (directeur général).
Date de signature: 17 septembre 2010
-
- 53 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones**
Objet :
Garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Messagerie du Nord) jusqu'à concurrence de 100 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Caisse populaire de Sept-Îles (directeur principal).
Date de signature: 17 septembre 2010
-
- 54 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Aménagement de terrains de volley-ball à l'école Amik-Wiche".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).
Date de signature: 17 septembre 2010
-
- 55 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires**
Objet :
Définir les modalités de financement du projet "Réaménagement de la patinoire de l'école Amikobi".
Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Anishnabe du Lac-Simon (chef).
Date de signature: 17 septembre 2010
-

56 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Garantir auprès de l'Institution financière le prêt contacté par l'Emprunteur (Adrienne Jérôme) pour le projet "Restaurant Widiha" jusqu'à concurrence de 20 000 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Société de crédit commercial autochtone (directeur de l'administration et des opérations).

Date de signature: 27 septembre 2010

57 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet de mise en place d'une structure de développement économique.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 27 septembre 2010

58 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "rénovation de l'aréna d'Inukjuak".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Village nordique de Inukjuak (maire).

Date de signature: 13 octobre 2010

59 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aide au développement économique local - Winneway".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Première Nation de Longue-Pointe (chef).

Date de signature: 27 octobre 2010

60 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aménagements extérieurs de la résidence pour aînés Lakhihsohtha".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 28 octobre 2010

- 61 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Salle communautaire Matimekosh".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la nation Innu Matimekush - Lac-John (chef).

Date de signature: 28 octobre 2010

- 62 - Avenant à l'Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 5 février 2007.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Maison communautaire Missinak (présidente).

Date de signature: 29 octobre 2010

- 63 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "construction d'une piscine estivale à Kangisualujjuaq".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Village nordique de Kangisualujjuaq (mairesse).

Date de signature: 1 novembre 2010

- 64 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Gesgapegiag Excavation".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (chef).

Date de signature: 2 novembre 2010

- 65 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Achat d'équipements pour l'aréna A'nowara'ko:wa - Akwesasne".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 2 novembre 2010

- 66 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires.

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Rénovation du centre communautaire Kawehno:ke - Akwesasne".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 2 novembre 2010

- 67 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires.

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Mise à niveau des équipements de communication du Conseil des Mohawks d'Akwesasne".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 2 novembre 2010

- 68 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Patinoire couverte à Pakuashipi".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Regroupement Mamit Innuat inc. (directrice générale).

Date de signature: 4 novembre 2010

- 69 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre de Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (chef).

Date de signature: 8 novembre 2010

- 70 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Ébénisterie MR".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Michel Rock.

Date de signature: 8 novembre 2010

- 71 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement des 17 projets décrits à l'annexe de l'entente.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Mohawks d'Akwesasne (grand chef).

Date de signature: 6 décembre 2010

- 72 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Amélioration des pourvoiries Essipit".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit (chef).

Date de signature: 6 décembre 2010

- 73 - Modification no 7 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik (Entente Sivunirmut)

Objet :

Modifier l'Entente Sivunirmut afin d'augmenter le financement de l'ARK en matière de sécurité incendie.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);

Administration régionale Kativik (présidente; secrétaire).

Date de signature: 7 décembre 2010

- 74 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Implantation d'une structure d'organisation de développement économique".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Innus d'Unamen Shipu (chef).

Date de signature: 13 décembre 2010

- 75 - Convention (financière)

Objet :

Engagement du SAA auprès de l'Institution financière d'effectuer directement à cette dernière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur (Conseil de bande), à même la subvention octroyée à ce dernier par le SAA.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Banque de Montréal (directrice de comptes);

Conseil de bande de Betsiamites (chef).

Date de signature: 22 décembre 2010

- 76 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Site communautaire Mashteuiatsh".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (chef).
- Date de signature:** 29 décembre 2010
-
- 77 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Jonathan Genest-Jourdain, avocat".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Jonathan Genest-Jourdain.
- Date de signature:** 29 décembre 2010
-
- 78 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Agrandissement du gymnase de Kuujjuarapik".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Village nordique de Kuujjuarapik (maire).
- Date de signature:** 10 janvier 2011
-
- 79 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la nation Huronne-Wendat (vice-grand chef).
- Date de signature:** 26 janvier 2011
-
- 80 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Economic Development Solution".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Kyle Delisle.
- Date de signature:** 27 janvier 2011
-

- 81 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Aménagement d'un stationnement pour le bureau de développement socioéconomique à Pikogan".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (chef)

Date de signature: 27 janvier 2011

- 82 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon (chef).

Date de signature: 28 janvier 2011

- 83 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Centre Nin Ishkueu".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam (chef).

Date de signature: 7 février 2011

- 84 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Engagement du SAA de garantir auprès de l'Institution financière le prêt contracté par l'Emprunteur (Jonathan Genest-Jourdain, avocat) jusqu'à concurrence de 15 407 \$ pour une durée maximale de 5 ans.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Corporation de développement économique montagnaise (directeur général).

Date de signature: 7 février 2011

- 85 - Entente de financement de soutien à la consultation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones versée à titre de soutien à la consultation pour permettre à l'Organisme de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Secrétariat du Mi'gmawei Mawiomi (directeur exécutif).

Date de signature: 8 février 2011

- 86 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Modifier l'entente intervenue entre les parties le 19 mars 2007 relativement au projet "Fumoir du Nord" de façon à ce que le nom du promoteur (Gaston Jenniss) soit remplacé pour la compagnie 4278003 Canada inc.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Gaston Jenniss
- Date de signature:** 10 février 2011
-
- 87 - Avenant à l'Entente de financement au soutien à la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Modifier l'entente intervenue entre les parties le 2 août 2010.
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Centre d'amitié autochtone du Saguenay inc. (directrice générale).
- Date de signature:** 14 février 2011
-
- 88 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Usine de granules Mashteuiatsh".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (chef).
- Date de signature:** 17 février 2011
-
- 89 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones
- Objet :**
Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Ébénisterie MR".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Michel Rock.
- Date de signature:** 23 février 2011
-
- 90 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires
- Objet :**
Définir les modalités de financement du projet "Maison des jeunes".
- Parties :**
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef).
- Date de signature:** 24 février 2011
-

- 91 - Entente de financement d'immobilisation dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones - Enveloppe infrastructures communautaires

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Rénovation du centre communautaire d'Umiujaq".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général; associé);

Village nordique d'Umiujaq (maire).

Date de signature: 28 février 2011

- 92 - Entente d'aide financière sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet "Artisanat Kickatik".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Jerry Wabanonik

Date de signature: 4 mars 2011

- 93 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Atik Aviation".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil des Montagnais de Natashquan (chef).

Date de signature: 4 mars 2011

- 94 - Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones

Objet :

Définir les modalités de financement du projet "Profil socio-économique de Kahnawake".

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

John Bud Morris (chef exécutif de la Corporation de développement économique de Kahnawake).

Date de signature: 4 mars 2011

- 95 - Entente de financement au soutien d'un projet d'un organisme

Objet :

Définir les modalités de financement de l'Organisme par le SAA pour lui permettre de réaliser les activités dans le cadre de la mise sur pied de l'Institut postsecondaire des Premières nations, puis d'assurer son fonctionnement.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé);

Conseil en éducation des Premières Nations (directrice générale).

Date de signature: 29 mars 2011

96 - Modification no 8 à l'Entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik (Entente Sivunirmut)

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 31 mars 2004 afin de permettre un financement supplémentaire en matière de transport (aéroports).

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones);
Administration régionale Kativik (présidente; secrétaire).

Date de signature: 30 mars 2011

ENTENTES SIGNÉES DU 1ER AVRIL 2008 AU 31 MARS 2011

ORGANISMES	ENTENTE DE FINANCEMENT	MONTANT	DATE
Shetush Électrique 2003	Shetush Électrique 2003	44 377	08-01-17
CDEPNQL	Étude partenariat	69 000	08-02-07
Conseil de la nation huronne-wendat	Bureau de consultation	303 000	08-02-15
Conseil de la nation huronne-wendat	Bureau de consultation	303 000	08-02-15
Artisanat Innu Apakuai	Projet "Artisanat Innu Apakuai"	50 000	08-03-31
Société économique de Kitcisakik	Projet "Dépanneur Pakigan"	38 000	08-04-01
6823131 Canada inc. (Mike Côté)	Acquisition du Home Hardware	200 000	08-04-02
Conseil des Atikamekw de Manawan	Plan stratégique de développement économique	105 000	08-04-22
Conseil Innus Pakua Shipu et Cons.Montagnais Unamen Shipu	Développement hydroélectrique La Romaine	100 000	08-04-28
Conseil des Montagnais du Lac-St-Jean	Bureau de consultation	375 000	08-05-08
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Projet "Scierie Opticiwan"	200 000	08-05-28
Secrétariat de la nation algonquine	Bureau de consultation	181 900	08-06-01
Conseil Montagnais de Natashquan (Fiducie Takuaikan)	Bureau de consultation	160 000	08-06-10
Coopérative Manikewin	Projet Manikewin	59 778	08-06-10
Conseil innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	Projet Pêches Uashat	360 000	08-07-02
Conseil de la nation anishnabe du Lac-Simon	Projet "Patinoire extérieure"	28 308	08-07-06
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Développement économique - phase 1	295 658	08-07-08
Corporation Nishipimian	Développement hydroélectrique La Romaine	100 000	08-07-22
Nation Naskapie de Kawawachikamach	Projet Téléphonie cellulaire	261 238	08-07-24
Association prévention suicide Prem. Nations et Inuits du Qc	Soutien à la mission globale	400 000	08-08-07
Regroupement centres d'amitié autochtones du Québec inc.	Implantation modèle autochtone économie sociale	100 000	08-08-26
Conseil des Atikamekw de Manawan	Foresterie	75 537	08-09-16
CDEPNQL	Création service entrepreneurs et entreprises	20 000	08-09-29
Conseil des Innus d'Essipit	Gestionnaire forestier - 2e année	50 000	08-10-09
Regroupementcentres d'amitié autochtones du Qc inc.	Modèle autochtone d'économie sociale	28 000	08-10-15
Conseil de la nation Micmac de Gespeg	Aide au développement économique	150 000	08-10-20
Nelson Tremblay (M)	Projet service de livraison	14 205	08-10-27
Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam	Bureau de consultation	198 000	08-10-29
Conseil des Atikamekw de Manawan	Poste de police	573 000	08-10-30
Conseil innu Takuaikan Uashat Mark Mani-Utenam	Projet "Édifice des pêcheries"	337 500	08-11-16
Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak	Maison des jeunes, patinoire et parc	122 564	08-12-04
Aqua-Culture Nordik inc.	Projet "Aqua-Culture Nordik inc."	40 000	08-12-12
Conseil des Atikamekw de Manawan	Aires protégées - 2e année	37 662	08-12-16
Tukisivalirutsanut Parnaittiit	Soutien à la mission globale	127 340	09-02-07
Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak	Agrandissement de la Résidence	630 000	09-02-18
Conseil tribal Mamuitun	Livre vert sur le régime forestier	61 284	09-02-18
Conseil innu Takuaikan Uashat Mark Mani-Utenam	Plomberie Maikan	24 700	09-03-17
Julie Aubin	Projet "Bureau de notaire"	13 800	09-04-01
Conseil .Montagnais Natashquan et Fiducie Takuaikan	Acquisition du bateau Le Lady Rachel	426 500	09-05-15
Développement économique Opitciwan inc.	Aide au développement économique local	125 000	09-05-27
Conseil des Atikamekw de Manawan	Mise en œuvre du plan stratégique	46 102	09-05-27
Femmes autochtones du Québec inc.	Soutien à la mission globale	270 000	09-05-28
Maryse Hins	Projet Agrandissement d'atelier	10 000	09-06-04
Première Nation de Wolf Lake	Projet North River Lodge	356 020	09-06-15
Première Nation Malécite de Viger	Bureau de consultation	125 000	09-06-19
Première Nation malécite de Viger	Aide au développement économique local	150 000	09-06-23
Conseil de bande de Betsiamites	Agrandissement réaménagement centre administratif	300 961	09-06-23
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini	Aide au développement économique local	138 157	09-07-08
Mi'gmawei Mawiomí Secrétariat	Bureau de consultation	197 000	09-07-14
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Bureau de consultation	145 000	09-07-20
Conseil de bande d'Odanak	Projet Restaurant au Calumet inc.	225 025	09-07-28
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini	Plan d'affaires magasin grande surface	21 551	09-07-28
Serge Aubin	Projet Serge Aubin Construction inc.	25 000	09-07-28
Première Nation de Wolf Lake	Bureau de consultation	120 000	09-07-28
Première Nation Malécite de Viger	Autoroute 85	59 707	09-07-28
Conseil des Innus d'Essipit	Bâtiment communautaire pour service d'entretien	200 744	09-07-28
Conseil de bande d'Odanak	Restaurant Au Calumet	225 025	09-07-28
Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet Tourisme Manawan	60 000	09-08-11

Nation Naskapie de Kawawachikamach	Projet Service d'accomodation de Sept-Îles	100 000	09-08-14
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	Projet "LMG Chipping"	650 000	09-09-11
Conseil de la nation huronne-wendat	Bureau de consultation - 2e année	303 000	09-09-22
Conseil des Atikamekw de Manawan	Projet Acquisition d'équipements touristiques	6 939	09-10-01
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Bureau de consultation	145 000	09-10-01
Restaurant Le Quatuor	Projet Restaurant Le Quatuor	33 500	09-10-06
Neil Pariseau	Projet 'Zachary's Firewood Sales'	50 000	09-10-13
Corporation de dév. économique Uashat mak Mani-Utenam	Entreprise de construction	50 000	09-10-20
Corporation de dév. économique Uashat mak Mani-Utenam	Immeuble locatif	300 000	09-10-20
Conseil des Atikamekw de Manawan	Foresterie - 2e année	114 300	09-10-20
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Projets de développement économiques	280 847	09-10-27
Conseil Innu Takuaihan Uashat mak Mani-Utenam	Centre administratif	1 000 000	09-10-30
Garage Indien Mécanik	Projet Garage indien Mécanik	82 000	09-11-06
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Projets de développement économiques	161 152	09-11-12
Conseil en Éducation des Premières Nations	Studio de production permanent	20 000	09-12-09
Conseil des Innus d'Essipit	Gestionnaire forestier - 3e année	67 500	09-12-09
Conseil en Éducation des Premières Nations	Studio de production permanent	20 000	09-12-09
Services forestiers Atikamekw Aski	Projet Hébergement forestier industriel	175 000	09-12-18
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon	Salle pour aînés Lac-Simon	221 500	10-01-22
Millennium Productions (M. Diabo Wenetio)	Kahnawake Community Channel	101 745	10-02-17
Bear Claw Machining	Projet Bear Claw Machining	126 050	10-02-19
Société économique de Kitcisakik	Aide au développement économique local	195 000	10-02-22
Conseil des Innus d'Essipit	Usine de fabrication de granules	93 750	10-02-25
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Aide au développement économique local	135 000	10-03-04
Eastern Door Communications (Mme Tracy Deer)	Projet: The Eastern Door	49 498	10-03-04
Conseil des Montagnais de Natashquan	Patinoire extérieure	569 967	10-03-04
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Terrain de jeux Mamo Metowaniwon	138 878	10-03-11
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Regroupement installations sportives	97 377	10-03-11
Tewatohnihsakta (M. John Bud Morris)	Economic Development Analyst	150 000	10-03-11
Première Nation de Wolf Lake	Consultation	120 000	10-03-30
Jean-Louis Fontaine	Projet Tabagie des Galeries montagnaises	23 850	10-03-30
Jean-Louis Fontaine	Projet Tabagie des Galeries montagnaises	23 850	10-03-30
Ajapirvik Maison d'hébergement pour femmes	Centre communautaire Ajapirvik à Inukjuak	380 000	10-04-21
Corporation foncière Nunaturlik	Immobilisation	800 000	10-05-07
Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak	Garage municipal	117 746	10-05-10
Fonds Mikwam des Anicinapek de Kitcisakik	Projet "Expert Fonds Mikwam"	20 000	10-06-01
Marie-France André	Projet d'acquisition de la station Dan Esso Services	44 000	10-06-01
Regroupement Mamit Innuat inc.	Aide au développement économique Pakuashipi	156 050	10-06-01
Réjean Kaltush	Déboisement Messu	70 000	10-06-07
Société économique de Kitcisakik	Centre de location	40 000	10-06-15
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Rénovation Kanonhkwa'tsherio:io	251 558	10-06-16
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon	Aide au développement économique local	138 600	10-06-22
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Projets de développement économiques	330 673	10-06-30
Crèmerie Cantine chez Bello	Projet de restaurant	125 000	10-06-30
Village nordique de Kangisualujjuaq	Rénovation de l'aréna	723 325	10-07-20
Conseil des Innus d'Essipit	Centre communautaire montagnais - phase 1	225 000	10-07-20
CDEPNQL	Réseau d'affaires des Premières Nations	112 915	10-08-02
Centre d'amitié autochtone du Saguenay Inc.	Soutien à la mission globale	86 000	10-08-02
Village nordique de Puvimituq	Rénovation de l'aréna	812 384	10-08-02
Village nordique de Tasiujaq	Rénovation de l'aréna	812 384	10-08-02
Village nordique de Kangirsuk	Rénovation de l'aréna	812 384	10-08-02
Village nordique de Quaqtaq	Rénovation de l'aréna	812 384	10-08-02
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Projet "Nadagam"	298 306	10-08-02
Coop de solidarité Nihilupan Nitshinatsh	Soutien à la coopérative	120 000	10-08-10
Croisières Essipit inc.	Renouvellement de la motorisation des pneumatique	127 194	10-09-02
Debbie Delisle-Giasson	Educational Materials Distribution Center	19 938	10-09-02
Adrienne Jérôme	Restaurant Widiha	17 000	10-09-07
Location Kesseeu inc.	Location Kesseeu	100 000	10-09-07
Conseil des Montagnais du Lac-St-Jean	Gestion du territoire Nitassinan	375 000	10-09-08
Société de dév. économique Uashat mak Mani-Utenam	Roulottes pour location	77 000	10-09-09
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit	Dépanneur communautaire Boni-Soir	100 284	10-09-09
Conseil Innu Takuaihan Uashat mak Mani-Utenam	Consultation expansion réseau transport en Minganie	240 000	10-09-09

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini	Rénovation de l'église de la mission Ste-Catherine	15 000	10-09-14
Groupe Umek, S.E.C.	Acquisition Pêcherie Manicouagan et Crabiers du nord	515 160	10-09-17
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon	Aménagement de terrains de jeux à Lac-Simon	52 000	10-09-17
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon	Réaménagement de la patinoire de l'école Amikobi	20 245	10-09-17
Conseil de la nation Anishnabe du Lac-Simon	Aménagement de terrains de volley-ball à Lac-Simon	6 000	10-09-17
Conseil des Montagnais de Natashquan	Structure de développement économique	300 000	10-09-27
Village nordique de Inukjuak	Rénovation de l'aréna	161 925	10-10-13
Première Nation de Longue-Pointe	Aide au développement économique local	50 390	10-10-27
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Aménagements extérieurs résidence pour aînés	49 000	10-10-28
Conseil de la nation Innu Matimekush - Lac-John	Salle communautaire Matimekosh	500 000	10-10-28
Village nordique de Kangihsualujuaq	Construction d'une piscine estivale	186 675	10-11-01
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Achat d'équipements pour l'aréna	50 000	10-11-02
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	Gesgapegiag Excavation	258 755	10-11-02
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Rénovation du centre communautaire Kawehno:ke	143 033	10-11-02
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Mise à niveau des équipements de communication	132 000	10-11-02
Regroupement Mamit Innuat inc.	Patinoire couverte à Pakuashipi	458 483	10-11-04
Ébénisterie MR - Michel Rock	Ébénisterie MR - Michel Rock	50 000	10-11-08
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini	Bureau de consultation	144 000	10-11-08
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit	Amélioration des pourvoiries Essipit	83 669	10-12-06
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	Projets de développement économique	748 629	10-12-06
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Implantation d'une structure d'organisation	330 000	10-12-13
Conseil de bande de Betsiamites	Centre administratif de Betsiamites	300 961	10-12-22
Conseil des Montagnais du Lac-St-Jean	Site communautaire Mashteuiatsh	1 000 000	10-12-29
Village nordique de Kuujuarapik	Agrandissement du gymnase	471 267	11-01-10
Conseil de la nation huronne-wendat	Bureau de consultation - 3e année	303 000	11-01-26
Tewatohnihsakta (M. John Bud Morris)	Economic Development Solution - étude	24 775	11-01-27
Conseil de la nation Abitibiwinini	Aménagement d'un stationnement	42 000	11-01-27
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon	Bureau de consultation	202 500	11-01-28
Conseil Innu Takuakan Uashat mak Mani-Utenam	Centre Nin Ishkueu	101 000	11-02-07
Secrétariat Mi'gmawei Mawiomí	Bureau de consultation	131 400	11-02-08
Conseil des Montagnais du Saguenay-Lac-St-Jean	Usine de granules	400 000	11-02-17
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Maison des jeunes	475 202	11-02-24
Village nordique d'Umiujaq	Rénovation du centre communautaire	234 242	11-02-28
Conseil des Montagnais de Natashquan	Atik Aviation	155 000	11-03-04
Commission de dév. économique de Kahnawake	Profil socio-économique de Kahnawake	130 000	11-03-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04 Élément 01

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'oppositionRENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

14. Détail de l'état d'avancement des travaux entre le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur un éventuel plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.

RÉPONSE :

Une première rencontre s'est tenue le 24 septembre 2009 avec le MSSS, Santé Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL). Il s'agissait alors de convenir d'une collaboration tripartite pour donner suite au *Plan directeur de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec 2007-2017* (plan directeur) de la CSSSPNQL.

Une planification stratégique a été élaborée pour la mise en œuvre du plan directeur. Pour ce faire, des enjeux ont été identifiés et ils incluent des orientations, des axes et des objectifs. La CSSSPNQL doit faire une proposition d'actions prioritaires devant être traitées par le groupe tripartite en lien avec la mise en œuvre du plan directeur et des plans stratégiques qui en découlent. Il est à préciser que les travaux conjoints qui sont actuellement faits entre les partenaires s'inscrivent dans le cadre du plan directeur.

La CSSSPNQL travaille toujours à déterminer les priorités d'actions.

Le comité tripartite a donc pour base de travail le *Plan directeur* de la CSSSPNQL. Le plan touche la gouvernance, les soins de santé, les services sociaux, les ressources humaines, les déterminants de la santé dans une vision globale. Les finalités recherchées par ce plan sont les suivantes :

- ❖ *Remédier progressivement aux disparités qui séparent les Premières Nations du reste des Canadiens en matière de santé et de bien-être collectif;*
- ❖ *Initier un changement structurel dans les perspectives et les approches de gouvernance de la prestation des soins de santé et des services sociaux prodigués aux Premières Nations.*

À noter qu'actuellement, toutes les régions du Québec sont en mesure d'adapter leurs services de premières lignes en matière sociale pour répondre aux besoins des populations autochtones qu'elles desservent.

Par ailleurs, le Québec poursuit toujours son travail de collaboration avec les Autochtones et voit à mettre en œuvre les engagements conclus lors des deux Forums socioéconomiques qui ont eu lieu à Mashteuiatsh et à Kuujuaq.

